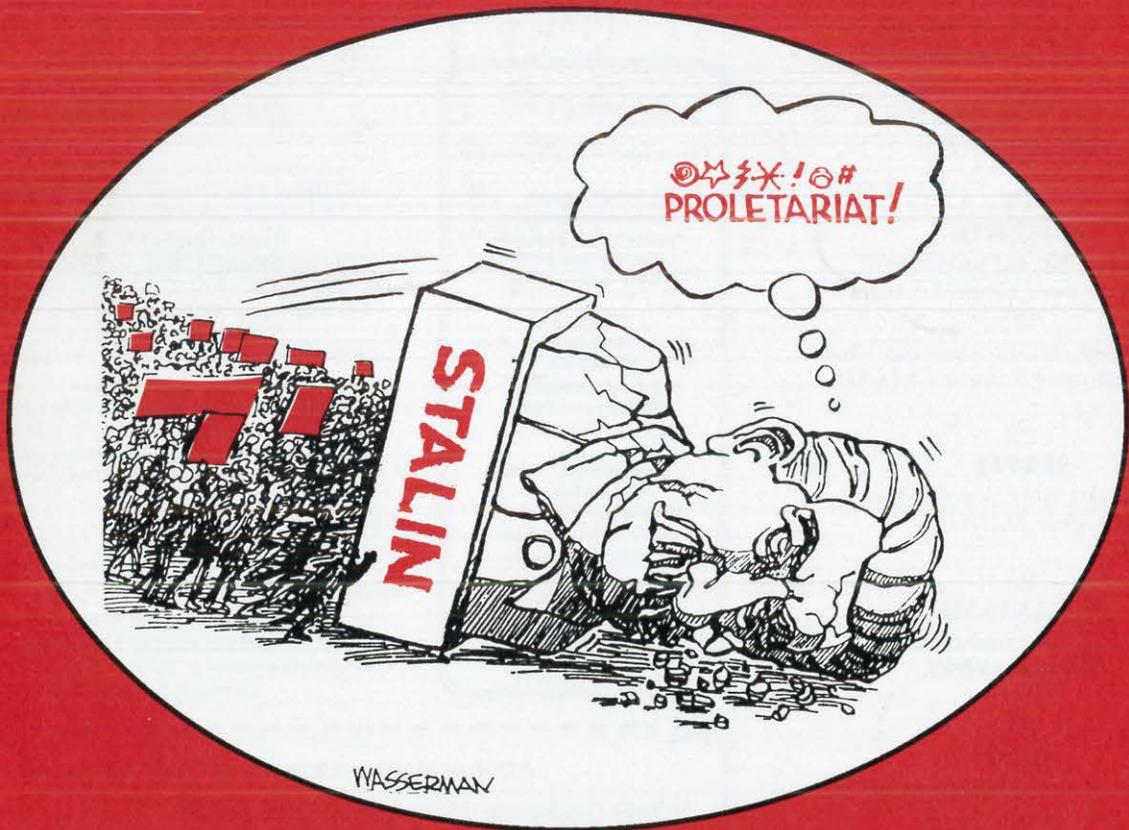


INpreCOR

Numéro 305 du 23 mars au 5 avril 1990 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

TABLE RONDE SUR LA CONSCIENCE OUVRIERE A L'EST



EUROPE DE L'EST : La ruée vers l'or
RDA : L'unification plébiscitée
MARXISME : L'avenir du communisme
ALGERIE : Entre libéralisme et intégrisme
HAITI : Avril s'en va...

INpreCOR

**SOMMAIRE DU NUMERO 305
du 23 mars au 5 avril 1990**

SPECIAL 36 PAGES

3

EUROPE DE L'EST

Table ronde sur la conscience ouvrière
*Entretien avec Annett SEESE,
Poul LARSSON, Lazlo ANDOR
et Milka TYSZKIEWICZ*

9

La ruée vers l'or ?
Oliver MAC DONALD

14

RDA

Raz de marée de droite
Hans-Jürgen SCHULZ

16

Non à l'anschluss !
DOCUMENT

17

ALGERIE

Crise sociale et "ouverture"
Entretien avec Chawki SALIH

20

Les femmes contre les intégristes
Entretien avec Samira FELLAH

22

HAITI

Le terrain miné des élections
Arthur MAHON

25

MARXISME

L'avenir du communisme
Ernest MANDEL

31

RDA

La situation en RDA et nos tâches
Résolution du SU

33

La crise du stalinisme et la question allemande
Projet de résolution minoritaire au SU

35

Position du VSP
DOCUMENT

36

GRECE

Nouveau courant de gauche
Andreas SARTZEKIS

*Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.*

Campagne d'abonnements

Notre campagne d'abonnements, qui a débuté à l'occasion de la parution du numéro 300 en janvier dernier, se poursuit. Elle repose essentiellement sur trois nouveautés :

Tout d'abord, notre formule "d'abonnements à l'essai", pour vous permettre de faire découvrir *Inprecor* aux personnes de votre entourage qui seraient susceptibles de s'y intéresser. Envoyez-nous les noms de "possibles futurs abonnés" d'*Inprecor*, et nous leur ferons parvenir deux numéros gratuits, avant de leur proposer un abonnement à tarif promotionnel. Vous nous avez déjà envoyé beaucoup de noms... et il faut continuer. Mais il serait très important qu'au-delà de la lettre que nous leur envoyons, vous recontactiez personnellement ceux que vous avez "parrainés", afin de les inciter à s'abonner, puisqu'ils auront eu l'occasion de se rendre compte de "l'excellente qualité" d'*Inprecor*... D'ailleurs, n'hésitez pas à nous faire part de leurs critiques, remarques ou suggestions (ainsi que des vôtres) !

Deuxième nouveauté : la formule d'abonnement à 100 FF pour six mois (au lieu de 140 FF) pour les moins de vingt-cinq ans et les chômeurs.

Et enfin, l'abonnement d'un an à 250 FF au lieu de 280 FF.

Attention, toutes ces offres (sauf celle pour les jeunes et les chômeurs) ne seront valables que jusqu'à la fin mai. Alors, dépêchez-vous de vous abonner ou de vous ré-abonner... vous verrez du pays !



La rédaction

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél : 48.59.00.80

Directeur de publication :
Christian Lamotte.

Commission paritaire numéro
59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél : 45.32.06.23

ABONNEMENT

(24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.

- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord,
Moyen-Orient, DOM-TOM) :

155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.

- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.

- Abonnement avion (Asie) :

195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.

- Pli fermé : France :

200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.

Autres pays (voie de surface) :

215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.

- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal
numéro 2.322.42 T Paris

Abonnement promotionnel (250 FF, un an)

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois)

Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits)

Réabonnement

Nom Prénom :

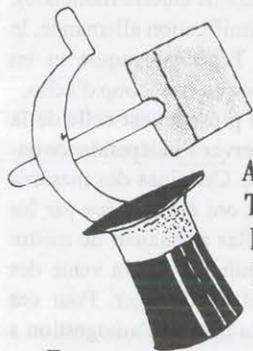
Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Table ronde sur la conscience ouvrière



Inprecor a décidé de céder à la mode actuelle à l'Est et d'organiser une table ronde avec quatre militants révolutionnaires, sur la conscience ouvrière en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Hongrie et en URSS.

Annett Seese, de RDA, étudiante, est militante de la Gauche unie à Leipzig. Milka Tyszkiewicz, de Pologne, est militante du Centre politique socialiste de Wrocław. Laszlo Andor, de Hongrie, économiste, est membre de l'Alternative de gauche. Poul Larsson, militant du SAP, section danoise de la IV^e Internationale, revient d'un voyage à Moscou et en Sibérie.



INPRECOR : *Quelle a été l'attitude de la classe ouvrière face aux récents événements dans les pays de l'Est ?*

Annett SEESE : Le premier problème en RDA est que le mouvement n'est pas parti de la classe ouvrière, mais a été un mouvement de l'ensemble des citoyens, et a été ressenti comme tel. Il est donc difficile de parler de l'attitude spécifique de la classe ouvrière. Il faut aussi préciser que le mouvement a précédé et provoqué les changements politiques, qui ont à leur tour permis de nouvelles activités politiques.

Déjà en mai 1989, lors des précédentes élections, une série d'activités avaient été effectuées pour contrôler leur bon déroulement et démontrer qu'elles étaient manipulées par la bureaucratie. C'était une première action non pas de la classe ouvrière, mais de gens issus de la classe ouvrière et de l'intelligentsia, pour agir ensemble. Ensuite, il y a eu le grand mouvement de masse... de la rue vers l'Ouest ! Et enfin, les manifestations de masse d'octobre dernier, à Leipzig.

Ces manifestations se déroulaient autour d'une église, qui avait été auparavant le point de ralliement de ceux qui voulaient émigrer en Allemagne de l'Ouest (RFA). En octobre, le principal mot d'ordre était « *Nous restons ici !* ». A ce moment là, il y avait certes une participation ouvrière importante, mais la classe ouvrière n'était pas là en tant que catégorie sociale. Les grèves n'ont commencé que bien plus tard, sous forme de "grèves d'avertissement". Mais il

s'agissait de débrayages : les ouvriers quittaient leurs usines, exprimaient leurs revendications, puis retournaient travailler, en faisant même des heures supplémentaires pour rattraper le temps de travail ainsi "perdu".



Poul LARSSON : Je ferai donc office de Russe pour ce soir... Il est clair que la classe ouvrière en Union soviétique représente un corps social de plus de 100 000 travailleurs qui sont présents à différents niveaux et sous différentes formes dans les luttes politiques en cours, notamment lors des élections, etc. D'importantes différences existent aussi au niveau des Républiques ; je veux donner ici deux exemples concrets de l'activité ouvrière en Russie.

Lors des derniers mois, nous avons assisté à des "soulèvements" dans certaines des principales villes industrielles d'URSS, à Tioumen, à Sverdlosk, dans l'Oural et en Sibérie occidentale. Les in-

formations dont nous disposons sont limitées, car, par exemple, toutes les communications de Sverdlosk avec l'extérieur sont toujours coupées. Nous savons cependant qu'il y a eu d'importantes manifestations et des grèves et que, suite à cela, les directions locales — particulièrement conservatrices — du Parti communiste (PCUS) ont été démisées dans ces deux villes. Ces événements sont aussi très importants au niveau de leurs répercussions au sein du PCUS, car il ne faut pas oublier que près de 40 % de ses membres sont des ouvriers.

Le sentiment général largement répandu au sein de la classe ouvrière en Russie est particulièrement anti-bureaucratique ; cela inclut une défense de la glasnost et un réel pluralisme, ainsi qu'une rupture avec la direction du PCUS. Ce sont les mineurs qui ont produit le programme politique le plus avancé jusqu'ici, dans différents districts où il y a eu d'importantes grèves l'été dernier. Ce mouvement se poursuit et s'est exprimé lors des élections aux soviets à différents niveaux : des mineurs se sont même

présentés, contre les candidats du parti, ce qui est très significatif.



Laszlo ANDOR : En ce qui concerne l'attitude de la classe ouvrière hongroise lors des derniers événements, il faut d'abord préciser que la situation n'est pas tout à fait la même que dans les autres pays, même si elle présente quelques similitudes. Il faut signaler ici l'attitude des travailleurs

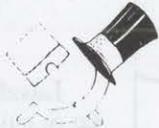


par rapport à ce que l'on appelle en Hongrie la TP, la "transition pacifique"... vers la restauration du capitalisme ! Car c'est bien la TP qui est à l'ordre du jour en Hongrie.

Cet état d'esprit est le résultat de l'histoire des dernières décennies : l'endettement dramatique du pays, la stagnation économique, l'aggravation de l'exploitation des travailleurs, de la chute de leur niveau de vie et de leurs salaires réels. Les travailleurs réagissent donc très violemment à tout ce qu'ils considèrent être la cause de cette crise économique et sociale croissante.

1989 a été une année de grands espoirs et d'illusions pour la classe ouvrière et toute la société. Après 40 ans de dictature stalinienne, on attendait beaucoup du pluralisme — et du marché — qui étaient censés résoudre tous les problèmes. Il y avait une grande euphorie, un grand optimisme. Ceci dit, tout ce processus s'est réalisé sans la participation effective des travailleurs. Les nouveaux partis ont été fondés sans aucune base dans le mouvement ouvrier. Une première désillusion a surgi quand il s'est avéré que les nouveaux partis n'étaient pas forcément meilleurs que l'ancien parti unique et que leurs dirigeants n'étaient pas forcément plus intelligents !

On a alors rencontré trois types d'attitudes. Premièrement, chez certains travailleurs, un rejet de tout ce show politique, du pluralisme, etc., et une totale démobilisation. Le second groupe pourrait être tenté par le vote à droite, sous l'influence des mass media qui répètent à longueur de journée que le socialisme a représenté une parenthèse honteuse dans notre histoire, que l'URSS a joué un rôle ignoble en Hongrie, etc. Et enfin, une petite minorité de travailleurs, parmi les plus conscients, dans les conseils ouvriers, les syndicats ou les petits partis de gauche — et aussi le Parti socialiste hongrois (PSH) ou le Parti ouvrier socialiste (POSH), les deux branches issues de la scission de l'ancien Parti communiste au pouvoir — qui va s'opposer à cette transition pacifique.



Milka TYSZKIEWICZ : Comme vous le savez, pour la classe ouvrière polonaise dans sa majorité, le marché est devenu une espèce d'alternative universelle à l'autogestion, au socialisme. Dans la conscience ouvrière, le mot même de "socialisme" est devenu synonyme de stalinisme.

Au printemps 1988 et à l'été 1989, lors des vagues de grèves qui ont précédé

les accords de la "table ronde", la classe ouvrière n'était pas divisée et agissait en bloc contre la bureaucratie. A partir des accords de la "table ronde", la classe ouvrière s'est divisée en deux : un groupe soutenant Walesa et sa ligne politique, un autre manifestant dans la rue.

Durant les cinq derniers mois, après l'application des mesures d'austérité du nouveau gouvernement Mazowiecki, ce second groupe s'est aussi scindé en deux. Un groupe, très radical, a décidé de coopérer de nouveau avec Walesa afin de maintenir l'unité de la classe ouvrière. Mais, dans la mesure où la direction de Solidarité s'est mise à travailler avec ses ennemis d'hier, le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) et Jaruzelski, la notion d'"ennemi commun à abattre" a disparu et certains membres de ce groupe ont commencé à évoquer le fascisme, comme seule alternative pour résoudre la crise politique. Ils se sont mis à exiger des "guillotines", pour « couper toutes les

têtes liées à la gauche »... Ceci dit, ces groupes restent marginaux.

Il existe aussi un grand intérêt dans la classe ouvrière pour tout ce qui se passe dans les pays voisins, notamment les Pays baltes (une partie de ces régions, par exemple en Lituanie, appartenait à la Pologne avant la Seconde Guerre mondiale). Le débat sur la réunification allemande, le soulèvement en Tchécoslovaquie et en Roumanie ont aussi eu beaucoup d'écho.

Une idée très présente est celle de la nécessité de conserver l'indépendance nationale à tout prix. Certaines des mesures du gouvernement ont été rejetées par les travailleurs car elles risquaient de mettre en péril l'indépendance, par la vente des usines polonaises à l'étranger. Pour ces mêmes raisons, la notion d'autogestion a également commencé à regagner de l'audience parmi les travailleurs. Mais le problème est comment combiner la volonté d'indépendance et les liens avec l'Occident, jugés non moins nécessaires. ★

Quel avenir pour le socialisme ?

◆ *Peut-on pour autant en déduire, comme le font certains, que le socialisme n'a plus d'avenir et que la classe ouvrière n'a plus un rôle central à jouer ?*

Milka TYSZKIEWICZ : On ne peut pas dire que le projet socialiste, en tant qu'utopie positive, n'a plus d'avenir à l'Est, ni que la classe ouvrière est totalement atomisée et gagnée aux idéaux du capitalisme. J'ai pu constater, par exemple, qu'au dernier congrès de Solidarité

dans ma région, l'aspiration à la démocratie était très puissante. Le problème est que, bien entendu, les gens ont des pratiques très différentes au nom de cette même démocratie.

Le fait est qu'on trouve en Pologne des gens qui ont été ouvriers pendant dix ou quinze ans, mais possèdent aujourd'hui leurs propres usines... Cela joue bien entendu sur leur conscience.



Annett SEESE : La crise des sociétés à l'Est n'est d'ailleurs pas uniquement économique et sociale mais aussi morale ; c'est une crise d'orientation, de perspectives. Dans les usines en RDA, on entend même des arguments du genre : « Si nous nous organisons, si nous créons des conseils ouvriers, cela va faire peur aux capitalistes et ils vont refuser de venir investir chez nous. Alors nous n'aurons plus d'argent, on va fermer les entreprises et nous serons à la rue. C'est pour cela qu'il ne faut rien faire... ou alors, il faut créer des conseils comme il en existe en RFA, pour améliorer le niveau de production et attirer les capitalistes. »

Par ailleurs, la situation sociale et le niveau de vie en RDA sont très différents



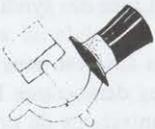
de ceux de la Roumanie et de certaines zones d'URSS. Il existe des situations absurdes, comme par exemple le fait que certains ouvriers gagnent plus d'argent que leurs chefs. Mais l'exploitation ne se mesure pas seulement au niveau du salaire. Des différences existent, par exemple, entre hommes et femmes, non pas parce qu'il n'y a pas salaire égal à travail égal, mais parce que les emplois traditionnellement féminins sont moins bien payés que les emplois à prédominance masculine.

Les différences de niveau de vie entre les bureaucrates moyens et la classe ouvrière ne sont pas tellement élevées. Le fossé se creuse souvent au niveau des petits privilèges, par exemple, les magasins spéciaux qui permettent un meilleur approvisionnement. Un autre exemple des distorsions du système qui brouillent la conscience est le mythe des soins de santé gratuits. En effet, médecins et dentistes sont gratuits à l'Est... mais les gens préféreraient payer un médecin réellement existant à l'Ouest, plutôt que d'avoir un médecin fantôme à l'Est !



Poul LARSSON : Le rôle de la classe ouvrière dans les récents événements est complexe. Les travailleurs étaient largement présents et actifs lors des soulèvements en RDA ou en Tchécoslovaquie. Les ouvriers ont joué un rôle crucial et significatif lors de la grève générale en Tchécoslovaquie ou lors de l'insurrection en Roumanie.

En Union soviétique, il est important de noter que les mineurs ont réussi — après soixante années de dictature bureaucratique institutionnalisée — à formuler des revendications politiques, économiques, sociales ou écologiques d'un très haut niveau. Il ne faut surtout pas crier victoire et en déduire que le paradis socialiste est déjà là. Mais, surtout en URSS, nous avons de bonnes raisons d'être optimistes.



Laszlo ANDOR : Pour comprendre réellement la situation actuelle en Hongrie, il faut revenir sur l'idéologie particulière de la bureaucratie sous Kadar et ce qu'était réellement ce système. Pendant ces années, les travailleurs ont entendu ce refrain : « *Que faisons-nous ? Nous construisons le socialisme. Pourquoi est-ce un bon régime ? Parce que le niveau de vie ne cesse de s'améliorer...* » A partir du moment où le niveau de vie s'est tassé, au

milieu des années 70, le régime du PSOH a été acculé à la défensive sur le plan idéologique. Le parti au pouvoir a commencé à se démoraliser, incapable de faire face à la crise économique. La prétendue réforme a donc commencé à partir de 1987, sous le poids d'une offensive idéologique très agressive de la politique libérale et de l'économie néo-classique.

Ce "nouveau mode de pensée" jouit

maintenant d'une totale hégémonie. Cela ne signifie pas que le marxisme et le socialisme aient totalement disparu de la scène ; comme je l'ai déjà dit, il existe une certaine avant-garde parmi les travailleurs et dans l'intelligentsia, qui ne se fait aucune illusion sur le capitalisme. Mais, elle est totalement marginalisée dans les médias et privée des moyens de peser sur la société. ★

Quelles organisations pour la classe ouvrière ?

◆ *Quelles sont les formes d'organisation de la classe ouvrière à l'heure actuelle, et son attitude face aux structures déjà en place ?*

Annett SEESE : Jusqu'en octobre 1989, la Fédération allemande libre des syndicats (FDGB) était la seule organisation syndicale existante. Tous les travailleurs en étaient membres de fait. Il ne s'agissait donc pas d'un syndicat de militants. La litanie officielle prétendait que la propriété était collective et que les moyens de production appartenaient à tous. Mais les gens ne le ressentaient pas ainsi. La FDGB a beaucoup profité de ses relations privilégiées avec les syndicats ouest-allemands qui, dans certaines circonstances, lui prodiguaient une aide financière.

A partir d'octobre, un mouvement de réformes a commencé à la base de la FDGB pour en faire un syndicat réel. D'autres militants ouvriers étaient d'avis que la FDGB n'était pas réformable, que l'appareil ne pourrait être remodelé et qu'il fallait donc s'orienter vers la création de syndicats indépendants. Mais ces syndicats indépendants sont restés très minoritaires et n'existent que dans certaines villes, par exemple à Berlin. En revanche, à Leipzig, dans certaines petites entreprises, des travailleurs ont commencé à mettre en application des formes d'autogestion en dehors de toute structure de type syndical ou de conseils ouvriers.

Par ailleurs, au-delà des syndicats traditionnels avec des éléments d'autoréforme et des petits syndicats indépendants, il existe trois variantes de conseils ouvriers. La première, très minoritaire, considère les conseils ouvriers comme des instruments pour permettre l'application d'une réelle autogestion. Une seconde variante, dont j'ai déjà parlé, est

basée sur l'intéressement des ouvriers à la production, sur le modèle ouest-allemand. La troisième prône une représentation des ouvriers auprès de la direction.

Lors de son récent congrès, la FDGB a adopté un langage très radical — quasi révolutionnaire ! — en défense des travailleurs et de leurs droits syndicaux. Mais il est difficile de savoir si cela sera suivi par des faits et si elle possède encore une base réelle pour mettre ces paroles en pratique.



Poul LARSSON : En Union soviétique aussi, il existe une confédération syndicale officielle (TUC) qui a des millions de membres, mais dont la nature syndicale est plus que discutable, dans la mesure où elle n'organise aucune négociation collective, aucune grève ni revendication salariale ! Elle fonctionne plutôt comme une structure d'encadrement, avec quelques activités sociales et culturelles. Avec la glasnost et les mobilisations, ces syndicats officiels sont soumis à une forte pression et doivent trouver un nouveau rôle. Une des possibilités qui leur est offerte est de réaliser un tournant populiste. Le Front uni des travailleurs (FUT) en est un exemple (à ne pas confondre avec les Fronts populaires et le Front uni des travailleurs dans le Kouzbass). Le FUT est lié à la bureaucratie syndicale, il développe une rhétorique ouvriériste, attaque les coopératives, les nouveaux millionnaires — ce qui est certes correct — mais s'enracine aussi dans le chauvinisme grand-russe. Le FUT n'a sans doute pas pour le moment une réelle base de masse ; c'est une tentative de la bureaucratie syndicale pour gagner de l'influence dans la classe ouvrière.

Parallèlement, de nouvelles structures

à caractère syndical beaucoup plus positives se développent aussi. Je voudrais en donner deux exemples. Le premier est celui d'une Fédération des syndicats socialistes, Sotsprof. Il est difficile d'en estimer la force réelle à l'heure actuelle. Selon un de ses dirigeants récemment de passage en Grande-Bretagne, Sotsprof regrouperait actuellement environ 60 000 travailleurs, alors qu'il en avait moins de 10 000 l'été dernier. Sotsprof organise des travailleurs dans les transports, dans certaines usines, dans la métallurgie et a aussi des contacts avec les mineurs. Le second exemple est encore plus important ; il concerne encore une fois les mineurs qui n'ont pas dissout leurs comités de grève qui continuent à fonctionner. Les comités ont leurs propres publications et ont pris parfois le contrôle des syndicats officiels. Une sorte de situation duale existe quelquefois entre les syndicats et les comités de grève. Les mineurs ont créé le Front uni des travailleurs du Kouzbas alors, qu'en même temps, les syndicats officiels créaient une autre organisation, portant pratiquement le même nom, pour garder un contrôle sur les travailleurs de la région. La lutte se poursuit entre ces deux groupes. Les mineurs vont bientôt organiser une conférence nationale qui aura sans doute des répercussions dans tout le pays.



Milka TYSZKIEWICZ : Il existe aujourd'hui une multitude d'organisations ouvrières en Pologne et on peut résumer la situation avec la boutade bien connue : chaque fois que deux Polonais se rencontrent, il fondent trois organisations... et il y a 35 millions de Polonais !

Mettons de côté les organisations stalinienne ou celles liées à l'Eglise... Je me contenterai de parler brièvement de certaines des organisations liées à Solidarité ou aux activités clandestines de la classe ouvrière dans les années 80.

Solidarité était à l'origine une organisation de masse avec *grosso modo* un seul type de lien d'adhésion. Aujourd'hui, il existe une série de petites organisations ayant des structures très compliquées. Solidarité possède, à l'heure actuelle, près de deux millions de membres, avec deux structures à l'échelle nationale.

La première est une structure verticale, bureaucratique, dirigée par Monsieur Walesa. Elle soutient totalement le plan Balcerowicz (voir *Inprecor* numéro 301 du 26 janvier 1990) et les réformes du gouvernement Mazowiecki. La seconde est une structure horizontale des différents secteurs industriels. Actuellement, il



existe 25 structures de ce type organisées à la base par les ouvriers. Ce problème est très intimement lié à la conscience ouvrière, en tout cas à celle des membres de Solidarité. Au début, tout le monde était d'accord pour le "laissez-faire" capitaliste mais quand on s'est aperçu qu'il devenait difficile de trouver du travail, quand les gens ont commencé à goûter à la soupe populaire de Monsieur Kuron, et qu'ils ont vu la réelle nature de l'Etat providence qu'ils attendaient, ils ont commencé à s'organiser.

Ainsi, dans ma région, à l'origine, les syndicats d'entreprise transmettaient 25 % des cotisations de leurs membres aux structures régionales ; récemment, ils ont décidé de réduire cette part à 10 % et de garder le reste pour leurs dépenses propres. La majorité de cette somme est désormais versée à ces structures horizontales. Il existe également des structures territoriales régionales, les réseaux. Il s'agit de groupes de différentes entreprises sur une même ville ou région qui se coordonnent pour des activités locales.

Des structures clandestines de Solidarité continuent encore à fonctionner à l'échelle régionale, avec des comités de grève régionaux. La majorité de leurs membres appartiennent également au syndicat légal, mais conservent leurs structures clandestines, leurs équipements, etc. Il faut aussi mentionner "Solidarité combattante", autre organisation clandestine, qui est à mi-chemin entre un syndicat classique et un groupe politique. Politiquement, "Solidarité combattante" peut être classée dans le courant social-démocrate ; initialement, sous la loi martiale, elle avait un programme assez radical sur l'autogestion, puis elle a viré à droite.

Autre fait intéressant, depuis près d'un an, un syndicat de secteurs de l'armée et, plus récemment, un syndicat de la police ont commencé à s'organiser. Il existe aussi une structure de Solidarité des petits propriétaires paysans qui regroupe également des ouvriers agricoles des fermes d'Etat. Ils sont très radicaux et sont presque nostalgiques du bon vieux temps du stalinisme où leur conditions de vie n'étaient pas aussi mauvaises...

On doit aussi citer les Comités de citoyens de Solidarité, qui sont des structures politiques mises sur pied avant les élections parlementaires. Ils regroupent à la fois des ouvriers d'usine et des secteurs de l'intelligentsia et envisagent de se transformer en partis politiques. Mais le niveau de la conscience politique de la classe ouvrière, contrairement au niveau d'organisation, est assez bas.

Sous la loi martiale, et un peu avant, il existait un espèce d'"Etat clandestin", composé de groupes d'intellectuels de la classe ouvrière et de permanents ouvriers, organisés à différents niveaux, des syndicats aux clubs culturels. L'un d'entre eux est l'Agence informelle d'information. Ce genre d'agences existe même au niveau des usines avec des structures indépendantes de Solidarité. Aujourd'hui, elles sont importantes, la direction de Solidarité tente de s'emparer des médias, notamment de la télévision où les informations émanant de la bureaucratie ont tout simplement été remplacées par celles émanant de Solidarité.



Laszlo ANDOR : La dernière décennie de crise économique a beaucoup pesé sur l'évolution des syndicats car les travailleurs ont été désorientés par ces syndicats qui ne défendaient pas leurs intérêts, malgré la chute du niveau de vie et des salaires. Mais, paradoxalement, les syndicats officiels n'ont pas connu de recul significatif. Ils ont cependant été paralysés, perdant leur capacité de mobilisation.

C'était une situation rêvée pour les promoteurs de la transition pacifique. En effet, sous le capitalisme, les syndicats ne peuvent qu'être une source de problèmes, de conflits, et donc mieux vaut les affaiblir au maximum dans cette période de transition. Une pression s'exerce pour morceler les syndicats, et créer une multitude de groupes afin de diviser les travailleurs : la Ligue des syndicats indépendants (LSI) et Solidarité en sont deux exemples. La LSI est sous la coupe de l'Alliance des démocrates libres qui est une des organisations de droite de notre système multipartite. Certes, on trouve des syndicalistes honnêtes dans les deux groupes — plus dans Solidarité que dans la LSI — mais les effets de cette division ont été néfastes pour les travailleurs. Les partis de droite et ces nouvelles structures ont démoralisé les anciens syndicats et essayé de les détruire. Bien entendu, beaucoup de dirigeants des anciens syndicats étaient des corrompus, ils ne faisaient pas leur travail de syndicalistes et se conten-

taient d'observer les développements. Ils se lamentent en permanence de ne pas être consultés sur les mesures qui sont prises, tentent parfois d'organiser des grèves mais ont perdu leur capacité d'initiative.

Quant aux groupes de droite, ils sont trop pris par leurs tâches parlementaires, par les privatisations, etc., pour avoir le temps de s'occuper des questions syndicales ! Sauf quand il s'agit d'attaquer les anciens syndicats. Ils lancent notamment des attaques dans la presse sur la corruption des dirigeants syndicaux — ce qui est correct. Mais le reproche principal qu'ils adressent ne porte pas sur leur passivité face aux décisions gouvernementales (car en effet, ces syndicats agissent comme des courroies de transmission du pouvoir) mais sur le fait qu'ils menacent la transition pacifique au capitalisme !

Mais, après les élections, les attaques contre le mouvement syndical seront encore plus dures et, en raison du désarroi des travailleurs, ils auront encore plus de mal à se défendre. Le vrai débat porte donc sur la nécessité de créer une nouvelle et réelle structure syndicale qui défende les intérêts des travailleurs

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le mouvement des conseils ouvriers. Historiquement, les conseils ouvriers ont toujours été un dernier recours de la classe ouvrière, quand elle n'arrivait plus à faire entendre sa voix autrement ; c'est la situation dans la Hongrie d'aujourd'hui.

Avant tout, le gouvernement et les dirigeants de l'économie s'apprentent à vendre les usines et les entreprises du pays à l'étranger. Beaucoup de travailleurs ont des réticences face à ce volet économique de la transition pacifique, face aux privatisations et au bradage de la propriété d'Etat. Il y a bien sûr quelques différences notables entre le magnifique capitalisme abstrait et le capitalisme réellement existant. Par ailleurs, dans la plupart des cas, les nouveaux capitalistes locaux ou les nouveaux managers ne sont autres que les anciens bureaucrates enrichis ou les anciens directeurs, dont la gestion avait conduit l'économie et les entreprises à la faillite ! Ce qui n'est pas non plus sans poser quelques problèmes dans la conscience des gens...

Les travailleurs se rendent compte que leurs usines vont être vendues à des prix très bas et, qu'à l'avenir, ils ne vont avoir aucun droit de participation aux décisions dans l'entreprise. Ils veulent donc prendre les devants et créer un contre-pouvoir : c'est une des raisons de la création des conseils ouvriers.

Un autre facteur, spécialement dans les petites villes, est que les travailleurs ne veulent plus que leurs usines soient de simple filiales des grandes entreprises. et

souhaitent donc prendre en main la gestion de ces petites entreprises.

Deux conceptions et objectifs sont sous-jacents à la création des conseils ouvriers. Initialement, il s'agissait de se substituer aux syndicats défaillants et de prendre leur place. Ces premiers conseils étaient dirigés par des partisans du Forum démocratique. Cela rentrait en effet dans leur stratégie de destruction du mouvement syndical. Une seconde conception est alors apparue, qui pensait que les conseils ouvriers devraient coexister avec les syndicats et jouer un rôle complémentaire. Actuellement cette conception semble l'emporter dans la plupart des conseils existants.

Le mouvement des conseils ouvriers est en plein essor en Hongrie, leur nombre

ne cesse d'augmenter, surtout depuis ces derniers mois. La première rencontre nationale des conseils ouvriers s'est tenue en décembre 1989, avec une vingtaine de délégués syndicaux, ainsi que des représentants de partis politiques et d'autres mouvements.

La seconde rencontre, qui s'est déroulée en février dernier, a rassemblé plus d'une cinquantaine de délégués et a institué un conseil national et un bureau d'information des syndicats. Ce bureau fonctionne avec des intellectuels proches des travailleurs qui ont un rôle non pas de propagande directe en faveur de la création de nouveaux conseils, mais plutôt d'aide et d'assistance aux travailleurs qui veulent créer des conseils dans leurs usines. ★

Quelle attitude face au marché ?

◆ *Quelle est l'attitude de la classe ouvrière face aux privatisations, aux réformes du marché et aux tentatives d'auto-réforme de la bureaucratie ?*

Laszlo ANDOR : En Hongrie, il nous serait difficile de parler de "réformes de marché"... C'était encore valable dans la période précédente, lorsque le Parti communiste avait initié ces réformes. Mais, aujourd'hui, on devrait plutôt parler de la restauration totale du capitalisme et du marché !

L'attitude des travailleurs est restée assez neutre. La politique se faisait en effet au-dessus de leur tête et seuls les états-majors des partis avaient la possibilité de s'exprimer là-dessus. Les travailleurs n'ont donc pas eu réellement l'occasion de se rendre compte de ce qui se passait dans le pays autrement qu'à travers la chute des salaires et la hausse des prix et du taux d'inflation !



Milka TYSZKIEWICZ : En général, le problème des réformes de marché a toujours été lié à l'attitude de la classe ouvrière face à la bureaucratie et à la planification bureaucratique. Deux types d'attitudes existent sur la façon de traiter le problème de la bureaucratie. Un premier groupe dans l'opposition appuie certains secteurs de la bureaucratie, en espérant ainsi la diviser et faire jouer un sec-

teur contre l'autre. Cette première tendance veut arriver à réaliser les réformes de marché et la privatisation de l'industrie polonaise, "au nom de la classe ouvrière". Je ne parle pas ici de la position de groupes d'intellectuels mais bien de celle de groupes d'ouvriers. C'est ainsi que ces premiers groupes expliquent la politique de Walesa, qu'ils soutiennent.

De l'autre côté, il existe aussi un très fort mouvement à la base contre la bureaucratie. La bureaucratie s'est scindée en deux partis "sociaux-démocrates" qui sont dirigés par les personnes qui avaient imposé la loi martiale au début des années 80 ! En conséquence, des gens, comme Kuron et Modzelewski, qui se référaient à la social-démocratie, sont désormais assez gênés car le concept même est discrédité. Modzelewski a même dû écrire un article assez critique pour clarifier son attitude par rapport à ce concept.

La nouvelle social-démocratie de la République de Pologne (SdRP) se réfère aux idées nationalistes et antisémites, elle joue sur la peur de la réunification allemande, dénonce « certains Juifs qui ont joué un rôle néfaste dans la période stalinienne » et appuie Monseigneur Glemp, le primat de Pologne, dans le conflit autour du couvent des carmélites à Auschwitz. C'est la première fois dans l'histoire des relations entre le Parti communiste et l'Eglise, qu'un discours d'un haut dignitaire catholique est intégralement publié dans le journal du PC !

Quant aux réformes, les porte-parole

de la bureaucratie — et surtout Rakowski — se vantent d'un côté de les avoir initiées, de l'autre, ils n'hésitent pas à dire que le gouvernement actuel est un gouvernement de Solidarité (et non une coalition PC/Solidarité) et que, par conséquent, c'est Solidarité qui porte l'entière responsabilité des mesures (impopulaires)... La bureaucratie utilise les syndicats staliniens officiels (OPZZ) pour attaquer le gouvernement Mazowiecki.

Une partie des bureaucrates continue à s'enrichir, notamment avec des spéculations sur le change du dollar et du zloty, par des contacts avec des entrepreneurs étrangers. Elle monte des affaires avec des capitalistes étrangers en leur servant de couverture politique. En échange, ces derniers apportent 99 % des capitaux... mais les profits sont divisés à parts égales. Ils achètent les entreprises — comme en Hongrie — dont ils sont directeurs ou ingénieurs techniques, et qu'ils ont dirigées dans le passé avec tant d'incompétence ! Dans certains cas, ils sabotent la production pour faire baisser le prix d'achat des usines et, après leur privatisation, ils empochent d'énormes profits.

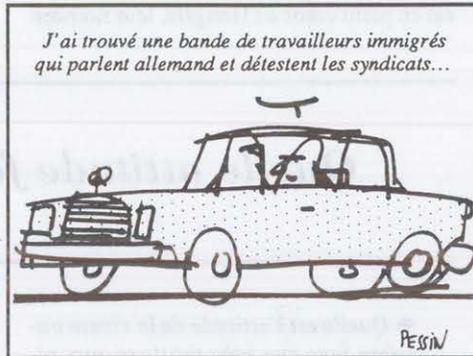
Le marché est devenu une alternative universelle à la planification bureaucratique. Quand vous allez dans les usines demander aux travailleurs s'ils souhaitent l'introduction du marché, ils vous répondent positivement à la quasi-unanimité. Mais si vous leur demandez ce que signifie concrètement le marché pour eux, ils répondent que c'est l'absence d'inflation, des prix bas, des salaires élevés, l'enrichissement et le bien-être pour tout le monde ! C'est, pour le moins, une vision très idyllique du capitalisme...

Mais l'essentiel, c'est le processus de prise de conscience de la réalité du capitalisme. Au fur et à mesure que les informations à ce sujet arrivent de l'Occident et que les gens réalisent que la Pologne n'a aucune chance en cas d'ouverture totale à la concurrence du marché mondial, la classe ouvrière se met à chercher d'autres issues. Mais, pour le moment, aucune alternative crédible de masse n'existe face au plan Balcerowicz.

Il y a une absence réelle d'initiatives de la classe ouvrière. Les travailleurs sentent qu'ils peuvent se lancer dans des mouvements de grèves — ce qui est facile ; ils savent comment le faire — mais ils n'ont pas de projet alternatif. Cela entraîne une certaine paralysie.

Il est intéressant de voir comment se développe la discussion sur l'autogestion dans ce contexte. Il existe une réelle tradition d'autogestion en Pologne, avec des structures à l'échelle nationale, dont le Forum de l'autogestion, qui fonctionnent depuis près de dix ans. Il s'agit de struc-

tures mixtes, basées essentiellement sur les travailleurs originaires de Solidarité. Solidarité et les structures d'autogestion ont déjà essayé de se débarrasser des bureaucrates dans les usines, notamment en les remplaçant par leurs propres cadres. Mais ils ont alors rencontré de sérieuses difficultés : il leur était impossible de résoudre la crise à l'échelle des seules usines. Ainsi, le projet de Solidarité (datant de 1980-81) de République autogérée a été progressivement abandonné, et nombreux sont ceux qui se sont tournés vers d'autres modèles, notamment américain ou ouest-allemand, de cogestion ou d'actionnariat ouvrier dans les usines. Mais tout cela n'est pas encore très concret.

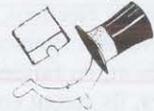


Poul LARSSON : En URSS, il faut prendre en compte le sentiment égalitaire et certaines valeurs socialistes beaucoup plus ancrés dans la conscience des travailleurs que dans d'autres pays de l'Europe de l'Est. Malgré toutes ses critiques envers le régime, la classe ouvrière est déterminée à défendre son plein emploi et la stabilité des prix de certains biens de consommation et des loyers. Mais, les partisans radicaux du marché jouent un rôle très important au niveau idéologique, notamment au niveau des médias.

L'introduction des coopératives privées, il y a près de trois ans, a représenté le premier test important sur la réaction aux réformes de marché. Dans le contexte d'anarchie générale qui caractérise l'économie soviétique, ces coopératives ont eu l'occasion de réaliser d'immenses profits, en achetant des produits à très bon marché et en les revendant très cher, grâce à la pénurie généralisée d'une série de biens de première nécessité. Cela a entraîné une violente réaction des travailleurs. L'une des revendications des mineurs, par exemple, était l'abolition pure et simple des coopératives, ou du moins l'application de mesures de restriction à leur égard (voir *Inprecor* numéro 296 du 30 octobre 1990). Ces restrictions existent déjà, par le biais de régulations et de commissions,

et compris au niveau national. Cette anarchie économique a créé de nouvelles contradictions dans la société, dont certains groupes de travailleurs ont pu tirer profit. Grâce aux réformes libérales, certaines usines ont pu se recycler dans la production de biens plus coûteux en réalisant d'importants gains financiers dont les ouvriers ont aussi bénéficié.

La pénurie des biens de consommation engendre une réelle pression en faveur du marché, avec tout son lot d'illusions. Mais le danger est qu'à travers ce genre de mécanismes se répande l'idée que l'introduction du marché permettrait une redistribution plus équitable grâce à la loi de l'offre et de la demande. Des tensions se développent entre les régions qui s'accusent mutuellement d'exploitation ou d'accaparements de produits.



Annett SEESE : Est-ce bien nécessaire de parler encore de ce que les ouvriers est-allemands pensent du marché ?

Ceci dit, le slogan à la mode, actuellement, est : « Toute liberté au marché... mais un marché social et écologique ! » Tout le monde y croit et c'est absurde. En fait, ces problèmes n'ont jamais été réellement discutés : qu'est-ce que le marché ? Comment peut-on avoir un marché écologique ? etc. Le marché est abusivement identifié à la liberté et le plan à une prison. Si on dit aux gens que le capitalisme est en fait encore plus planifié, et encore plus "désorganisé" que la planification bureaucratique, on se fait immédiatement traiter de stalinien, de pro-SED, etc. Les gens croient même que le marché supprimera toute bureaucratie administrative, toute procédure formelle et bureaucratique liée au fonctionnement de l'Etat.

Pire encore, la revendication du marché est perçue par les travailleurs comme essentiellement progressiste. Beaucoup d'entre eux disent que des hausses de prix et un certain chômage sont inévitables avec le marché, voire même nécessaires... mais aucun n'est prêt à perdre son propre emploi ! Donc, dans l'absolu, les gens veulent le marché, tout en étant prêts à se battre contre ses manifestations concrètes, comme les hausses de prix ou le chômage.

On s'oriente donc vers une situation à la polonaise. En RDA aussi, une partie de la bureaucratie, des directeurs, se "privatise", profite des nouvelles libertés pour se ruiner à l'Ouest et fait des affaires avec les capitalistes. ★

13 mars 1990
Propos recueillis par Erdal Tan

La ruée vers l'or ?



Au-delà des raisons particulières qui ont poussé les peuples d'Europe de l'Est à se battre l'année dernière, une aspiration a été plus ou moins universelle : la revendication du droit à décider de leur avenir.

Ces mouvements pour l'auto-détermination voulaient plus qu'un changement de têtes au sommet du système politique et plus qu'un changement du système politique lui-même. Le désir des gens ordinaires de choisir eux-mêmes le système social a été une des caractéristiques les plus évidentes des révolutions politiques. Le marché et le capitalisme international, envers lesquels les travailleurs de l'Est semblent entretenir beaucoup d'illusions, pourront-ils satisfaire ces aspirations... et en ont-ils la volonté ?

que et politique occidentale ? Un certain nombre de questions pertinentes se posent.

1) Ces peuples seront-ils autorisés à participer pleinement au commerce international normal selon les principes du libéralisme, *quelle que soit la nature de leur ordre économique et social interne* ?

2) Auront-ils la possibilité de choisir démocratiquement eux-mêmes leur système social, *sans tentatives coercitives d'ingérence extérieure* ?

Pour comprendre la politique occidentale actuelle, il faut très brièvement passer en revue les caractéristiques des relations entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest avant le début 1989.

1) Subsistance d'un embargo économique sur les exportations vers l'Europe de l'Est, à travers le Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des échanges Est-Ouest [COCOM, créé en 1949, regroupe les pays de l'Alliance atlantique et le Japon, ndlr], organisme sans statut légal mais non moins efficace pour autant, dirigé des sous-sols de l'ambassade des Etats-Unis à Paris. Bien que présenté publiquement comme un système de sanctions contre les exportations de technologies militaires vers le Pacte de Varsovie, il s'agissait d'un instrument général de guerre technologique englobant la moitié de tous les produits échangés dans l'économie mondiale. Les Etats-Unis prenaient des sanctions contre les pays occidentaux qui passaient outre ce blocus des exportations

ment ils encouragent les Etats d'Europe de l'Est et du Centre à prendre le chemin de la démocratie, mais ils les aident activement en ce sens, en leur offrant des milliards de dollars à la condition qu'ils se démocratisent. Mais est-ce bien la réalité ?

Bataille désintéressée ?

Pendant quatre décennies, l'Occident a mobilisé d'énormes ressources pour ce qu'il présentait comme une bataille pour délivrer les "peuples opprimés et esclaves" d'Europe de l'Est et d'URSS du "totalitarisme soviétique". Cet effort important a été effectué non pas au nom du capitalisme, mais au nom de la démocratie et de l'auto-détermination. L'Ouest a sans cesse répété que son objectif dans la Guerre froide était que les peuples d'Europe de l'Est bénéficient des libertés démocratiques, des élections libres, du respect de la loi et des droits de l'homme.

Est-ce bien tout cela qui est aujourd'hui offert aux pays d'Europe de l'Est ? Après les élections prévues pour ce printemps et cet été, ces pays seront-ils traités comme des Etats normaux, intégrés dans l'ordre international économi-

Oliver MAC DONALD

FAUDRA-T-IL choisir le capitalisme comme futur système social à l'Est, sous une forme ou une autre, ou le socialisme de marché sous une forme ou une autre ? Et, si les gens veulent vraiment du capitalisme, désirent-ils que les secteurs les plus rentables de l'économie capitaliste soient vendus à des multinationales de l'Ouest, ou désirent-ils maintenir un contrôle national important sur leur futur développement capitaliste ? Veulent-ils que leur économie fasse partie d'un regroupement économique et politique régional plus large ou veulent-ils qu'elle se retrouve dans une division du travail centrée sur Frankfurt, la Ruhr et Milan ?

A la surprise générale, la direction soviétique semble avoir permis aux populations de ces Etats de décider démocratiquement des questions fondamentales d'orientation interne et externe.

Parallèlement, les Etats d'Europe occidentale et les Etats-Unis semblent encore plus partisans de l'auto-détermination et de la démocratie ; non seule-

2) Un système de tarifications, de quotas (limitations quantitatives) et d'embargos complets sur les importations d'une très importante série de produits en provenance des pays du Pacte de Varsovie.

3) Certains accords limités de commerce et de coopération de la Communauté économique européenne (CEE) avec des Etats d'Europe de l'Est particuliers, notamment la Roumanie, et, en 1988, la Hongrie. Cela permettait un traitement plus favorable pour certaines des exportations vers la CEE, sans lever les barrières les plus substantielles. Ces accords donnaient aussi des droits spéciaux aux compagnies de la CEE dans ces pays, particulièrement dans le cas de l'accord pilote avec la Hongrie. Un accord sur le commerce industriel était également conclu avec la Tchécoslovaquie, essentiellement pour permettre à certaines exportations tchécoslovaques nécessaires à la CEE d'y pénétrer.

4) La Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie adhéraient au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale.

5) Tous les pays d'Europe de l'Est — à l'exception de la Roumanie et, à une moindre échelle, de la Tchécoslovaquie — étaient lourdement endettés envers les gouvernements occidentaux et les banques privées. Les dettes les plus importantes étant celles de la Pologne et la Hongrie, qui atteignent aujourd'hui respectivement 41 et 11 milliards de dollars.

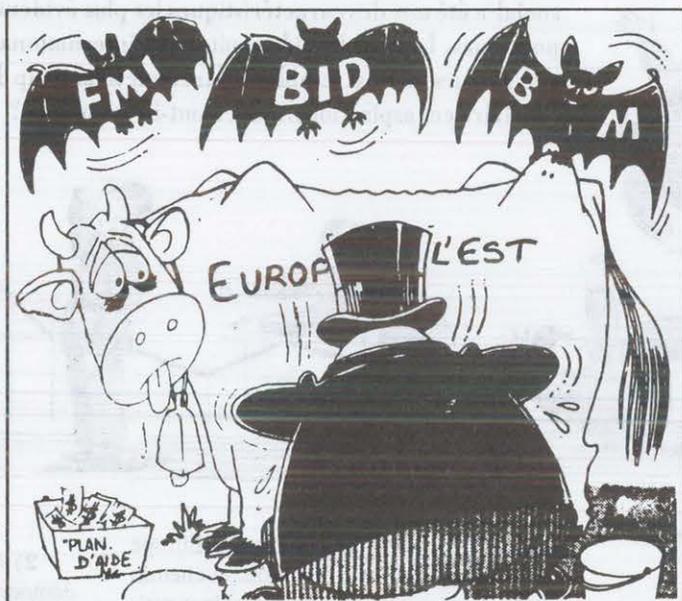
6) Enfin, il y avait le terrain de la confrontation militaire. En laissant de côté les détails du rapport de forces militaire (mais il faut juste dire que l'Institut international des études stratégiques de Londres considérait, durant les années 80, qu'il existait une parité entre les forces terrestres, aériennes et maritimes sur le théâtre européen), le détournement des ressources vers les dépenses militaires représentait une charge plus lourde pour le Pacte de Varsovie que pour l'Ouest, pour la simple raison que le Produit national brut (PNB) de ces Etats était inférieur à celui de l'Occident (près d'un tiers).

Vous avez dit "réciprocité" ?

Jusqu'à quel point l'Occident est-il prêt, à l'heure actuelle, à proposer des principes de commerce et des relations commerciales normalisés à l'Europe de

l'Est, c'est-à-dire conformes à l'approche libérale du commerce international ?

1) Après des débats très houleux entre les Etats-Unis et différents Etats d'Europe occidentale, tout particulièrement la RFA, les pays du COCOM semblaient prêts à diminuer environ de moitié le quota de produits interdits à l'exportation vers l'Europe de l'Est. Cet accord ne sera cependant pas entériné avant une rencontre au sommet du COCOM, en juillet. Les Etats-Unis semblent prêts à un infléchissement important du blocus technologique envers les pays d'Europe de l'Est — mais pas envers l'URSS — à condition que ces derniers leur permettent d'avoir un contrôle sur leurs économies



pour éviter que les produits exportés excédentaires ne soient réexportés vers l'URSS.

Mais il faut préciser que le COCOM demeure tout à fait opérationnel et que les Etats d'Europe de l'Est sont encore loin de pouvoir participer pleinement à l'économie capitaliste mondiale dans le domaine des importations occidentales. On peut se demander pourquoi. Que devront faire les gouvernements démocratiquement élus d'Europe de l'Est pour que l'Ouest cesse sa guerre technologique contre eux ?

2) L'Occident pourrait aider de façon urgente les Etats d'Europe de l'Est en appliquant réellement les principes libéraux internationaux du marché qu'il préconise, c'est-à-dire en supprimant tous les blocus et embargos qui frappent les importations d'Europe de l'Est. Selon les principes économiques néo-classiques du marché capitaliste, une telle attitude ne serait pas une preuve d'altruisme, mais une mesure efficace et salutaire pour l'Europe de l'Ouest elle-même.

Pour l'instant, une telle libéralisation du commerce n'a pas vu le jour. Pour illustrer cela, on peut se référer à l'accord de commerce le plus libéral pratiqué pour l'instant avec un pays d'Europe de l'Est : celui qui est en vigueur avec la Pologne, signé en octobre 1989 entre la CEE et le nouveau gouvernement de Solidarité du Premier ministre Mazowiecki. Au lieu d'ouvrir largement la CEE aux exportations de l'économie polonaise étranglée par la dette, ce traité engage uniquement la CEE à « supprimer ou libéraliser les restrictions quantitatives qu'elle applique aux exportations polonaises à partir du 31 décembre 1994 au plus tard, mais avec des possibles exceptions ».

De plus, l'Article 3 de ce traité stipule clairement que les produits concernant la Communauté européenne du charbon et de l'acier ne seront pas inclus dans les mesures de libéralisation : en d'autres termes, les exportations polonaises de charbon et d'acier continueront à faire l'objet de restrictions. L'Article 4 indique que des restrictions sur le textile seront aussi maintenues.

Quant à l'ampleur de l'embargo sur les exportations polonaises vers la CEE après 1994, il sera fixé à ce moment-là par des négociations entre la Pologne et la CEE.

3) La partie de l'accord concernant la coopération économique a pour but d'« appuyer les changements structurels dans l'économie polonaise » — c'est-à-dire, la privatisation.

Entre temps, la Pologne doit accepter une série de mesures de libéralisation : il ne doit pas exister de discrimination contre les compagnies de la CEE dans l'octroi des licences d'importation pour les biens qui entrent en Pologne ; pas de discrimination contre les compagnies de la CEE qui opèrent en Pologne en raison de l'absence de devises fortes pour payer les importations. Une aide doit être fournie aux firmes de la CEE désirant s'établir en Pologne et des appels d'offres internationaux doivent être proposés à des firmes de la CEE (Article 16).

Enfin, le gouvernement polonais ne doit pas chercher à promouvoir un commerce de comptoirs (autrement dit des accords de troc, très avantageux pour les pays souffrant de forte pénurie en devises et largement utilisés dans le commerce avec le Tiers monde, comme dans les relations entre les différents pays d'Europe de l'Est dans le passé). La Pologne doit, elle, aider les firmes occidentales avec

« des promotions à l'investissement et des protections, y compris le transfert des profits et le rapatriement des capitaux. » (Article 18)

Comme la base légale du traité n'est pas simplement l'Article 113 du Traité de Rome (1) mais également l'Article 235, le Parlement européen a dû être consulté ; aucun changement aux termes du traité n'a été imposé à ce niveau.

Un accord similaire de coopération économique et commerciale a été signé avec la Hongrie en 1988, et la commission espère en faire de même avec la Bulgarie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, dans le courant de l'année.

Le nœud coulant de la dette

L'Europe de l'Est est majoritairement endettée auprès des institutions gouvernementales occidentales : seulement 9 des 41 milliards de dollars de dettes de la Pologne reviennent à des banques du secteur privé. A l'Ouest, personne ne souffrira donc de façon significative de l'annulation de la majeure partie de cette dette.

Les dettes ont été accumulées par les anciens régimes : les peuples d'Europe de l'Est vont-ils être obligés de payer pour les erreurs de gestion de gouvernements que l'Occident avait traité pendant de années d'"usurpateurs" ? En outre, on ne doit pas oublier que l'Ouest a prêté de l'argent à l'Europe de l'Est pour permettre une augmentation du commerce Est-Ouest dans les années 70, et qu'il a ensuite érigé lui-même de nouvelles barrières contre un développement du commerce qui aurait permis de réduire la dette.

Pour l'instant, peu a été fait pour alléger le fardeau de la dette. Le problème de la Hongrie, qui a une dette de 11 milliards de dollars pour une population de 10,5 millions d'habitants, n'est pas résolu ; même un rééchelonnement de sa dette, pour ne pas parler de son annulation, ne semble pas être à l'ordre du jour.

Au début février 1990, le Premier ministre polonais a demandé aux membres du Parlement européen, à Bruxelles, que la Pologne soit entièrement dégagée de son obligation de payer les échéances de la dette ; il a aussi demandé instamment que les créanciers de la Pologne réduisent considérablement le montant de la dette.

Le 16 février, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) (2) a accepté que la Pologne arrête, jusqu'en mars 1991, le paiement du principal ou du service de la dette contractée envers des organismes publics occidentaux. Il a aussi demandé aux banques

du secteur privé d'en faire de même, du moins en ce qui concerne les intérêts.

Mais le service de la dette n'a pas été pour autant annulé ; la Pologne devra le rembourser sur un délai de quatorze ans. L'OCDE s'est également mise d'accord sur le rééchelonnement de 3,4 milliards d'arriérés de la dette, vers la fin 1989. (3)

Pourquoi une telle rigueur ? L'avidité, compréhensible de la part des banques privées et de leurs actionnaires, peut difficilement expliquer le comportement des gouvernements. C'est une question de volonté. Il est effectivement très intéressant de maintenir le nœud coulant de la dette autour du cou des pays faibles : cela permet de les contrôler politiquement, en les rendant extrêmement dépendants de crédits supplémentaires et de prêts relais et donc tout disposés à prendre des mesures drastiques pour les obtenir. N'est-ce pas un motif plus que vraisemblable ?

Le FMI pose ses conditions

Mais les Etats criblés de dettes d'Europe de l'Est, désespérément à la recherche de nouveaux prêts, doivent se tourner vers le FMI et la Banque mondiale pour obtenir de l'argent supplémentaire. La Hongrie, par exemple, a essayé d'obtenir un modeste prêt d'un peu plus de 400 millions de dollars du FMI. Elle ne pouvait pas en attendre plus, car l'octroi d'un autre prêt d'un milliard de dollars par la CEE à la Hongrie est lié à la condition que le gouvernement hongrois entérine les conditions du prêt du FMI.

Le FMI se plaint, entre autre, du bas niveau des loyers payés par la plupart des Hongrois ; il refuse d'accorder un prêt tant que le gouvernement hongrois n'aura pas supprimé les allocations au logement. Le gouvernement hongrois, lui, se refusant à mettre fin à ces subventions, le FMI a insisté et finalement le gouvernement, ne sachant plus à quel saint se vouer pour régler l'échéance de la dette, a présenté au Parlement hongrois un projet de loi pour supprimer les allocations. Mais le parlement a rejeté la loi ; le FMI a alors refusé de ratifier l'accord de prêt.

Il faut peut-être insister sur le fait que de telles ingérences de la Banque mondiale et du FMI n'ont aucun lien avec des questions techniques de gestion économique efficace, ni avec les équilibres quantitatifs de l'économie nationale ou autre. Une telle attitude constitue tout simplement une ingérence dans des questions

clairement politiques touchant à la base de l'organisation sociale.

La Banque mondiale fait preuve d'une volonté similaire d'ingérence dans les affaires intérieures des pays d'Europe de l'Est. En février 1990, elle a annoncé un plan pour prêter 5 milliards de dollars à l'Europe de l'Est durant les trois prochaines années, dont la moitié irait à la Pologne. Mais son président, M. Barber Conable, a dit clairement que cet argent « sera principalement destiné à restructurer tous les aspects de l'économie et à un changement orienté vers le marché » et il a souligné que la Banque mondiale étudiait un nouveau système pour l'Europe de l'Est « qui prévoit le transfert des centres de décision économique aux entreprises individuelles et privées ». M.

Conable veut tout particulièrement ouvrir les économies d'Europe de l'Est au commerce et aux investissements occidentaux, et qu'une législation et des institutions réglementant les marchés libres, les faillites et le chômage s'installent dans ces pays. (4)

Il faut aussi souligner que l'adhésion à ces organismes ou l'entretien de rapports d'affaires avec eux, n'a jamais été assujéti à une obligation légale d'adopter une économie capitaliste. Il existe deux critères clés pour devenir membre de ces organisations : le pays mène-t-il une politique étrangère indépendante ? Peut-il fournir des informations statistiques adéquates sur son économie ? La Roumanie de Ceausescu, par exemple, a longtemps été membre de ces organisations comme la Hongrie de Kadar et la Pologne de Jaruzelski. Les plans de la Banque mondiale pour une ingérence interne importante dans les choix sociaux fondamentaux qui se présentent aux peuples de l'Europe de l'Est sont nouveaux.

Le même schéma d'ingérences internes a été adopté par la CEE dans sa politique de crédits vis-à-vis de l'Europe de l'Est. La CEE prévoit d'offrir des crédits de son propre budget aux Etats d'Europe de l'Est, ainsi que des prêts de la Banque européenne d'investissements comme de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui seront garantis par le budget de la CEE.

Mais la Commission est en train de revoir la structure antérieure de ces crédits



1) Le Traité de Rome, signé en 1957, consacre la fondation de la CEE.

2) L'OCDE, fondée en 1960, regroupe les 24 pays occidentaux les plus industrialisés.

3) *Financial Times*, 17 janvier 1990.

4) *Financial Times*, 23 février 1990.

pour les lier, du moins en ce qui concerne l'Europe de l'Est, à un appui aux « réformes orientées vers le marché » (5).

La nouvelle Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement — dont le projet, suggéré par le gouvernement du Parti socialiste français, a été approuvé lors de la réunion au sommet de la CEE des 8 et 9 décembre 1989 — a adopté la même approche. Une fois de plus, l'un de ces objectifs centraux

précisait qu'elle viserait à « aider aux changements vers des économies de marché et à des ajustements structurels » en Europe de l'Est. L'OCDE en a également discuté, lors d'une réunion la semaine suivante. Il a accepté que l'URSS puisse bénéficier d'une aide spéciale, y compris de la Banque européenne pour la Recherche et le Développement, dans la mesure où les « pré-conditions économiques pour la démocratie » soient établies (6). Il est vrai que les Etats-Unis, lors d'une rencontre en mars pour planifier la mise sur pied de cette banque, se sont opposés au fait que les prêts de la banque soient partiellement orientés vers le secteur public pour des investissements en infrastructures, au lieu d'être exclusivement consacrés au privé. Les Etats-Unis craignent en réalité que les Européens de l'Ouest tentent de transformer la nouvelle banque en rivale de la Banque mondiale (dominée par les Etats-Unis) pour financer des projets d'infrastructure. Sinon, il n'existe pas de désaccord fondamental sur la mission de privatisation de la banque.

Qui sème la zizanie ?

Normalement, les embargos sur les exportations ou les barrières contre les importations, aux niveaux planifiés dans les relations économiques Est-Ouest, vont engendrer d'intenses conflits entre les Etats en question. C'est le reflet du désir d'une partie d'exercer une pression politique sur l'autre. Cela ne facilitera pas la vie des gouvernements de la partie la plus faible, qui souffre déjà du maintien du fardeau de la dette. Il en va de même en ce qui concerne les tentatives d'utiliser l'outil des prêts afin d'empiéter sur les décisions démocratiques des politiques sociales.

L'OCDE a décidé, le 1er août 1989, de donner à la Commission de la CEE le pouvoir de coordonner l'aide à l'Europe de l'Est. A cette époque, l'aide devait être limitée à la Pologne et à la Hongrie. Le 26 septembre, la Commission a présenté son

plan d'action lors de la seconde rencontre de coordination de l'OCDE. Ce plan, dénommé Opération "Phare" (pour : Pologne, Hongrie : assistance pour la restructuration économique), envisageait un

budget total de quelques 600 millions d'écus pour 1990, dont 200 proviendraient du budget de la CEE, 100 des Etats membres de la CEE et les 300 millions restants des autres mem-

bres de l'OCDE. Le 9 octobre, le Conseil des ministres de la CEE a amendé son budget de 1990 pour permettre d'allouer les 200 millions d'écus auxquels elle s'était engagée.

Mais les documents de la CEE ont révélé qu'il ne s'agissait pas d'une somme destinée aux économies hongroises et polonaises dans leur ensemble, sauf dans une très faible mesure. Le Règlement de la CEE qui s'y rapporte déclare que les projets financés « doivent bénéficier en particulier au secteur privé ».

De plus, le Règlement précise explicitement que le but de cette aide est surtout de constituer des fonds de contre partie ; en d'autres termes, pour recevoir l'aide, la Pologne et la Hongrie doivent destiner des parties de leurs propres ressources budgétaires vers des projets appuyant le secteur privé de leurs économies.

Finalement, alors que le plan envisage de prendre en compte les préférences des pays bénéficiaires, « la Commission prendra des mesures pour définir les secteurs où une telle aide pourra être la plus utile ». Autrement dit, en dernière instance, la décision d'allocation de l'aide restera aux mains de la CEE et non de celles des gouvernements élus d'Europe de l'Est.

Durant les premières semaines de 1990, les autres pays d'Europe de l'Est ont demandé à bénéficier de l'aide de l'OCDE, à travers le programme "Phare". Mais, le 1er février, la Commission a établi clairement, qu'une telle aide ne pourrait être accordée tant que les pays concernés ne se seraient pas pliés à « une libéralisation économique dans le but d'introduire une économie de marché ».

En résumé, cette aide est une tentative

de peser pour renforcer un des pôles du clivage politique actuel qui va en s'approfondissant et joue un rôle central en Hongrie, Pologne, et même en Tchécoslovaquie : le marché doit-il être capitaliste ou dans une large mesure non-capitaliste.

Pour parachever cet effort, la CEE offrira des "stages de formation" qui sont des stages pour les « cadres, les instructeurs, les gestionnaires, et les étudiants » ayant un rapport étroit avec les besoins vitaux de la "réforme économique", ce qui est « tout particulièrement urgent » dans le domaine de la banque et de la finance.

Quelle générosité ?

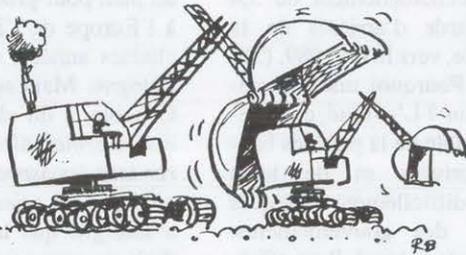
Au cas où il subsisterait une quelconque illusion sur la générosité de l'OCDE vu, qu'en dernière instance, il a daigné accorder quelques fonds pour l'aide, il faut rappeler que l'immense majorité de l'aide offerte jusqu'à présent n'est pas constituée de nouvelles ressources mais tout simplement des sommes initialement allouées au Tiers monde. Ainsi, les 3,7 milliards de dollars offerts à la Pologne par la Banque mondiale, le FMI, la CEE et l'OCDE sont retirés du budget pour le Tiers monde. Le capital de la CEE pour la nouvelle Banque européenne pour la Reconstruction en Europe de l'Est proviendra des fonds régionaux de la CEE. Et les

deux milliards de dollars du Japon pour l'Europe de l'Est viennent de son budget destiné à l'aide au Sud (7). Les 500 millions de dollars que la Grande-Bretagne donnera à la Pologne lors de la prochaine année budgétaire proviendront aussi de

ressources déjà existantes destinées à l'aide (8).

Les 8 et 9 décembre, la réunion du Conseil européen des chefs de gouvernement de la CEE a demandé à la Commission de préparer les conditions des futurs accords d'association individuels entre la CEE et les différents Etats d'Europe de l'Est. Selon eux, de tels accords devraient aider à « promouvoir la stabilité politique » en Europe de l'Est. Ils ont aussi estimé que l'URSS ne devait pas bénéficier d'un tel accord d'association.

Il a été souligné que le statut d'asso-



5) Communiqué de la commission, 1er février 1990.

6) Europe, janvier/février 1990.

7) The Guardian, 23 janvier 1990.

8) The Independent, 19 janvier 1990.

ciation n'est pas un prélude à l'entrée des Etats d'Europe de l'Est et du Centre dans la prétendue "Communauté européenne". Au contraire, il s'agit bien d'une alternative, car, selon un membre de la Commission de la CEE, ces Etats sont trop arriérés pour être partie prenante de l'Europe dans un futur proche.

Mais le statut d'Association n'est en aucun cas automatique. Il comporte des contraintes : la CEE « attendra que des pas décisifs aient été effectués vers des systèmes basés sur... les libertés économiques ».

Alors que l'aide de l'OCDE sera valable pour les pays qui s'engagent à pratiquer le capitalisme, le statut d'association sera « autant lié aux performances qu'aux engagements ».

Un autre point, très important, concernant le statut d'association doit être mis en évidence. La CEE fait tout son possible pour s'assurer que les Etats d'Europe de l'Est soient liés individuellement à la division internationale du travail en Europe de l'Ouest. Des tentatives d'Etats est-européens pour organiser de manière collective leurs relations avec l'Ouest ou pour réorganiser collectivement leurs relations économiques régionales ne sont nullement encouragées. Le statut d'association sera purement bilatéral entre chaque Etat et la CEE, cette dernière ayant le dernier mot quant à l'allocation de fonds à des projets dans chaque Etat, renforçant encore de telles tendances.

Coercition économique

Il est possible que les peuples d'Europe de l'Est se prononcent majoritairement en faveur du capitalisme. Mais il faut souligner que toute la politique de la CEE et d'autres institutions occidentales est, de manière évidente, dirigée vers une diplomatie économique coercitive pour conduire les gouvernements de l'Est à prendre des mesures pro-capitalistes, *quel que soit le choix démocratique de la population*. Tout le credo de la politique occidentale réside, en fait, dans le principe selon lequel la diplomatie coercitive est nécessaire pour forcer les populations de ces pays à adopter un développement interne capitaliste.

Cette pression se ressent déjà de manière aiguë à l'intérieur, et autour, des gouvernements de Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie. En RDA, il ne s'agit plus de pression, mais bien d'un rouleau compresseur...

Pour l'instant, en Occident, les partis socialistes semblent complètement inconscients du fait que plusieurs de leurs dirigeants sont tout à fait complices de ce



processus, quand ils ne jouent pas un rôle dirigeant, comme le français Jacques Delors, président de Commission de la CEE.

Si cette complicité continue et se développe, elle apportera la preuve que les cinquante ans de lutte de ces partis contre le communisme n'étaient pas fondamentalement une bataille pour la démocratie et que, dans une certaine mesure, ils se sont transformés en une bataille pour le capitalisme.

Pour les gens éduqués dans la vieille tradition libérale, l'idée selon laquelle l'utilisation des instruments économiques par les Etats peut être coercitive est difficile à appréhender. Cette tradition limite la coercition aux agissements de la police et des armées, et tout particulièrement à leur utilisation sous un régime d'exception : ce que les stalinien ont pratiqué pendant des décennies en Europe de l'Est.

La notion expliquant que les allocations de ressources, les politiques financières et économiques peuvent aussi être coercitives est mise en doute. Cette naïveté, qui ignore l'énorme capacité des puissants d'exercer une coercition par l'exclusion et la subversion de la volonté populaire grâce à la manipulation des instruments politiques et économiques, est un grand danger pour les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est.

Quelle neutralité ?

Un autre secret du succès des percées occidentales actuelles réside dans les institutions qui les mènent. Il ne s'agit pas d'organismes ouvertement politiques qui sont à la pointe : ce ne sont ni les Thatcher ni les Bush de ce monde. Au contraire, ce sont des organismes apparemment neutres, des corps technocratiques d'experts non politiques ; et la grande majorité, même ceux qui font de la politique, les connaissent très peu : des institutions comme le FMI et la Banque mondiale, le Groupe des 7, le OCDE, le GATT, tout comme la Commission de la CEE.

Un banquier new-yorkais très influent, Felix Rohatyn, a récemment présenté cela d'une façon relativement explicite en parlant de la pénétration en Europe de l'Est : « Les institutions économiques, tout spécialement celles qui sont considérées comme politiquement inoffensives et non politiques par essence car elles sont internationales et "neutres", et dont les efforts sont perçus comme ayant amélioré le bien-être des bénéficiaires (...) peuvent demander des changements

dans le cadre d'un programme de développement économique », ce que d'autres organismes plus partisans ne peuvent faire, « les structures internationales qui opèrent entre le secteur privé et le secteur public peuvent servir de tampons et être des négociateurs très utiles pour une quantité de choses qui devra être réalisée. » (9). Dont acte.

Sous prétexte de prendre des mesures techniques nécessaires à la préparation des pays d'Europe de l'Est au marché mondial, de tels organismes peuvent faire pression sur les bouleversement sociaux internes, dans le dos des populations désorientées et non-averties. Sous prétexte de la nécessité d'une politique d'austérité dans tel ou tel pays, certaines mesures sont destinées à préparer la voie au bradage des biens des Etats, à des prix ridiculement bas, aux grandes multinationales occidentales. Et si les gouvernements et les parlements essayent de résister, ils se trouveront entre le marteau et l'enclume des embargos commerciaux, des échéances de la dette et des gels des prêts.

En réalité, le capital et les gouvernements de l'Ouest sont parfaitement en mesure, si cela leur convient, de développer le commerce et de normaliser les relations économiques avec les pays où l'Etat détient le gros de l'industrie. Les relations avec la Chine en sont le meilleur exemple. Selon le Rapport Hindley de 1985, sous la direction du Comité sur les relations extérieures de la CEE (10), concernant les relations avec la Chine : « Le développement des relations entre la Communauté et la Chine (...) montre que des systèmes économiques ne sont pas incompatibles pour le développement de relations économiques et politiques, s'il y a une volonté politique suffisante des deux côtés. » ★

Mars 1990

9) Europe, janvier/février 1990.

10) Document du Parlement européen, A2-74/75.

Raz de marée de droite

Le 6 octobre 1989, quand la République démocratique allemande (RDA) célébrait son 40^e anniversaire, plus de 100 000 jeunes enthousiastes défilaient devant la direction du Parti et Gorbatchev. Le régime semblait inébranlable. Cinq mois plus tard, lors de l'élection du 18 mars, il ne restait plus de parti en lice pour oser défendre ce système. Mais il ne faut pas se laisser emporter par le triomphalisme face à la fin du stalinisme. Le résultat des élections a représenté une défaite cuisante pour le mouvement ouvrier : les électeurs ont voté à presque 80 % pour la restauration du capitalisme et à 99,7 % pour la réunification allemande (avec certes des réserves pour beaucoup). « Rien ne restera, à part quelques notes en bas de pages dans l'histoire du monde » a dit l'écrivain Stephan Heym en parlant de l'Etat est-allemand.

Hans-Jürgen SCHULZ



EN NOVEMBRE dernier, à l'apogée du mouvement de masse, les trois quarts de la population est-allemande étaient favorable, selon les sondages, à un système socialiste réformé. Ce n'est

qu'ensuite que les masses ont pris conscience de la faillite du système stalinien qui était à bout de souffle.

Une comparaison avec la RFA, dévoile l'étendue du désastre économique : le niveau de vie en RDA n'atteint pas les deux tiers de celui de ses voisins ; la productivité du travail est de moitié ; le temps de travail individuel est de plus de 20 % plus élevé ; les conditions de travail sont plus mauvaises et l'environnement plus pollué. Les travailleurs jouissaient de moins de libertés et avaient des revenus inférieurs à ceux de leurs collègues des entreprises ouest-allemandes. Voilà pourquoi les trois millions de chômeurs de l'Ouest, vivant en-dessous ou à la limite du seuil de pauvreté, ont préféré rester chez eux plutôt que d'émigrer vers la RDA où il n'y avait pas de chômage et où les avantages sociaux étaient préservés.

Cependant, la population est-allemande n'a même pas senti la nécessité de se battre pour défendre ces avantages sociaux. Elle n'a vu aucune alternative crédible au capitalisme. Les convictions socialistes n'ont pas disparu, mais il

n'existe pas de programme consistant qui en soit porteur.

Après la chute du Mur de Berlin, l'appareil d'Etat et le Parti socialiste unifié (SED) se sont rapidement désintégrés. Le SED a perdu presque les trois quarts de ses membres (2,3 millions) en trois mois ; après s'être rebaptisé Parti du socialisme démocratique (PSD), il s'est réorganisé en vitesse pour devenir un parti socialiste réformiste. Tout au long de la campagne électorale, le PSD s'est trouvé quasiment paralysé, seuls certaines de ses sections ont eu un fonctionnement réel. Cependant, la nouvelle direction, sous la houlette de Gysi, est parvenue à consolider une certaine forme d'organisation et même à recruter de jeunes militants vers la fin.

La gauche divisée et isolée

En février, les anciens partis du bloc allié autrefois au SED (le Parti chrétien-démocrate — CDU —, le Parti démocratique des paysans — DBD —, le Parti national démocratique d'Allemagne — NDPD — et les libéraux du LDP) ont présenté un ultimatum aux autorités, inspiré par le gouvernement de Bonn, exigeant que la date des élections (initialement prévues pour le 6 mai) soit avancée au 18 mars. L'opposition a été prise au dépourvu. En réalité, les partis d'opposition autonomes manquaient d'organisation réelle, de direction reconnue et expérimentée, de programme et de ressources matérielles ; ils n'organisaient que peu de membres actifs (quelques centaines par

groupe, peut-être un millier dans le cas du Nouveau Forum). Mis à part dans le SED/PDS, et peut-être des vieux partis, les militants ne versaient pas de cotisations, et les directions n'avaient pas été formellement élues. C'est dans cette situation précaire, que ces regroupements ont dû organiser une campagne, qui ne pouvait que déboucher sur une défaite.

La division du mouvement démocratique a en plus assombri les perspectives. La majorité (le Nouveau Forum, Démocratie maintenant, etc) a changé de ligne en cours de campagne, se prononçant pour l'unification de l'Allemagne. La Gauche unie s'est alors prononcée contre une liste commune avec ces autres groupes démocratiques, tout en essayant de faire une alliance avec le Verts, qui étaient aussi favorables à l'unification. Ces derniers ont refusé, sous la pression des Verts "réalos" de RFA. A leur tour, les représentantes de la Ligue indépendante des femmes (voir *Inprecor* numéro 303, du 23 février 1990), politiquement plus proches de la gauche, ont passé un compromis de raison avec les Verts. La Gauche unie s'est retrouvée complètement isolée.

Les militants de base de ces mouvements n'ont pas eu le temps de discuter réellement des plates-formes électorales.

Les problèmes matériels ont aussi pesé sur la campagne de la gauche indépendante. A l'exception des Verts, ces groupes n'avaient même pas de papier pour imprimer leurs tracts et leurs affiches (ils n'ont reçu une aide des groupes de gauche ouest-allemands que dans les dernières semaines) ; leurs meetings se sont tenus très tardivement et leurs apparitions dans la campagne télévisée ont été très amateuristes.

Sans un soutien réel de base, divisés, sans organisation et sans ressources, les dirigeants de l'opposition anti-stalinienne de la première heure et les porte-paroles des jours d'octobre, portaient en très mauvaise position.

Ingérence des partis de RFA

Le vide politique a été comblé par les partis de RFA. Les sociaux-démocrates ont recruté quelques centaines de militants, leur ont sommairement expliqué leur programme et les ont propulsés à des postes dirigeants. Mais leur stratégie, leur plate-forme et l'organisation de leur campagne étaient en réalité concoctées à Bonn.

Les chrétiens-démocrates et les libéraux ont seulement récupéré quelques maigres résidus de la droite du mouvement démocratique. Sans aucun scrupule, ils ont recruté les partis satellites du SED

stalinien — le CDU et le LDP (Parti libéral démocratique). Ebeling, un des dirigeants de l'Alliance démocratique, a reconnu l'apport de la RFA : « Sans l'aide des partis de l'Ouest, nous n'aurions pas pu organiser la campagne électorale. »

Le Parti social-démocrate (SPD), les libéraux et les partis de l'Alliance conservatrice sont en réalité des partis satellites. Leurs homologues de l'Ouest ont tout préparé : rédaction de leur programme (à quelques exceptions près, aucun des 300 délégués de l'Union sociale allemande — DSU — ne connaissait leur plate-forme, mais ils l'ont votée à l'unanimité dans leur convention), les affiches et les tracts ont été réalisés et imprimés à l'Ouest qui a même fait venir des équipes pour les coller et les distribuer.

Des politiciens importants venus de RFA ont pris la parole avec succès dans des manifestations électorales qui ont réuni des centaines de milliers de personnes. Plus d'un million de gens ont ainsi pu écouter le chancelier Kohl, Brandt ou Genscher. Cette campagne a coûté plus de 50 millions de Deutsche marks ; tous les mass medias ont été mobilisés en permanence.

Dans ce tourbillon, les vrais débats et les discussions ont été impossibles. Les électeurs ont cru qu'ils obtiendraient le niveau de vie l'Ouest avec une unification rapide, ils voulaient en plus s'accrocher à cette idée.

Pendant la campagne, on n'a pas entendu un mot sur le chômage qui menace les travailleurs, ni sur l'impossibilité d'atteindre le niveau de vie ouest-allemand, ni sur le devenir des entreprises nationalisées et encore moins sur celui des employés de l'appareil de l'Etat ou des anciennes organisations de masse.

Ces élections étaient formellement libres — accès aux medias pour tous, sans restriction pour les petits partis ; mais, en réalité, les organisations nouvelles n'avaient aucune chance et il n'existait surtout pas d'alternative crédible.

Un résultat inattendu

Tous les sondages prévoyaient une large victoire pour les sociaux-démocrates. L'avantage du SPD s'expliquait dans la mesure où il apparaissait comme le seul capable de conjuguer l'efficacité capitaliste avec la préservation des acquis sociaux. Mais il faut savoir que la moitié des personnes interrogées dans les sondages étaient indécises, elles ont choisi dans les dernières semaines, optant pour les conservateurs, et une minorité pour le PDS.

Plus de 93 % des inscrits ont voté, et presque la moitié s'est prononcée pour

l'Alliance conservatrice, surtout pour les chrétiens-démocrates (40,9 %). La DSU, un rejeton de l'aile bavaroise des chrétiens-démocrates, a obtenu 6,3 % et le Renouveau démocratique (DA), le parti de l'ancien collaborateur de la Stasi, Wolfgang Schnur, n'a eu que 0,9 % des voix.

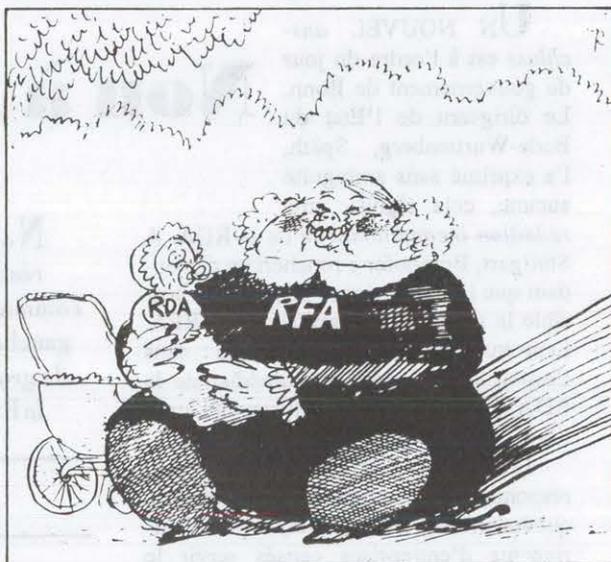
Tout cela illustre le succès de l'aide de l'Ouest qui comptait sur une organisation forte et expérimentée ; elle a sauvé tous ces partis discrédités pour avoir été les compagnons de route du SED.

L'ancien parti paysan (DBD) et le Parti national démocratique d'Allemagne (NDPD), qui avaient participé à l'ancien bloc du SED, ont eu une faible audience. Mais ces deux partis bourgeois pourraient devenir des partenaires du futur gouvernement en aidant les conservateurs à obtenir la majorité au Parlement (400 sièges). Les libéraux, eux, seront des alliés plus puissants pour les conservateurs.

Les conservateurs ont été majoritaires grâce au vote des petites villes (56 %) et des ouvriers (58 % de votes ouvriers, 47 % des employés, 43 % des retraités, et 32 % des intellectuels). Leurs bastions sont les vieilles régions prolétariennes de Saxe et de Thuringe où ils ont obtenu 60 % des voix et même plus. A Berlin, ils n'ont eu que 21 %, et moins de 40 % dans les districts du nord. Cela ne signifie pas que les conservateurs soient capables d'organiser les travailleurs, mais il faut souligner que les piliers de l'ancien "Etat des travailleurs" ont voté à une grande majorité pour eux.

Les sociaux-démocrates étaient desservis par leur faible degré d'organisation. Ils ont fondé leur parti il y a cinq mois, les deux tiers des membres y sont entrés ces dernières six semaines et ils n'ont pas eu beaucoup d'activité. Leur implantation dans les campagnes était quasi inexistante et ils étaient très faibles dans le sud. Dans le district de Dresde, leur bastion traditionnel, ils ont obtenu moins de 10 % des voix.

Avec presque deux millions de voix, le score du PDS a été une surprise. La nouvelle direction, autour de Gysi et du Premier ministre Modrow (de loin le politicien le plus populaire de RDA) a su tenir un parti qui était démoralisé, et dont on pronostiquait, deux mois auparavant, qu'il obtiendrait entre 5 et 7 % des voix. Un travailleur sur dix a voté pour l'ex-SED, surtout parmi les ouvriers les plus qualifiés, ainsi qu'un tiers des intellectuels. Leur force réside dans l'ancien ap-



pareil, mais leur base est plus large. Dans la dernière phase de campagne, le PDS a su mobiliser des dizaines de milliers de personnes dans des meetings des districts du nord.

Dans ces conditions, les mouvements démocratiques radicaux et sociaux ont été réduits à la marginalisation. Les Verts, alliés avec le mouvement des femmes, relativement fort et vivant, espéraient obtenir un demi million de voix, mais n'en eurent que la moitié. L'Alliance 90 et le Nouveau Forum (qui avaient 300 000 membres, il y a trois mois) n'ont obtenu que 333 000 voix (2,9 %), alors qu'ils en espéraient beaucoup plus. Ils croyaient que les partis indépendants de RDA obtiendraient un tiers des voix — le quota nécessaire pour bloquer les possibles modifications de la Constitution. Seul un citoyen sur vingt a voté pour les pionniers du soulèvement.

La candidature test des organisations de masse, alliées avec le PDS (une liste de femmes et de jeunes), a été échec : elle a totalisé 52 000 voix et seulement deux sièges.

Il n'y a donc plus de courant révolutionnaire avec une réelle audience à l'issue de ces élections. La Gauche unie avait espéré obtenir au moins dix sièges et n'en a eu qu'un seul, avec 20 000 voix (0,2 %). Quatre autres groupes de gauche ont recueilli 16 000 voix (1).

La situation en Allemagne a complètement changé. La classe ouvrière désorientée a voté pour la restauration du capitalisme, le gouvernement dépendant des conservateurs va réorganiser l'ancienne société non capitaliste pour avancer vers l'*anschluss*. ★

22 mars 1990

1) La Ligue spartaciste, qui se revendique du trotskysme, a obtenu 2 400 voix ; elle aurait gagné un siège grâce à la règle du plus fort reste.

UN NOUVEL *anschluss* est à l'ordre du jour du gouvernement de Bonn. Le dirigeant de l'Etat du Bade-Wurtemberg, Späth, l'a exprimé sans ambiguïté aucune, cela signifie une *reddition inconditionnelle* de la RDA. A Stuttgart, Berghofer a renchéri en demandant que la RDA adopte le plus vite possible le système économique de la RFA. Leur but est relativement simple : dans l'espoir d'un *anschluss* immédiat de la RDA après les élections, ils veulent améliorer les conditions pour leur *business*.

L'*anschluss* sera accéléré, car il correspondra aux intérêts ouest-allemands qui étaient déjà souvent relayés par des dirigeants d'entreprises censés servir le SED ; certains politiciens ouest-allemands participent à la campagne électorale en RDA, comme s'ils étaient dans leur propre pays et ils ont créé des partis frères en RDA ; et enfin, l'"union monétaire" est proposée comme « *thérapie de choc pour les entreprises de RDA* ».

La triste réalité

Les dirigeants de Bonn et leurs partis croupions en RDA disent que l'*anschluss* de la RDA par l'économie de marché ouest-allemande apportera la prospérité dans tous les domaines. La vérité est pourtant tout autre :

— Malgré la longue reprise économique de 1983-1990, pour la première fois dans l'histoire de la RFA, après la fin de la récession (1980-1982), le nombre des chômeurs recensés n'a pas baissé. Depuis 1983, la moyenne annuelle dépasse les deux millions.

— En RFA, le nombre des gens qui demandent des allocations d'assistance a doublé depuis 1983, il atteint trois millions.

— Toutes les études sérieuses partent du principe qu'un *anschluss* de la RDA, par cette économie de marché "sociale", provoquera la fermeture de milliers d'entreprises de RDA, créant une réserve de chômeurs de 1 à 1,5 million.

— Les représentants de la "riche" RFA ne se lassent pas de répéter qu'en cas d'*anschluss*, les avantages sociaux que la "pauvre" RDA garantissait dans le passé ne pourraient être maintenus.

— Et finalement, ceux qui poussent à l'*anschluss* ne se privent pas non plus de dire que les salariés et les défavorisés de RFA devront eux aussi faire des "sacrifices" — baisse des salaires (à cause de la hausse des taxes), augmentation du temps de travail (surtout par une augmentation du travail en équipe).

Il est donc évident que certains tire-

Non à l'anschluss !

Nous publions ci-dessous une résolution qui a été rédigée en commun par des groupes d'extrême gauche de RDA, la Gauche unie et le groupe des Œillets, et de RFA, le Parti socialiste unifié (VSP).

DOCUMENT

ront profit de la politique d'*anschluss* et que d'autres en feront les frais. Les bénéficiaires de ce projet sont ceux qui, à l'Ouest, ont toujours eu leur mot à dire et, en RDA, ceux qui prenaient souvent les décisions au niveau des entreprises. Les victimes de ce projet seront les travailleurs, et en particulier les femmes (à cause de la disparition des cantines scolaires, de la baisse de la qualité des crèches et des centres de soins pour enfants, de la suppression du droit à l'avortement, et surtout, avec la perspective d'une augmentation du chômage, le licenciement de nombreuses femmes qui travaillent).

Menaces contre les immigrés

Les gouvernants de Bonn se taisent sur ce que signifiera l'*anschluss* pour les cinq millions de citoyens n'ayant pas la nationalité allemande — les immigrés en RFA — et pour les milliers d'étudiants du Tiers monde en RDA. Cependant, certains événements récents sont éloquentes : la nouvelle loi sur les droits des étrangers nés en RFA ; la demande de légalisation du Parti des républicains (extrême droite) en RDA ; la sous-estimation délibérée du regain de l'antisémitisme en RFA et en RDA. Les premières victimes de cet *anschluss* seront les immigrés et nos compatriotes nés à l'étrangers.

Nous sommes pour la solidarité avec les laissés-pour-compte de la société et pour l'interdiction des partis fascistes et néo-fascistes.

Avec leur politique d'*anschluss* (adoption de la Constitution de la RFA par la RDA), les gouvernants de Bonn essayent, au nom de la raison d'Etat de cette "nouvelle Allemagne", de revenir à la raison d'Etat de l'Allemagne de l'Ouest — « *Le Reich allemand n'a jamais cessé d'exister* » a déclaré Waigel, un dirigeant de l'Union des sociaux-chrétiens. La

Constitution ouest-allemande et les arrêtés de la Cour constitutionnelle prévoient un retour de l'Allemagne à ses frontières de 1937. Contre cela, nous exigeons une résolution conjointe des deux Etats allemands qui garantisse la frontière occidentale de la Pologne.

Pour les gouvernants de Bonn, comme pour les dirigeants du ministère de la Défense de RDA et les officiers de l'Armée nationale du peuple, la politique d'*anschluss* implique la création d'une armée commune. Ce projet aspire à une domination économique absolue en Europe et dans le marché interne de la CEE, avec des visées expansionnistes vis-à-vis de la Pologne — mais tout ceci n'est concevable que si les moyens militaires pour le réaliser existent.

Nous exigeons des pas unilatéraux significatifs vers le désarmement, de la part de la RFA et de la RDA, le retrait des alliances de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, la dissolution de la *Bundeswehr* (armée ouest-allemande) et de l'Armée nationale du peuple.

Pour un socialisme authentique

Une coalition large, d'Helmut Kohl à Erich Honecker, n'a cessé de ressasser aux populations de RDA et de RFA qu'il n'existe pas d'alternative entre le capitalisme et le système de la RDA, qualifié de "socialisme réellement existant".

Nous, qui avons critiqué et qui nous sommes battus contre le capitalisme et contre le régime du parti unique du SED, nous disons que l'*anschluss* n'est pas la vraie alternative.

Le socialisme n'a jamais réellement existé en RDA. Et le capitalisme de RFA ressemble peu à la justice sociale.

La seule alternative, tant au régime du parti unique et à l'économie dirigée bureaucratiquement qu'à la dictature des trusts, est un socialisme de liberté et la démocratie : une union des usines autogérées et des municipalités, dont les conseils représentent les intérêts du peuple, basée sur la souveraineté populaire. ★

Wahl Aktuell

Erratum

Dans notre numéro 304 du 9 mars 1990, une phrase a sauté en haut de la page 16. Il fallait lire : « *Lafontaine s'est attaqué aux "coûts de la réunification. Il est possible que la social démocratie face preuve ainsi..."* ».

Par ailleurs nous avons nommé arbitrairement l'écrivain progressiste Christa Wolf "ministre de l'Economie" (poste tenu par Christa Luft), prouvant ainsi notre grande ignorance (ou négligence)...

Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

Crise sociale et "ouverture"

Des élections municipales auront lieu en juin prochain en Algérie ; l'équipe du président Chadli Bendjedid entend ainsi enrayer le mécontentement social sans mettre en danger son pouvoir, ni les réformes libérales en cours.

Le Parti socialiste des travailleurs (PST), récemment légalisé, joue un rôle important dans le mouvement démocratique algérien, en se battant aussi bien contre les plans d'austérité gouvernementaux que contre les intégristes islamiques. Son porte-parole, Chawki Salhi, fait le point sur la situation dans son pays.

INPRECOR : *Où en est l'Algérie, après l'Intifada d'octobre 1988 ? Quelles ont été les conséquences des émeutes dans l'évolution de la situation ?*

Chawki SALHI : L'Algérie est toujours marquée par une situation économique catastrophique. Le régime a essayé d'écraser le mouvement de masse pour pouvoir mener une politique de rentabilisation du secteur d'Etat et de l'ensemble de l'économie, en l'ouvrant aux investissements capitalistes.

Les événements d'octobre 1988 (1) ont compliqué ce projet. La révolte des jeunes a contraint le régime à changer de programme. Mais Chadli a su habilement utiliser la pression populaire contre les institutions du régime ; il a proposé une ouverture politique et créé les conditions pour la mise en application d'un programme plus rapide d'ouverture à l'impérialisme, de libéralisation économique à l'intérieur.

Au début, le processus d'ouverture politique envisageait uniquement l'organisation de tendances au sein du Front de libération nationale (FLN), le parti unique. Mais le multipartisme s'est imposé, notamment en raison de la résistance des bureaucrates du pouvoir à toute ouverture du FLN, mais aussi à cause du rejet général des institutions du parti unique dans la société algérienne et des aspirations démocratiques assez radicales des masses populaires. Dans ce contexte, les noyaux d'opposition ne pouvaient accepter la démarche d'intégration au parti unique sans se discréditer.

L'Algérie est marquée par une politisation croissante, sans qu'il y ait une cristallisation politique du mouvement ou-

vrier qui soit à la hauteur des luttes sociales. Les luttes sont nombreuses mais dispersées et localisées et elles avancent un faible niveau de revendications.

Enfin, il faut savoir que le régime affirme de plus en plus ses intentions libérales, sans parvenir à les concrétiser. Le secteur d'Etat n'a pas encore été vendu, les réformes avancent, mais les sociétés financières commencent à peine à s'installer.

◆ *Tu as parlé de la crise économique et des projets de libéralisation économique du pouvoir. Quels sont les éléments significatifs de cette crise ?*

Il y a d'abord le fardeau de la dette extérieure qui absorbe 70 % des devises des exportations. L'Algérie est toujours un pays totalement dépendant ; les produits alimentaires de base, les pièces de rechange indispensables pour produire viennent de l'extérieur. Cela crée un cycle infernal d'endettement permanent et renouvelé pour payer le service de la dette.

Depuis le début des années 80, nous subissons les retombées de la tentative désastreuse d'industrialisation menée par le régime Boumédiène dans les années 70, avec pour conséquence, aujourd'hui, un chômage massif des jeunes. Ce sont ces jeunes qui se sont révoltés en octobre 1988.

Le secteur nationalisé, trop lourd et mal géré, est en déficit permanent et structurel. La logique actuelle du régime tend à fermer les entreprises non rentables, mettant au chômage des salariés, victimes de l'incompétence de la bureaucratie bourgeoise et du régime actuel.

A terme, le régime veut aussi certainement brader les moyens de production au

profit d'investisseurs étrangers ou algériens, qui les remettraient en route à partir d'une logique de rentabilité, au prix d'une politique anti-sociale.

Mais les chutes de salaires et le grignotage permanent des acquis sociaux (enseignement, santé, etc.) deviendra intolérable et provoquera des réactions. Cependant le régime envisage des mesures encore plus draconiennes pour attirer les investisseurs impérialistes.

◆ *Cette volonté de privatisation s'adresse-t-elle essentiellement aux investisseurs étrangers ou y a-t-il une couche de la bourgeoisie ou de la bureaucratie qui aurait accumulé assez de capital pour s'approprier le secteur nationalisé ?*

Le secteur privé algérien est important et il accumule des capitaux. Mais il investit peu dans la production, en raison des institutions politiques en place. En général, les milliards détournés s'évadent en Suisse, ou vers des secteurs spéculatifs en Algérie, surtout dans les services.

Les capitalistes algériens envisagent certainement de récupérer des parties de l'industrie nationalisée, mais ils seront très prudents avant d'engager leurs propres capitaux, tout en profitant du financement des banques de l'Etat.

Et surtout, aucun de ces investisseurs n'a l'envergure nécessaire pour mettre en route les secteurs stratégiques (comme les aciéries), ou les entreprises complexes créées dans les années 70. Le gouvernement mise en fait sur le capital impérialiste. Mais l'appareil du pouvoir montre une certaine inertie face à ces desseins. L'Assemblée nationale, par exemple, a refusé un projet de société mixte contrôlée par des partenaires étrangers. Ce sursaut nationaliste complique, pour le moment, l'entrée du capital étranger.

◆ *Comment réagit l'opposition face aux projets de libéralisation économique ?*

La plupart des partis (encouragés par le pouvoir) qui ont émergé après octobre 1988, prônent un programme libéral, à l'exception du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS, le parti stalinien) qui a une position mitigée et du Parti socialiste des travailleurs (PST) qui s'oppose à ce consensus national contraire aux intérêts des travailleurs et des masses populaires.

1) Le 5 octobre 1988, des émeutes éclatèrent à Alger et dans le reste du pays, pour protester contre la hausse des produits de première nécessité. Le gouvernement décréta l'état de siège pour la première fois dans l'histoire du pays depuis l'indépendance ; la répression fit plus de 500 morts. Chadli ramena le calme en promettant des réformes démocratiques.

◆ *Comment s'organise le mouvement de masse, plus d'un an après les émeutes ?*

Le mouvement étudiant, né de la grève générale de 1987, qui avait mobilisé 150 000 jeunes dans une vingtaine de centres universitaires, reste le plus structuré. Il a donné naissance au Syndicat national des étudiants algériens autonome et démocratique (SNEAD). Des luttes étudiantes importantes ont eu lieu, en décembre et janvier derniers, notamment contre le projet d'autonomie des universités. Cette réforme induisait, de fait, une logique de rentabilité à l'université, et menaçait le droit à l'éducation des jeunes issus des couches populaires. Mais ce syndicat stagne, en partie à cause de l'émergence de deux organisations étudiantes intégristes qui ont une implantation réelle.

Il existe aussi un mouvement des femmes qui s'est constitué en réaction aux attaques virulentes des intégristes (voir l'interview de Samira Fellah, p. 20).

Des mouvements de lutte se sont créés dans des villages et dans des quartiers autour de l'attribution des terrains, des problèmes de logement ou d'eau courante. Dans des villes comme Oran, la population s'est organisée dans des comités issus du mouvement démocratique contre la répression de 1988.

Mais ces comités n'ont eu qu'une existence ponctuelle, sauf dans le cas particulier de la Kabylie où le degré d'organisation est important : le mouvement berbère a été l'ossature d'autres formes d'expression sociales ; il a été le seul à échapper aux sirènes de l'attentisme qui soufflent en Algérie. Depuis 1980 (date de l'éruption du mouvement de masse berbère

et de la répression qui l'a suivi), le régime a été plus tolérant. Des centaines d'associations de villages existent. Une structure pluraliste a été organisée à la suite du séminaire de juillet 1989 qui a débouché sur une marche sur Alger, le 25 janvier dernier pour demander l'ouverture d'un institut de langue berbère et la reconnaissance de l'amazigh, la langue berbère, comme langue officielle en Algérie, sur un pied d'égalité avec l'arabe.

En ce qui concerne le mouvement syndical, les choses ne sont pas aussi claires. La classe ouvrière se structure

plus lentement. Les luttes sociales se multiplient mais l'appareil syndical de l'Etat, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), bouche le paysage. Il n'a pas encore pu être contourné par un autre courant syndical qui détruit la logique bureaucratique de l'intérieur ou qui propose une alternative crédible de l'extérieur.

◆ *A quoi est due cette situation dans le mouvement ouvrier ?*

Je crois que les forces du mouvement ouvrier organisé — les révolutionnaires ou les stalinien — sont très limitées et le contexte actuel n'a pas été marqué par une radicalisation politique permettant un changement qualitatif. Il y a une montée considérable des luttes sociales et une politisation progressive des travailleurs, mais le contexte de chômage provoque certaines hésitations chez les salariés.

Il se pose de fait un problème de débouché politique national (comme international) qui provoque un certain scepticisme.

Des coordinations syndicales ont vu le jour ici et là, entre octobre 1988 et juin 1989, notamment en Kabylie, à Alger, Oran, etc. Dans l'ensemble, elles ont été quelque peu relayées par les initiatives de

la gauche bureaucratique (liée au pouvoir), pour la rénovation de l'UGTA. Ces initiatives sont vouées à l'échec, puisqu'elles ne se rattachent pas aux luttes sociales.

Cette manœuvre bureaucratique, sur fond de revendications d'élections syndicales libres et de conférences ouvertes à l'opposition syndicale, a gelé les forces des élites syndicales et des militants avancés, même si elle ne pèse pas véritablement sur la conscience

des travailleurs.

Certaines luttes en cours se sont coordonnées. Il existe, par exemple, une structuration intéressante du mouvement enseignant, et des noyaux locaux ont émergé dans des secteurs de l'industrie. Mais il n'y a aucune alternative nationale, aucun pôle alternatif qui apparaisse. La libéralisation économique peut vite modifier les choses et provoquer des réactions violentes.

Il y a eu un mouvement démocratique de masse important contre la répression, au lendemain d'octobre 1988. Aujourd'hui,

il connaît un reflux qui se traduit notamment par l'affaiblissement du travail de quartier qui s'était structuré à l'automne 1988.

Ces faiblesses sont mises à profit par les intégristes qui, eux, continuent d'avoir une activité régulière dans les mosquées ; ils sont devenus un pôle d'opposition radical au régime, sur le plan social et celui des libertés.

◆ *Quelles sont les forces réelles du mouvement intégriste ? Quel programme avance-t-il ?*

Le courant intégriste est devenu une composante majeure du panorama politique algérien. En octobre 1988, l'intégrisme islamique était un petit groupe, comme le PST ou les stalinien. Mais le 7 octobre 1988, en pleine mobilisation, les intégristes ont appelé à une manifestation après la prière du vendredi, qui a eu un écho important et leur a donné une légitimité précieuse. Ensuite, le mouvement laïque des étudiants et des intellectuels a pris en charge l'organisation du mouvement démocratique, reléguant les intégristes au second rôle.

Mais, justement, l'échec de ce mouvement démocratique dans la confrontation avec le pouvoir a laissé le champ libre aux intégristes qui, eux, n'ont jamais connu d'interdits.

◆ *Le pouvoir a-t-il tenté une manœuvre délibérée en s'appuyant sur les intégristes pour bloquer le mouvement démocratique ?*

Il y a eu une alliance tactique du régime avec des courants traditionalistes qui ne s'opposaient pas aux réformes de privatisation. Par la suite, le pouvoir a découvert que les intégristes sont une menace réelle : ils ont récupéré la jeunesse en révolte, notamment les jeunes déclassés ; leur audience menace le pouvoir de Chadli.

◆ *Comment expliquer cette influence des intégristes sur les jeunes ?*

Les intégristes ont des activités sociales d'aide aux chômeurs, par exemple. Lors du tremblement de terre de 1989, les mosquées ont récolté des secours et le Front islamique du salut (FIS), le Parti des intégristes, s'en est attribué la paternité.



té, en organisant des campagnes de recrutement dans les zones sinistrées.

Mais l'activité des intégristes est surtout centrée sur leur campagne politique contre les femmes, plus que sur le terrain social.

L'intégrisme se greffe sur le désarroi de la société. A la source du phénomène intégriste, il y a l'échec du capitalisme, enregistré par la conscience collective, mais aussi la catastrophe des pays de l'Est, avant même les événements spectaculaires de Berlin et de Prague. Tout cela a provoqué, pendant un certain temps, un recul vers le mysticisme, vers des pratiques pieuses et une certaine religiosité, bien au-delà des secteurs organisés dans l'intégrisme. Au contraire, le mouvement intégriste a été relativement isolé par la riposte démocratique du mouvement de masse, qui lui a infligé un recul.

Le discours intégriste est extrêmement dangereux. Il remet en cause la dictature de Chadli et demande la parole pour le peuple ; mais ensuite les imams se dressent en gardiens de l'intérêt du peuple, et, "puisque le peuple est ignorant", c'est un conseil islamique devrait diriger à sa place. Au niveau social, l'intégrisme dénonce le régime occidental, corrompu, mais de façon modérée, car il n'a pas d'alternative à proposer.

◆ *Quels sont les autres courants politiques, aujourd'hui, en Algérie ?*

Il existe un parti social-démocrate qui est plutôt timidement libéral-bourgeois, marqué par ses liens avec le FLN. Un certain nombre de petits partis qui se veulent plus ou moins libéraux réclament peu ou prou une ouverture libérale. Beaucoup de ces partis n'ont ni histoire, ni base sociale ; ils sont certainement des inventions des services de la présidence pour rendre crédible l'ouverture démocratique.

Les partis qui se réclament du mouvement berbère sont beaucoup plus conséquents dans leurs revendications démocratiques ; nous les retrouvons sur beaucoup de terrains, sur la laïcité, les libertés, les droits des femmes, etc. Mais les partis berbères sont pour une économie de marché, sans dirigisme.

Le dynamisme politique de Chadli se passe du FLN ; il veut devenir le président de tous les partis, de tous les Algériens. Il veut jouer un rôle bonapartiste, de sauveur de la nation, comme lorsqu'il a réussi à

enrayer les manifestations en 1988 par des promesses.

Mais le problème du devenir de la bureaucratie du FLN se pose ; la résistance aux ouvertures de Chadli s'est manifestée même au Comité central, sans pour autant contester les réformes économiques.

Des élections municipales sont prévues pour le mois de juin, dans un cadre d'inégalité où tous les partis n'ont pas les mêmes moyens, et selon une constitution décidée par le seul FLN. Il aurait été plus juste, plus démocratique, de faire une consultation qui oppose des programmes, mais le pouvoir ne veut rien risquer. Les intégristes auront les moyens d'être présents au niveau national. Le PST, lui, se bat pour une assemblée constituante.

◆ *Dans quelle mesure la situation dans les pays de l'Est a-t-elle pesé sur le PAGS ?*

Les staliniens du PAGS sont sortis affaiblis de la clandestinité. Après différents tournants tactiques, ils ont soutenu tous les régimes, tous les gouvernements qui se sont succédés en Algérie. En octobre 1988, beaucoup d'entre eux ont été jetés en prison, torturés, victimes de la répression. Leur bataille permanente pour la constitution d'un "front des patriotes", allant jusqu'aux intégristes et aux militaires "dévoués" de la nation, a diminué beaucoup leur impact. La crise dans les pays de l'Est a accru le désarroi d'un parti faible. Par exemple, dans une conférence de presse, la direction du PAGS annonçait qu'elle avait envoyé un message de soutien au SED est-allemand pour son courage dans les réformes, quelques jours avant le remplacement de Krenz !

Pendant la clandestinité, le PAGS était relativement décentralisé pour épouser la répression. Mais sa légalisation a révélé des contradictions : dans la pratique, les différents secteurs du PAGS n'agissent pas de façon homogène (cela va des gauchistes faisant un syndicat parallèle, à des droitiers liés à des secteurs de la bureaucratie). A diverses reprises, des fédérations ont fait pression sur la direction historique du PAGS pour lui imposer des tournants.

◆ *Quelles sont les positions du PST ?*

Le PST a été légalisé en octobre 1989. Il apparaît, dans la situation actuelle, comme une force qui pèse dans le débat

politique en Algérie, et ce, pour plusieurs raisons : à cause de son poids dans le mouvement de masse démocratique, dans les différents mouvements sociaux où il est parfois hégémonique, malgré des effectifs relativement réduits, mais aussi à cause de ses initiatives politiques et de ses prises de position. Par exemple, le PST s'est opposé à la douce fraternisation de tous les partis, en démasquant la perspective d'une union nationale anti-populaire.

Le PST a joué un rôle important dans la mobilisation contre le danger intégriste. Aujourd'hui, nous sommes une organisation modeste, de plusieurs centaines de militants organisés, mais dont les porte-parole ont enfin accès aux médias. Nous avons des centaines de sympathisants structurés et des milliers de demandes d'adhésion qui n'ont pas encore été capitalisées. Le PST est implanté dans vingt villes d'Algérie, surtout à Alger et en Kabylie. Il a organisé des meetings avec plus de mille personnes. C'est une force, un capital précieux qu'il faudra faire fructifier car, malheureusement, le mouvement ouvrier ne dispose d'aucun parti de masse. Cela donne aux militants du PST une responsabilité très importante.

Le PST rencontre un écho car il est le seul à défendre le programme des travailleurs et des masses populaires. Il est le seul à demander un impôt sur les riches, à initier la campagne pour le non-paiement de la dette, à dénoncer la vente du secteur d'Etat à des sociétés multinationales et l'ouverture du marché algérien au marché mondial. Ces thèmes sont très populaires en Algérie et, pourtant, ils ont disparu de tous les programmes politiques.

Le PST s'adresse à d'autres petits groupes révolutionnaires (2) pour que son congrès constitutif, qui aura lieu cette année, soit l'occasion d'un rassemblement plus large de tous ceux qui se réclament de la révolution socialiste.

Nous pensons que le régime Chadli est incapable de résoudre la crise de l'Algérie. La seule solution est la révolution socialiste et nous proposons aujourd'hui un programme transitoire démocratique qui passe par la constitution d'un front ouvrier et populaire large, pour imposer un gouvernement des travailleurs, seule



Chadli Bendjedid

2) Les autres groupes de l'extrême gauche algérienne sont l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (ORT, scission du groupe qui est à l'origine du PST), l'Organisation socialiste des travailleurs (OST, du courant international lambertiste) et le Mouvement communiste algérien (MCA).

issue à la crise. Cet axe stratégique ne nous empêche pas de faire des alliances ponctuelles, des fronts très larges, démocratiques, y compris avec des forces libérales, sur des revendications démocratiques.

L'axe de notre programme électoral sera l'alliance avec toutes les forces qui se réclament du combat des masses populaires.

◆ *Le PST est issu du Groupe communiste révolutionnaire (CCR), qui était groupe sympathisant de la IVe Internationale ; quels sont les rapports du PST avec la IVe Internationale ?*

Le GCR a donné naissance au PST qui, lui, n'est pas membre de la IVe Internationale et n'entretient pas de rapports organiques avec elle, malgré un accord politique déclaré publiquement en Algérie. La loi interdit aux partis d'avoir des liens d'affiliation internationale. Le PST a choisi de se battre pour changer cette loi. Notre combat avec les travailleurs, avec les masses populaires, crée une convergence politique naturelle avec les forces de la IVe Internationale ou d'autres courants du mouvement ouvrier international sur des tâches concrètes de solidarité. Le pouvoir, lui, converge au niveau international avec les forces de l'impérialisme ! ★

7 mars 1990

Propos recueillis par Erdal Tan

Hamid Rechidi

Hamid Rechidi, militant trotskyste algérien, est mort à Alger, le 3 mars, à l'âge de 35 ans et après deux mois d'hospitalisation à Paris où il vivait en exil. Hamid avait été l'un des premiers constructeurs du Groupe communiste révolutionnaire (dont est issu le PST) dans la clandestinité. Il avait été arrêté et torturé en 1980 pour son rôle éminent dans le mouvement pour les droits culturels berbères et ne dut sa libération qu'à la mobilisation des étudiants d'Alger et de Kabylie en sa faveur, relayée par une campagne internationale.

En butte au harcèlement policier, Hamid s'exila, contraint, à Paris en 1982. De tous les combats démocratiques, aussi bien par rapport à l'Algérie que pour les libertés dans les pays arabes ou contre le racisme en France, Hamid fut à la tête des mobilisations solidaires de l'Intifada algérienne d'octobre 1988, en France. ★

Les femmes face aux intégristes



Le 8 mars dernier, 30 000 femmes ont manifesté dans les principales villes d'Algérie, à l'appel de nombreuses associations de femmes. Les femmes algériennes exigent l'abolition du Code de la famille, le droit des femmes à l'instruction et au travail, la citoyenneté à part entière. Elles entendent aussi riposter aux attaques des intégristes dont elles sont la principale cible.

Inprecor a rencontré Samira Fellah, membre du Parti socialiste des travailleurs (PST) algérien et de l'Association pour l'émancipation des femmes, pour parler de la situation des femmes en Algérie et des perspectives pour le mouvement des femmes algériennes.

INPRECOR : *Quelle est la situation des femmes en Algérie, dans le contexte de la montée de l'intégrisme ?*

SAMIRA FELLAH : Il faut savoir qu'en Algérie, les traditions rétrogrades n'ont jamais lâché prise, malgré la participation des femmes à la guerre de libération nationale. Certains historiens parlent à ce propos d'"instrumentalisation" des femmes. Lors de la guerre, même si elles ont eu un rôle subalterne, les femmes sont sorties du ghetto familial et ont pris des responsabilités, certaines rejoignant même le maquis. Cependant, leur participation à la lutte anti-coloniale n'a pas brisé la vision traditionnelle de la femme et de son rôle secondaire dans la société algérienne.

À l'indépendance, alors qu'il était question de construire une nouvelle société, prétendument socialiste, aucune mesure concrète n'a été prise pour lutter contre cette vision ancestrale du rôle des femmes, comme certaines avaient pu l'espérer après leur participation à la guerre. Cette question n'a donc jamais été l'objet de débats, ni même prise en charge par les femmes elles-mêmes.

L'Islam a été une référence d'identité important contre le colonialisme français. Il a été utilisé, derrière le discours officiel,

pour justifier le maintien des rapports sociaux fondamentaux, et donc le rôle traditionnel des femmes. Dans les années 70, lorsque l'Algérie a eu besoin de main d'œuvre, les femmes ont servi d'"armée de réserve".

À la suite de l'ouverture démocratique consécutive aux événements d'octobre 1988 et des premiers rassemblements de femmes à l'Université d'Alger, les agressions contre les femmes se sont multipliées. En 1980, des mobilisations avaient déjà eu lieu, d'abord contre la circulaire qui interdisait aux femmes le droit de voyager sans tuteur et en toute liberté, et contre le Code de la famille, en discussion depuis l'Indépendance, mais jamais appliqué en raison des vagues de protestations.

Ce Code de la famille fait des femmes des mineures à vie. Il faut, par exemple, l'accord du tuteur pour leur mariage ou pour toute démarche individuelle importante. Il rend le divorce difficile à obtenir. En cas de bigamie, par exemple, la femme a le "droit" de partir, bien qu'elle ait peu d'endroits où aller, en dehors de sa famille, qui ne l'accepte pas toujours, notamment quand elle a des enfants. Elle peut aussi obtenir le divorce si la preuve est faite que le mariage n'a pas été consommé, mais cela reste difficile. Dans tous les cas, le divorce représente une ter-

rible humiliation morale et une dure épreuve matérielle (par exemple, les femmes seules ont difficilement accès au logement).

Mais les femmes sont aussi de plus en plus victimes d'agressions physiques. L'appartement d'une femme mal vue a été incendié, une autre a été brûlée par son frère car elle avait refusé de quitter son travail, etc. Les femmes se font souvent agresser dans la rue par des hommes qui leur ordonnent de rentrer chez elles. La rue leur devient interdite ! Tout cela crée une atmosphère de terreur pour la majorité des femmes. Dans une telle ambiance, il devient difficile de s'organiser, de réagir, surtout en l'absence d'espaces de convivialité organisés qui favoriseraient les rencontres et les échanges entre femmes.

◆ Pourquoi les intégristes ont-ils une emprise sur la société algérienne ?

Les intégristes ont mené toute une série de campagnes : contre la mixité, contre une grève des enseignants, en octobre 1989, dans laquelle ils visaient les femmes (pour lesquelles ils demandaient une mise à la retraite anticipée), contre le travail des femmes qui "voleraient" celui des hommes, etc.

Ces discours mysogines sont de véritables appels au meurtre. Les jeunes, laissés pour compte, sans idéal, et qui n'ont que peu de perspectives en dehors du chômage, sont souvent sensibles au discours intégriste. Ils intègrent la vision rétrograde des femmes qui leur a déjà été donnée par leur éducation, y compris dans les manuels scolaires.

◆ Penses-tu que la situation des femmes a régressé ces dernières années ?

Il y a quelques mois, je vous aurais répondu négativement. Et pourtant il s'agit bien de cela, car depuis une quinzaine d'années il n'y a pas d'amélioration dans le travail des femmes ; les femmes sont cantonnées dans les mêmes secteurs précaires, comme dans beaucoup de pays du Tiers monde. Si, officiellement, il y a 8 % de travailleuses en Algérie, nous vivons une discrimination de plus en plus ouverte et de plus en plus cautionnée moralement par l'opinion publique. Les femmes sont mal acceptées dans la rue et au travail.

L'absence de syndicats représentatifs et combatifs pour tous les travailleurs, n'arrange rien à la situation des femmes qui travaillent. Face aux atteintes des

droits élémentaires professionnels, les femmes n'ont pas de cadre syndical réel pour poser leurs problèmes et se trouvent isolées.

◆ Comment réagissent les femmes face à ces attaques et ces agressions ?

Depuis le mouvement d'octobre 1988, les femmes s'organisent : pour protester contre la torture, pour les "victimes d'octobre", mais aussi pour poser leurs problèmes spécifiques. Plusieurs associations de femmes sont nées sur la base d'un travail antérieur fait par différentes forces politiques.

Le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) a développé, dans les années 70, un travail en direction des femmes. Mais, depuis les mobilisations contre le Code de la famille, dans les années 80, le seul travail qu'il ait maintenu est l'animation d'une revue de réflexion regroupant des intellectuelles, qui a toutefois contribué à entretenir certains débats.

A l'époque et dans un contexte de répression, le Groupe communiste révolutionnaire (GCR, groupe sympathisant de la IVe Internationale) organisait des ciné-clubs féminins, pour tenter de regrouper des femmes autour de leur spécificité. Lorsque cela est devenu possible, ces structures ont contribué à la création d'associations de femmes. Depuis 1985, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST, du courant lambertiste) anime une association de femmes. Lors des manifestations contre le Code de la famille, elle n'a pas essayé de mobiliser les femmes, et son activité s'est résumé à son existence formelle.

Au lendemain des mobilisations d'octobre, l'OST comme le PAGS n'ont pas tenu à continuer de se battre sur la question des femmes. Ils ont cherché avant tout à s'affirmer en tant que forces politiques. Ils ont même éloigné nos camarades qui, dans les associations, posaient la question de l'oppression spécifique ou qui refusaient de réduire le combat des femmes à la question juridique.

En ce qui concerne le PST, nous avons toujours expliqué qu'en Algérie, il existe des lois non-écrites contre lesquelles il faut se battre. Les femmes doi-

vent prendre conscience de leur situation spécifique et s'auto-organiser pour changer les rapports existants. Une loi n'a jamais suffi à changer une situation concrète, donc notre combat doit aller au-delà des formes juridiques.

Aujourd'hui, le PAGS et le PST animent plusieurs associations dans différents endroits du pays. Le PST est présent dans les principales associations ; il mène deux combats tout aussi importants : la lutte contre ce qui est ancestralement inscrit dans les mentalités et les rapports sociaux, et la lutte contre les lois qui codifient la statut des femmes, car ces lois n'auraient pas existé sans une prédisposition dans les rapports sociaux.

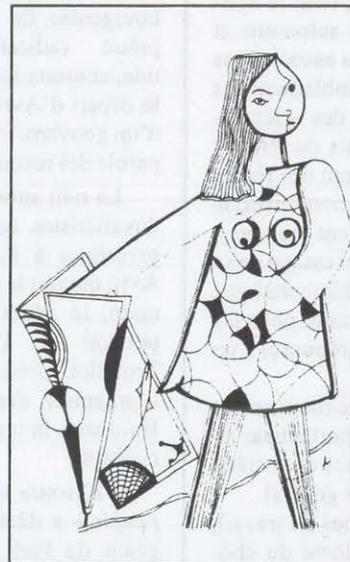
Les Algériennes sont parfaitement conscientes du double enjeu de leur combat, voilà pourquoi des femmes qui ne sont pas liées du PST militent à nos côtés dans les associations.

◆ Un effort est-il fait pour unifier le mouvement des femmes en Algérie ?

Des pas ont été faits pour coordonner les différentes associations qui existent. Du 30 novembre au 1er décembre 1989, s'est tenue une première rencontre des associations de femmes d'Algérie avec le projet de créer une coordination nationale qui aurait la force nécessaire pour répondre aux attaques actuelles. Cette coordination n'a cependant pas su répondre aux problèmes essentiels qui se sont posés, à cause de l'éclatement entre différentes associations. Les femmes, elles, se refusent à choisir entre différents programmes et différentes associations. Le sectarisme politique tant de l'OST que du PAGS ont créé des sortes de cartels dans les associations qu'ils animaient. Cela rend la situation difficile, mais nous gardons l'espoir et nous continuerons à nous battre pour construire un mouvement des femmes unitaire et surtout démocratique.

Dans nos associations, nous avançons l'idée que, malgré les problèmes communs,

les femmes ne vivent pas la répression de la même manière selon leur statut social. Même si cet aspect de notre travail apparaît surtout de façon propagandiste, nous essayons aussi de regrouper les femmes travailleuses. Pour nous, il s'agit aujourd'hui de construire un mouvement démo-



cratique des femmes qui sache réagir à leurs problèmes concrets pour l'égalité politique, sociale, culturelle, etc., et pas simplement juridique.

A l'heure où les intégristes menacent les rares acquis des femmes, le mouvement de femmes que nous devons créer doit savoir informer les femmes, dans un contexte d'analphabétisme important où beaucoup de femmes ignorent le contenu des lois et la plupart de leurs droits.

Suite aux différentes mobilisations de femmes, les intégristes ont été acculés à reconnaître que les femmes avaient des problèmes. Ils ont alors répondu par un rassemblement de plus de 50 000 personnes, bien en dessous de ce qu'ils avaient annoncé et pouvaient espérer. Un certain nombre de femmes y ont également participé, mais beaucoup étaient amenées de force par leurs "tuteurs" masculins...

La coordination des femmes a aussi obligé quelques structures démocratiques à réagir, et à défendre les femmes. Il nous faut expliquer que le discours des intégristes est avant tout politique, car la confusion règne tant au niveau des femmes, que dans les masses : on confond un élément culturel et le fanatisme qui sert des objectifs politiques. Les femmes ne doivent pas être seules dans ce combat, comme cela a été le cas durant des mois. Il faut une réponse plus importante aujourd'hui, avec d'autres forces.

C'est ce qui se fait dans le cadre du Forum pour les libertés démocratiques, qui rassemble des syndicats, dont le Syndicat national des étudiants autonome et démocratique (SNEAD), des associations de femmes, le RAIS (Rassemblement des artistes, des intellectuels et des scientifiques, animé par des militants du PAGS) et quelques partis dont le Front des forces socialistes (FFS, organisation libérale d'implantation principalement berbère), le PST et le PAGS. Le Forum essaye de se doter d'une plate-forme démocratique, qui reste largement insuffisante pour les femmes. Elles ont besoin de réponses à un niveau plus précis.

Dans les années à venir le mouvement des femmes sera un biais important par lequel se poseront les problèmes de société, liés au contexte algérien plus général.

En posant leurs problèmes au travail, les femmes posent le problème du chômage qui menace tous les Algériens. Il en est de même pour le logement, pour le pouvoir d'achat, etc. Le mouvement des femmes est surtout une des principales forces qui se bat contre l'intégrisme. ★

1er mars 1990

Propos recueillis par Djamilia Ben Said

Le terrain miné des élections

Le 10 mars 1990, le général Prosper Avril a démissionné de ses fonctions militaires et civiles. Après que deux partis, l'un lié à l'impérialisme nord-américain, l'autre à l'Internationale socialiste, l'aient lâché et aient enfin rejoint les autres partis dits démocratiques, il s'est retrouvé totalement isolé sur le plan politique. Les jours précédents, des manifestations de jeunes se sont déroulées dans de nombreuses villes à l'initiative d'organisations populaires.

Arthur MAHON



GEORGE BUSH a donné le coup de grâce à Avril en déclarant au cours d'une cérémonie commémorant l'invasion du Panama : « *La révolution continue. Le peuple a parlé au Nicaragua et quand il parlera à Cuba et à Haïti, notre continent sera totalement libre.* » Les ambassadeurs de France et des Etats-Unis ont joué un rôle clé dans les tractations entre Avril et l'opposition bourgeoise. En dépit de menaces, le prêtre radical Jean-Bertrand Aristide, contesta leurs conclusions, demanda le départ d'Avril du pays, la constitution d'un gouvernement civil, et se fit le porte-parole des revendications populaires.

La nuit suivant la démission d'Avril, duvaliéristes et militaires tuaient vingt personnes à Port-au-Prince. Finalement, Avril quittait le pays le 12 mars. Le lendemain, le général Abraham remettait le pouvoir à l'avocate Ertha Pascal Trouillot, présidente provisoire chargée d'organiser des élections et de placer Haïti sous la tutelle des puissances impérialistes.

« *L'armée va maintenant respecter le peuple* » a déclaré René Théodore, dirigeant du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), depuis le balcon du palais présidentiel. Le démenti, s'il en fallait un, est venu du village de Piate : un chef de section et son adjoint ayant tué un paysan qui leur reprochait leurs exactions sous Avril, les habitants du village les ont exécutés à leur tour ; en représailles, l'armée s'est livrée à une véritable tuerie.

Le blocage de la transition démocratique en Haïti a des raisons profondes, enracinées dans la structure sociale haïtienne. L'éviction d'un général, ou même l'organisation d'élections, ne suffiront pas à les dissiper.

Bourgeoisie parasitaire

La majeure partie de la bourgeoisie haïtienne est parasitaire, tournée vers l'extérieur, et plus particulièrement vers les Etats-Unis, où elle place une grande part de ses revenus (voir *Inprecor* numéro 250 du 5 octobre 1987). Elle est pour l'essentiel investie dans des activités marchandes ou sert de courtier à des capitaux étrangers. L'industrie tournée vers le marché intérieur est tout à fait dérisoire. Les parcs industriels se consacrent à l'assemblage de produits importés et aussitôt exportés. La partie de la bourgeoisie qui se trouve au centre du pouvoir économique occupait déjà cette place sous Jean-Claude Duvalier (1). C'est l'alliance de deux composantes. L'une d'elles est ce que l'on pourrait appeler le secteur "moderniste" de la nouvelle bourgeoisie qui s'est développée sous les Duvalier, après avoir pris d'assaut l'appareil d'Etat. Sous Jean-Claude Duvalier, elle a eu les moyens de monter des affaires, en général non productives.

1) De 1956 à 1971, Haïti a été dirigé d'une main de fer par le dictateur François Duvalier, dit "Papa Doc", qui s'appuyait pour gouverner sur sa garde prétorienne personnelle, les Tontons macoutes, avec l'appui bienveillant des Etats-Unis : pillages des richesses du pays pour les profits de la dynastie, exploitation féroce de la population, exactions en tout genre étaient monnaie courante dans ce petit pays, le plus pauvre du continent américain. En 1971, à sa mort, son fils Jean-Claude Duvalier, dit "Baby Doc", lui a succédé. En avril 1986, à la suite de mobilisations populaires et du "lâchage" par les Etats-Unis, Jean-Claude Duvalier a dû quitter le pays, et le pouvoir est revenu à une Junte militaire dirigée par le général Namphy. Jean-Claude Duvalier et sa famille vivent aujourd'hui en exil doré sur la Côte d'Azur française.

L'autre composante de l'alliance domine les activités d'import-export. Elle fait partie de cette bourgeoisie, souvent d'origine étrangère, qui a grandi à l'ombre de l'occupation nord-américaine (1915-1934) et a dirigé le pays par la suite. Les grands exportateurs de café en constituent le noyau. Ils ont été un court moment malmenés par François Duvalier. Mais le régime avait besoin d'eux et ils ont toujours réussi à garder leurs entrées dans l'appareil d'Etat à condition de laisser un peu de place à des entrepreneurs duvaliéristes. Le secteur du café est en déclin, et les exportateurs cherchent de nouvelles sources de profit dans l'industrie et les services. Liés aux activités agricoles, ils sont en contact avec les notables et les puissants du monde rural et en partagent les soucis. Ces deux secteurs sont fondamentalement conservateurs et recherchent avant tout la stabilité.

Plan venu du Nord

L'oligarchie appuie, non sans quelques réticences, les propositions économiques avancées par les experts nord-américain depuis vingt ans : l'abolition de tous les obstacles au développement d'une économie fondée sur le libéralisme et l'importation de capitaux étrangers qui se développerait notamment au détriment du secteur paysan et des activités vivrières. Le plan américain reçoit surtout le soutien de l'aile "libérale" de la bourgeoisie ; celle qui a particulièrement souffert du règne de François Duvalier, a fait fructifier avec profit ses quelques capitaux à l'étranger, et est revenue en Haïti sous Jean-Claude, tout en gardant un pied à l'extérieur. Elle a investi notamment dans les usines d'assemblage, souvent en association avec des capitaux américains. Devant la crise grandissante de l'agriculture traditionnelle, nombreux sont les capitalistes à vouloir investir des fonds dans de nouveaux secteurs économiques (soutenance, tourisme, services, représentation de firmes étrangères, etc.). Mais il n'y a pas de place pour tout le monde. Et cette aile de la bourgeoisie supporte mal que les duvaliéristes se servent de leur contrôle de l'appareil d'Etat pour leur faire concurrence.

Le plan américain, qui s'est appliqué avec force en 1986 et 1987, ne fait pas du tout les affaires d'un secteur de la bour-

geoisie : la "nouvelle bourgeoisie duvaliériste" qui s'est développée à l'ombre de François Duvalier en se modelant sur sa politique économique protectionniste (en vigueur jusqu'à la fin des années 60). Déjà sous Jean-Claude Duvalier, ce secteur s'était opposé au tournant économique qui s'amorçait et allait dans le sens du libéralisme et de la pénétration de capitaux étrangers. Le plan américain inquiète aussi certains grands propriétaires fonciers et des notables des bourgs, qui dominent traditionnellement les campagnes. Avec la petite bourgeoisie qui a investi l'administration sous la dictature, ces couches sociales constituaient l'assise fondamentale des Duvalier. Bien que sur le déclin, elles conservent un poids considérable.

La mise en œuvre du plan américain impliquerait une réforme administrative et la mise au rencard d'une bonne partie de son personnel et signifierait aussi qu'il faudrait s'attaquer au système des chefs de section, sortes de "shérifs", ayant tout pouvoir, même judiciaire, dans leurs zones d'action, à la campagne. Ce sont

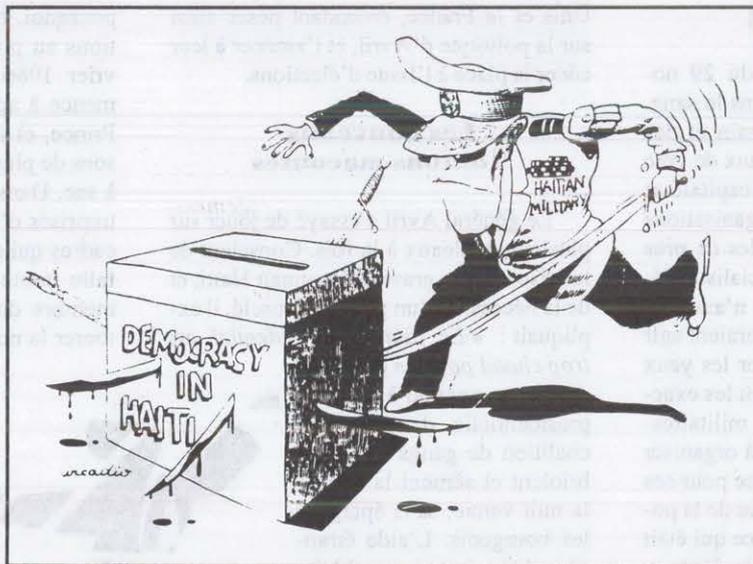
tiel du pouvoir, tant économique que politique. On comprend qu'il y aurait fort à faire pour déraciner un tel système.

L'enjeu de l'appareil d'Etat

Dans une société aussi démunie que celle d'Haïti, où l'économie est en crise profonde, l'appareil d'Etat est un enjeu considérable. C'est quasiment un secteur économique en soi. C'est un pourvoyeur d'emplois. Or, en Haïti, une dizaine de personnes vivent sur un salaire. Et c'est la source inépuisable qui alimente toute une économie de la corruption. Sous les Duvalier, l'armée en a relativement peu profité, au contraire des Tontons-macoutes. Pendant les quatre années où elle s'est trouvée au pouvoir, tous les trafics ont été bons pour s'enrichir. Sous Avril, il n'était même plus question de détournement de fonds : les chefs de la Garde présidentielle, qui constituait la base de son pouvoir, se servaient carrément dans les caisses de l'Etat. Il est donc difficile pour l'armée de lâcher le magot !

Dans ces conditions, qui pourrait avoir intérêt dans les classes dominantes et dans l'appareil d'Etat à des élections libres après la chute de Duvalier, et depuis ? En fin de compte, bien peu de monde en dehors de l'aile "libérale" de la bourgeoisie, et des couches de la bourgeoisie moyenne qui évoluent dans son sillage. Les autres secteurs sont soudés par trop d'intérêts communs pour prendre le risque de bouleversements.

Après le départ de Jean-Claude Duvalier, en février 1986, l'aile "libérale" de la bourgeoisie a cru qu'elle pourrait prendre les rênes de l'appareil d'Etat. En dépit des obstacles créés par le régime du général Namphy, elle obtint une Constitution, votée par référendum en mars 1987. Un des articles prévoyait que, pendant dix ans, les hommes de l'ancien régime ne pourraient pas occuper de charges électives. Lorsque cette Constitution fut approuvée par un pourcentage écrasant des votants, beaucoup pensaient qu'une page était en train d'être tournée dans l'histoire d'Haïti. C'était ne pas comprendre que le texte de cette Constitution et que la perspective d'élections libres étaient inacceptables pour les duvaliéristes. C'était sous-estimer gravement leurs forces et les secteurs sociaux qui les soutiennent.



eux qui perçoivent de multiples taxes qui pèsent sur les paysans (taxes pour déplacer des bêtes, taxes de marché, laissez-passer, etc.) et constituent une bonne partie des recettes de l'Etat ; en outre, ils détournent l'argent dont ils ont besoin. Leur activité tient plus du racket que de la collecte d'impôts.

Ils sont secondés par de nombreux adjoints, qui constituent des bandes incontrôlables. Aux côtés des grands propriétaires, des officiers, des usuriers, et des juges, les chefs de section font partie des notables de la campagne. Ils ont souvent des liens familiaux entre eux, et constituent de véritables mafias locales qui détiennent entre leurs mains l'essen-

L'épreuve de force se déroula durant l'été 1987. Après avoir interdit une centrale syndicale, le général Namphy décida de dissoudre le Conseil électoral, indépendant du gouvernement, chargé d'organiser les élections. Grèves et manifestations se succédèrent. L'objectif était d'évincer le gouvernement militaire. Devant le danger, les duvaliéristes se mobilisèrent. Dans les villes, l'armée resta maître du terrain. A la campagne, chefs de section, militaires, et bandes d'anciens ou de nouveaux Tontons-macoutes reprirent l'offensive et imposèrent leur volonté, au prix de massacres, comme dans la commune de Jean-Rabel (voir *Inprecor* numéro 250 du 5 octobre 1987). Il s'agit là d'une des contradictions du plan nord-américain : le système des chefs de section et des Tontons-macoutes reste encore indispensable pour faire régner l'ordre dans les campagnes.

Un bain de sang

Finalement, les élections du 29 novembre 1987 furent noyées dans le sang. Ce jour-là, des hommes de main et des militaires attaquèrent des bureaux de vote et semèrent la terreur dans la capitale et dans certaines régions. Les organisations du "secteur démocratique", liées de près ou de loin à l'Internationale socialiste, déclarèrent par la suite qu'elles n'auraient pas cru que les duvaliéristes oseraient agir ainsi. Ils avaient préféré fermer les yeux les semaines précédentes devant les exactions des duvaliéristes et des militaires sans encourager la population à organiser sa défense. Ce fut un grave échec pour ces organisations. Une grande partie de la population les avait suivies dans ce qui était une véritable aventure électorale. Depuis, elle n'était guère prête à accorder sa confiance à ces hommes politiques ayant fait faillite, ni à participer à des élections pouvant déboucher à nouveau sur un massacre, sentant qu'aucun changement ne viendra des élections tant que les mêmes hommes garderont les armes.

Après que l'armée ait investi Leslie Manigat président de la République, on assista à un renversement d'alliances. La bourgeoisie "libérale" avait jusqu'à présent soutenu les tentatives du "secteur démocratique" et de la prétendue "société civile" (rassemblant des fractions de la petite et de la moyenne bourgeoisie) pour évincer les duvaliéristes de l'appareil d'Etat. Ces secteurs tiraient leur crédit de leur capacité à canaliser les mobilisations

populaires, fortement aidés en cela par les radios. Durant le premier semestre 1988, constatant l'évolution des rapports de forces, la bourgeoisie "libérale" se tourna vers le reste des classes dominantes.

Et après le renversement de Manigat (voir *Inprecor* numéro 270 du 18 juillet 1988), le Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (MIDH) de Marc Bazin, poulain de l'impérialisme nord-américain, a alors prôné « une appréciation réaliste des forces en présence sur l'échiquier socio-politique » et accepté l'offre de dialogue du général Namphy. Il a été suivi dans cette voie par le Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (PAN-PRA), aujourd'hui membre de l'Internationale socialiste. Après la venue au pouvoir du général Avril, en septembre 1988, on a vu ces deux partis resserrer encore plus leur alliance et apporter, *de facto*, un soutien critique au régime militaire. Ils se posent en représentants des principaux bailleurs de fonds, les Etats-Unis et la France, entendant peser ainsi sur la politique d'Avril, et l'amener à leur céder la place à l'issue d'élections.

Les nouveaux Tontons-macoutes

Le général Avril a essayé de jouer sur plusieurs tableaux à la fois. Conscient de la crise sociale grave que connaît Haïti, et de la nécessité d'un pouvoir musclé, il expliquait : « *Le fauteuil présidentiel est trop chaud pour un civil.* » Il devait son pouvoir à la Garde présidentielle devenue une coalition de gangs qui cambriolent et sèment la terreur la nuit venue, sans épargner les bourgeois. L'aide étrangère étant fortement réduite depuis novembre 1987, et Avril ayant dû donner un coup de frein au trafic de cocaïne, les militaires se payaient sur l'habitant ou se servaient dans les caisses de l'Etat.

Agissant sous la pression de ces nouveaux Tontons-macoutes, Prosper Avril était devenu un élément incontrôlable aux yeux d'une bonne partie de la bourgeoisie, comme l'était Namphy lorsqu'il fut renversé en septembre 1988. C'était également l'avis des puissances impérialistes, qui avaient cru avoir la maîtrise de l'armée avec Avril en place. En même temps qu'il devait s'assurer le soutien de la Garde présiden-

tielle et préserver les intérêts des secteurs duvaliéristes, Prosper Avril tentait de rester dans des limites acceptables par les Etats-Unis. D'où une politique en apparence incohérente : il annonçait la tenue d'élections, mais faisait tout pour rester en place, il nommait un Conseil électoral mais s'ingéniait à en bloquer le fonctionnement, etc.

Le 20 janvier, il proclamait l'Etat de siège pour une durée de trente jours, emprisonnant à tour de bras et expulsant des militants politiques et quelques personnalités bourgeoises. Mais, sous la pression des puissances impérialistes, il devait se raviser dix jours plus tard et libérait même trois dirigeants d'organisations populaires, emprisonnés en novembre et horriblement torturés.

Un souffle de liberté

L'impérialisme, sans trop de difficultés pour le moment, arrive à combler le vide de pouvoir laissé par Avril. Mais le nouveau pouvoir est bien plus faible que ne l'était celui du général Namphy lors du départ de Duvalier en février 1986. C'est pourquoi, Marc Bazin réclame des élections au plus vite. Car, comme après février 1986, un souffle de liberté commence à apparaître, du moins à Port-au-Prince, et dans certaines villes. Les maisons de plusieurs dignitaires ont été mises à sac. Dans les administrations et les entreprises d'Etat, le personnel conteste les cadres qui se sont montrés trop zélés. Il a fallu toute l'autorité du docteur Roy, membre du Conseil d'Etat chargé d'entourer la nouvelle présidente, pour empê-

cher une grève des contrôleurs aériens. Les personnalités bourgeoises et leurs amis réformistes vont s'efforcer de calmer le jeu sous prétexte de ne pas "gâcher" les élections en trompe l'œil à venir.

De leur côté, les secteurs populaires vont essayer d'élargir la brèche qui s'est ouverte. Le père Aristide appelle à « organiser des brigades de vigilance pour que, dans chaque quartier, des Haïtiens et des Haïtiennes vaillants ses solidarisent et empêchent les macoutes armés de continuer à créer la peur ». Au-delà de la question des Tontons-macoutes, c'est celle de la force politique à construire, capable de s'opposer à l'armée, qui se trouve posée. ★

19 mars 1990



L'avenir du communisme

A la lumière des événements en cours en Europe de l'Est et de la crise du stalinisme, nombreux sont ceux qui, sous prétexte de "réalisme", veulent enterrer le communisme et étouffer tout espoir de changement révolutionnaire. C'est la volonté qui transpire des différentes opérations médiatiques du type "la fin du communisme" et "vive le capitalisme".

Mais ces odes à la "modernité", ne peuvent pas étouffer la lutte des classes.

Celle-ci n'est pas le fruit d'une quelconque machination, elle résulte de l'antagonisme qui existe entre les intérêts de "ceux d'en haut" et de "ceux d'en bas", et se dressera toujours sur le chemin de ceux qui oppriment.

Ernest MANDEL



LE COMMUNISME n'est pas le produit de la révolution d'Octobre ou de la révolution cubaine, il est né comme courant au sein du mouvement ouvrier moderne, contre le régime capitaliste. La première organisation communiste, la *Société des Égaux* de Gracchus Babeuf, date de 1796 et non pas de 1917, le *Manifeste Communiste* a été publié en 1848 et non en 1959.

On ne peut traiter de l'avenir du communisme en se référant exclusivement ou principalement aux événements en cours en URSS, en Europe de l'Est et en Chine. Il faut se référer également à ce qui se passe et se passera dans les pays capitalistes, tant les métropoles impérialistes que le tiers monde.

La lutte de classe du prolétariat moderne ou de son ancêtre immédiat, le "quatrième état", n'est pas le produit d'une quelconque "doctrine" ou d'un quelconque effort d'"agitateurs subversifs", occultes chefs d'orchestre, pour introduire la question sociale de "l'extérieur dans le mouvement". Ces luttes de classe résultent d'antagonismes d'intérêts inévitables et incompressibles dans des conditions économiques et sociales données. C'est la pratique de la lutte de classe qui aboutit à la doctrine de la lutte de classe, et non l'inverse.

Hitler écumait de rage en parlant de la doctrine "marxiste enjuivée" de la lutte de

classes. Mais en supprimant les syndicats et toutes les organisations ouvrières, en proclamant les patrons seuls maîtres à bord dans les entreprises au nom du "principe du chef" (*Führerprinzip*), il mettait en pratique une lutte de classes implacable et terroriste contre les salariés en faveur des capitalistes.

Madame Thatcher déteste sincèrement la doctrine de la lutte de classes. Mais elle pratique la lutte de classes comme elle respire, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, fût-ce avec des méthodes beaucoup moins violentes que celles d'Hitler.

Les véritables forces déstabilisatrices ne sont pas les agitateurs, partisans de la révolution, ce sont les fermetures d'entreprises, les licenciements des travailleurs, l'accélération des cadences, les baisses de salaire périodiques, l'accroissement de l'inégalité sociale, la misère dans le tiers monde, les seize millions d'enfants qui meurent de faim et de maladies guérissables chaque année, le déni d'un minimum de dignité et de droits élémentaires à des centaines de millions d'êtres humains. Les forces sociales qui agissent dans ce sens ne le font point par méchanceté ou aveuglement innés. Elles le font parce que la logique implacable de la société capitaliste les amène à agir de la sorte, sous peine de perdre leurs fortunes et les possibilités de les accroître, c'est-à-dire d'accumuler le capital.

Voilà pourquoi il y aura une lutte de classe prolétarienne, aussi longtemps que le capitalisme subsistera. Voilà pourquoi de cette lutte de classes se dégagera encore et toujours un courant politique qui ne se contentera pas de combattre pour les

revendications immédiates, mais qui cherchera aussi à combiner cet appui avec un effort pour remplacer le capitalisme par une société plus humaine. Voilà pourquoi l'avenir du communisme est assuré, aussi longtemps que subsiste le capitalisme.

De plus, sur le capitalisme pèse une malédiction à laquelle il ne peut échapper. Non seulement ses contradictions internes tendent périodiquement à s'exacerber et à aboutir à des crises explosives de toutes sortes, mais surtout il ne peut croître et se développer sans faire croître et se développer aussi le prolétariat, c'est-à-dire son propre fossoyeur potentiel. La force croissante de ce prolétariat, qui résulte du développement du capitalisme lui-même, fonde l'avenir du communisme. Il y a aujourd'hui beaucoup plus de salariés de par le monde qu'il n'y en a jamais eu dans le passé.

Qui peut changer la société ?

Le communisme est un courant spécifique du mouvement ouvrier qui vise un changement radical de la société : l'avènement d'une société sans classes. Dès lors, son avenir dépend avant tout de la réponse à deux questions : y a-t-il au sein de la société bourgeoise une force sociale capable de réaliser pareille transformation ? Cette force sociale s'engage-t-elle par elle-même, au moins périodiquement, dans cette voie ?

En effet, le prolétariat moderne représente une telle force. Il se distingue de toutes les autres classes de la société bourgeoise et pré-capitaliste par le fait qu'il a précisément ces deux qualités. Il les acquiert progressivement du fait même de sa situation au sein du capitalisme, et des réactions que celle-ci suscite dans ses rangs.

Il n'y a dans cette constatation aucune idéalisation du prolétariat, ni aucune interprétation abusive de ses aspirations ou luttes courantes.

La classe ouvrière moderne (1) n'est pas spontanément ni instinctivement communiste. Ses aspirations et ses luttes courantes visent en général des objectifs immédiats, ce qui ne signifie d'ailleurs pas qu'elles soient toujours exclusivement ou même principalement économiques (2). Très souvent, elles ne visent pas un changement radical de la société.

1) Nous la définissons comme tous ceux qui se trouvent sous la contrainte économique de vendre leur force de travail.

2) Les luttes de salariés pour le suffrage universel, pour la libération nationale des pays coloniaux, les luttes anti-fascistes, la grève générale en Tchécoslovaquie en 1989 pour les libertés démocratiques, etc.

Mais elles se distinguent des aspirations et luttes de toutes les autres classes sociales par leur capacité d'organisation et d'action collectives croissante. L'expérience enseigne toujours aux salariés qu'en confrontant les bourgeois seulement en tant qu'individus, ils seront invariablement défaits sinon écrasés. Ce n'est que par l'action collective qu'ils ont une chance de réaliser des succès dans la défense de leurs intérêts propres.

Cette tendance instinctive du prolétariat moderne à l'action et l'organisation collectives lui inculque petit à petit des capacités spectaculaires de *coopération et de solidarité* qui s'opposent diamétralement aux "valeurs" bourgeoises d'égoïsme et de "lutte de tous contre tous".

"Librement associés"

Le régime de propriété et d'enrichissement privés se fondent sur la concurrence féroce : les puissants écrasent les faibles. La lutte ouvrière suscite la suppression graduelle de la concurrence au sein du prolétariat : les forts se battent pour améliorer le sort des faibles.

Ainsi se développent une mentalité et des règles de comportement diamétralement opposées à celles de la bourgeoisie. Marx a succinctement résumé cette évolution en parlant de "l'économie politique du prolétariat" qui s'oppose diamétralement à "l'économie politique de la bourgeoisie".

Il ne s'agit que d'une tendance historique nullement rectiligne ou permanente. Elle est fréquemment arrêtée et renversée par des tendances opposées. Elle se réalise plus facilement au niveau d'une entreprise qu'à celui d'une branche d'industrie, au niveau d'une branche d'industrie qu'au niveau national, entre salariés mâles qu'entre hommes et femmes, au niveau national qu'au niveau international. Les succès remportés la renforcent généralement, mais pas toujours. De graves défaites l'affaiblissent.

Mais la tendance "séculaire" va dans le sens du renforcement et non de l'affaiblissement de l'organisation, de la coopération et de la solidarité entre salariés. On n'a qu'à comparer la force numérique des syndicats — disons en 1850, en 1900, en 1950 et en 1990 — l'ampleur de leurs actions, y compris des grèves générales, pour s'apercevoir qu'à l'échelle mondiale, et, à quelques exceptions près, la tendance ascendante se maintient.

Or, le socialisme implique précisément la reconstruction de la société sur la base de la coopération et de la solidarité *librement acceptées*, non imposées par la contrainte venue d'où que ce soit, qualités que le prolétariat acquiert au sein de ses propres organisations. Il s'identifie avec le règne des "producteurs librement associés", pour reprendre une autre formule de Marx.

Le prolétariat joint à ces qualités, que lui inculque la société bourgeoise, la force économique et sociale potentielle de réaliser cette reconstruction. Il est capable d'arrêter d'un seul coup tous les rouages de la production et de la distribution. C'est lui, et lui seul, qui produit toutes les richesses (3).

Ce potentiel n'a pas été réduit mais accru par la troisième révolution industrielle. En fait, les salariés du secteur de l'énergie, des télécommunications, de l'électricité, des banques, de l'enseignement, des soins de santé, constituent aujourd'hui de plus en plus un des principaux piliers du mouvement syndical, de même d'ailleurs que les salariés du secteur public dans son ensemble. Leur action est souvent plus effective que celle des salariés des mines, de la sidérurgie, de l'automobile ou de la construction mécanique pour paralyser l'économie capitaliste.

Périodiquement, ce qui ne signifie pas constamment, ni partout à la fois, tous les dix ans, tous les vingt ans, dans tel ou tel pays ou groupe de pays, le prolétariat mène des grèves de masse, voire des grèves sur le tas, ou des grèves de masse actives, au cours desquelles les salariés reprennent la production sous leur propre direction.

Depuis la révolution d'Octobre 1917, cette forme de lutte de classe prolétarienne s'est manifestée successivement en Russie, en Finlande, dans l'Etat espagnol, en Belgique, en Tchécoslovaquie, en Allemagne, en Italie, en France, dans plusieurs pays de l'Amérique du Sud, surtout en Argentine, au Chili, en Bolivie, en

Hongrie en 1956, de nouveau en Italie, en France et en Belgique, au Portugal et en Pologne. Elle émerge, fût-ce encore sous une forme embryonnaire, des grèves qui se développent à présent en URSS. Demain, elle apparaîtra sans doute dans plusieurs pays d'Europe de l'Est.

Poussée à son point final, la grève de masse active affronte l'autorité du capital tant au niveau des entreprises, qu'à celui de l'Etat. Elle pose la question du pouvoir : qui décide, qui gouverne, qui règne, la bourgeoisie (à l'Est : la bureaucratie) ou le prolétariat ? Elle exprime ainsi la poussée instinctive des salariés à reconstruire la société sur une base nouvelle.

L'avenir du communisme est fermement ancré dans cette poussée-là. Comme elle s'est manifestée régulièrement depuis plus de soixante-dix ans, comme les causes qui la suscitent subsistent pleinement (4), il n'y a aucune raison de supposer qu'elle ne se manifesterait pas autant dans les années et les décennies à venir.

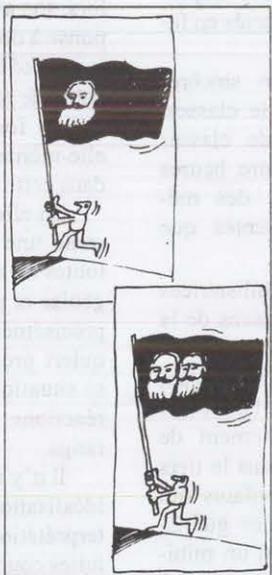
Le stalinisme n'est pas le produit de la révolution

Le communisme et le socialisme révolutionnaire ne sont avant tout ni un projet, ni une théorie, ni une doctrine. Ils sont principalement *le mouvement réel d'émancipation des classes laborieuses*, qui va objectivement dans le sens de la création d'une société sans classes.

Mais ils sont aussi un projet conscient, et donc une théorie qui rend ce mouvement élémentaire de classe plus conscient de lui-même. La création d'une société sans classes présuppose en effet un effort conscient de la part de la grande majorité des salariés et de leurs alliés. Elle s'identifie en outre avec la tentative de soumettre la vie sociale et économique au contrôle conscient du genre humain. Pareil contrôle conscient est irréalisable sans une théorie sur le but à atteindre et les moyens d'y arriver.

C'est à ce propos que tout le vacarme actuel concernant la "fin du communisme" ne relève plus de la mystification pure mais concerne un problème réel.

Par suite de la propagande mensongère des bureaucraties stalinienne et



3) Une "société post-industrielle" dans le sens d'une "société post-prolétarienne", impliquerait que la nourriture, les vêtements, les logements, l'équipement électro-ménager, les produits pharmaceutiques, les appareils de télécommunications, les écoles, les hôpitaux, les moyens de transport, sans lesquels aucun savant ou informaticien ne pourrait survivre, seraient produits entièrement ou même en grande partie par des robots et non par des humains.

C'est une vue de l'esprit pour un avenir prévisible. Les tentatives de "déprolétariser" le socialisme, c'est-à-dire de le détacher des luttes et des intérêts du prolétariat moderne, caractérisent quatre ouvrages importants consacrés au socialisme au

cours des dernières années : *The Economics of Feasible Socialism* d'Alec Nove ; *Socialism, Past and Future*, de Michael Harrington ; *A Future for Socialism* de Bryan Gould (un des principaux idéologues de Neil Kinnock) et *La Métamorphose du travail* d'André Gorz. En pratique, cela aboutit à présenter le socialisme comme un capitalisme réformé. En l'absence d'un sujet révolutionnaire potentiellement capable de renverser le capitalisme, il ne reste logiquement plus que le projet de le réformer. "L'adieu au prolétariat" débouche toujours sur le "Bonjour au capitalisme".

4) En dernière analyse, ces causes sont la triple aliénéation des salariés avant tout en tant que producteurs.

Les croque-morts du communisme

En décembre 1989, l'hebdomadaire ouest-allemand *Die Zeit* a réuni vingt-cinq experts autour d'un sujet à la mode : "la fin du communisme" (nouvelle panacée de l'intelligentsia, après "l'empire du mal" reaganien et "le totalitarisme" qui se reproduit à l'infini et que "rien ne peut désagréger").

Des sociaux-démocrates, de droite et de gauche, des néo-libéraux de l'Est et de l'Ouest, partisans fervents des réformes économiques de Gorbatchev, étaient présents. Les leaders de la social-démocratie allemande (Brandt, Schmidt et Bahr), le président de la RFA, von Weizsäcker, le principal idéologue de *Solidarnosc*, Geremek, un dirigeant du PC italien, Segre, l'ambassadeur de Hongrie à Bonn, des économistes soviétiques, Bogomolov et Chemliov, des journalistes comme André Fontaine (du quotidien français *Le Monde*) ou Korotich, d'*Ogonyok* et même Henry Kissinger et des banquiers américains ou allemands : du beau monde pour entonner, à la quasi unanimité (à la notable exception de Jürgen Kuczynski), le "chant du cygne" du communisme ... ★

post-staliniennes, relayée par les partis communistes des pays capitalistes et par la bourgeoisie internationale pour ses fins propres, le projet communiste a été identifié aux yeux d'une fraction du prolétariat international et d'une bonne partie de l'opinion publique en général, avec un prétendu "socialisme réellement existant" en URSS, en Europe orientale, en Chine, en Corée du Nord et ailleurs. Comme la crise de toutes ces sociétés éclate aujourd'hui aux yeux de tous, des idéologues bourgeois, sociaux-démocrates et néo-sociaux-démocrates dans les pays post-capitalistes, peuvent, à partir de cette crise incontestable, proclamer la faillite du communisme, la faillite du marxisme.

D'un point de vue objectif et scientifique, on peut aisément réfuter cette supercherie. Ce qui a fait faillite en URSS et ailleurs, c'est le stalinisme et non le communisme, ni le léninisme, ni le marxisme. Le stalinisme est un produit de la contre-révolution, non de la révolution. Le stalinisme n'a pu triompher qu'en exterminant physiquement le parti de Lénine, et en piétinant 90 % de ses théories, sans parler de celles de Marx.

Le fait que des despotes comme Staline et ses successeurs se référaient encore formellement à Lénine et Marx (5) ne justifie nullement leur identification avec ces héros de l'émancipation. Tout comme le fait que le despote Bonaparte se référait encore à la révolution française, ne justifie pas la tentative de rendre les auteurs de la révolution française et de la Déclaration des Droits de l'homme, ou encore les jacobins, responsables de la corruption thermidorienne, de la Terreur blanche, de la suppression des libertés démocratiques et des centaines de milliers de victimes des guerres napoléoniennes. Aucune personne de bonne foi ne peut prétendre, textes et actions à l'appui, que la pratique



de Staline, du stalinisme et du post-stalinisme, ainsi que les idéologies qui cherchent à la justifier, découlent d'une quelconque façon de la doctrine de Marx.

Ce qui est en crise en URSS, en Europe de l'Est, en Chine et ailleurs, ce n'est pas la planification socialiste, impossible sans démocratie socialiste, sans pluralisme politique, sans exercice du pouvoir par la masse des producteurs.

Ce qui est en crise, c'est la planification bureaucratique, par la bureaucratie et pour la bureaucratie, marquée par d'énormes disproportions cumulées (et donc par la non-planification), par des gaspillages non moins énormes, par une hypertrophie des dépenses improductives, par l'abaissement des dépenses sociales au rang de dépenses résiduelles, par l'étouffement de l'initiative créatrice et du sens des responsabilités des producteurs.

Mais cette crise se produit dans le cadre de sociétés profondément modernisées, alors qu'elles étaient jadis sous-développées. Elle se combine avec une élévation générale du niveau de qualification et de culture. Cela rend d'autant plus intolérable le despotisme bureaucratique, mais crée aussi des conditions meilleures pour le surmonter.

Cependant, le comportement et la mentalité des masses laborieuses ne dépendent pas de connaissances scientifiques, mais d'expériences de vie et de lutte, réfractées par des influences idéologiques-politiques et des loyautés organisationnelles. Il n'y a pas de masses vierges de toute influence de cette nature. C'est pourquoi, l'image qu'avaient les masses, à l'échelle internationale, d'une URSS en train de réaliser le projet socialiste se retourne aujourd'hui contre le communisme.

Cette image correspondait, en gros, à la réalité pendant plusieurs années de la période 1917-23. Elle

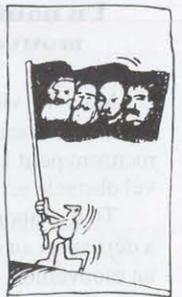
gardait encore une base réelle mais qui se restreignait à vue d'œil pendant la période 1923-1927. Elle correspondait à une perception fautive de la réalité à partir de la consolidation de la dictature stalinienne (6). La partie du prolétariat international influencée par cette vision erronée a fini quand même par prendre conscience du désastre que représente le stalinisme. Mais elle l'a fait avec un grand retard, en gros à partir des expériences de 1956 (Hongrie) et de 1968 (Tchécoslovaquie).

La thèse selon laquelle le désenchantement des masses par rapport à la réalité soviétique serait le produit de la propagande impérialiste — voire des révélations de Khrouchtchev ou de la dynamique de démocratisation déclenchée par Gorbatchev — n'a aucun fondement réel. La propagande anti-communiste fut beaucoup plus virulente pendant les années succédant à la révolution d'Octobre. A l'époque, elle n'eut aucun effet majeur parmi les salariés avancés, tout au contraire.

Le rejet actuel du "modèle soviétique" par ces mêmes salariés est le produit non pas d'une propagande mensongère, mais de la prise de conscience d'une triste réalité. Cette prise de conscience est réfractée par une fausse identification, comme le fut hier l'attitude a-critique à l'égard de l'URSS, de la Chine, etc. Hier, on disait "oui" au stalinisme, parce qu'on l'identifiait abusivement avec le communisme. Aujourd'hui, on dit "non" au communisme, parce qu'on l'identifie non moins abusivement avec le stalinisme.

Cette fausse identification n'éliminera pas plus la marche réelle vers le socialisme par des luttes ouvrières massives, que l'endoctrinement stalinien et la gangue bureaucratique ne purent l'étouffer hier. Mais, pour le moment, elle en ralentit forcément le rythme.

Le scepticisme suscité par la banqueroute du stalinisme se conjugue d'ailleurs avec le scepticisme résultant de l'intégration des réformistes sociaux-démocrates et néo-sociaux-démocrates dans la société bourgeoise. Cette intégration



5) Notre vieux camarade Zimine, un des rares survivants de l'Opposition de gauche soviétique, a rédigé avant de mourir une excellente réfutation de ces prétendues références théoriques dans son livre *"Le Stalinisme et son prétendu 'socialisme réel'"*, Paris, La Brèche, 1988.

6) Ainsi, les membres et les sympathisants des partis communistes, et une fraction non négligeable d'ouvriers en dehors de cette mouvance, croyaient sincèrement, au cours des années 30, que l'URSS stalinienne avait satisfait tous les besoins des masses populaires. En réalité, le niveau de vie de celles-ci avait baissé de manière dramatique par rapport à celui des années 1923-28.



est devenue manifeste aux yeux de l'immense majorité des salariés, y compris ceux qui votent pour la social-démocratie.

Ces votes sont des "votes de moindre mal", et non l'expression d'une illusion sur le fait que les partis socialistes chercheraient à abolir le capitalisme par la voie des réformes.

Les directions des partis sociaux-démocrates ont toutes, sans exception, proclamé leur intention de réformer le capitalisme, non de le supprimer. La plupart d'entre eux ont d'ailleurs codifié cette résolution dans leurs programmes. La pratique des PS au cours de la dépression actuelle a été d'endosser à fond la politique d'austérité aux dépens des salariés, en faveur du redressement de la masse et des taux de profit.

Ce double désenchantement débouche forcément sur une remise en question de tout projet radical et fondamental de la société, en tant que projet réaliste.

Dans la mesure où un modèle alternatif de société, rejetant à la fois le despotisme bureaucratique et le despotisme du marché capitaliste, n'existe pas encore dans la vie réelle, la propagande systématique par des marxistes révolutionnaires et d'autres courants du mouvement ouvrier en faveur d'un tel modèle, toute indispensable qu'elle soit, et quels que soient les progrès qu'elle réalisera au sein de l'avant-garde, ne suffit pas pour surmonter le scepticisme des larges masses. Par conséquent, il devient plus difficile que lors des décennies précédentes de faire déboucher les luttes sur une contestation d'ensemble de la société capitaliste.

Un nouvel essor dans le mouvement ouvrier

Mais la vie, le mouvement réel de l'histoire, suscitent des tendances qui permettront petit à petit de surmonter ce nouvel obstacle sur la voie du socialisme.

Tout d'abord, dans une série de pays, a déjà surgi au cours des dernières années un mouvement ouvrier nouveau, né du réveil d'une classe ouvrière relativement jeune, sur laquelle ne pèse ni la gangue du stalinisme, ni celle du réformisme traditionnel. Ce mouvement ouvrier n'est pas marqué par le sens de l'échec historique et le scepticisme qui caractérisent tant de secteurs du vieux mouvement ouvrier. Il s'oriente ou s'orientera dans la voie d'une contestation d'ensemble de la société bourgeoise.

C'est le cas du Brésil, de l'Afrique du

Sud, de la Corée du Sud. Il est possible que le même phénomène se reproduise au moins au Mexique, en Inde, au Pakistan, au Nigéria, en Egypte, voire aux Etats-Unis.

Dans une série de pays où le mouvement ouvrier est encore sous l'emprise politique des appareils bureaucratiques traditionnels, une fraction croissante du mouvement syndical se libère progressivement de cette main-mise. Elle commence à viser des objectifs plus amples, sous la pression des conditions objectives. Si l'influence des courants socialistes révolutionnaires augmente dans ses rangs, le projet socialiste regagnera progressivement une crédibilité de masse. Cela ne manquera pas de provoquer une différenciation majeure au sein des partis de masse traditionnels, surtout si les forces d'avant-garde appliquent correctement la politique de front unique, avec le développement d'un mouvement de masse déjà partiellement émancipé de l'emprise des appareils traditionnels.

Il est d'ailleurs possible que si la re-composition du mouvement ouvrier et la construction d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire dépassent un seuil déterminé, une ou plusieurs des prochaines crises révolutionnaires dans des pays capitalistes importants débouche sur des situations de dualité de pouvoir, voire sur une victoire révolutionnaire. Celle-ci rendrait la vision du socialisme de nouveau crédible, acceptable, enthousiasmante pour le prolétariat international.

Finalement, le développement du mouvement de masse en RDA et en Tchécoslovaquie, et la croissance réelle, bien que plus lente, du mouvement de masse en URSS et dans plusieurs autres pays d'Europe de l'Est pourraient déboucher dans les années à venir sur la victoire de la révolution politique. Réalisée sur une base matérielle et culturelle beaucoup plus élevée que celle de la Russie de 1917 ou de l'Europe de l'Est de 1945, sans parler de la Chine de 1949, elle confronterait rapidement les masses laborieuses du monde avec un modèle de société plus libre, plus juste et plus égalitaire que le capitalisme le plus développé.

La crise de crédibilité du projet socialiste serait ainsi définitivement surmontée.

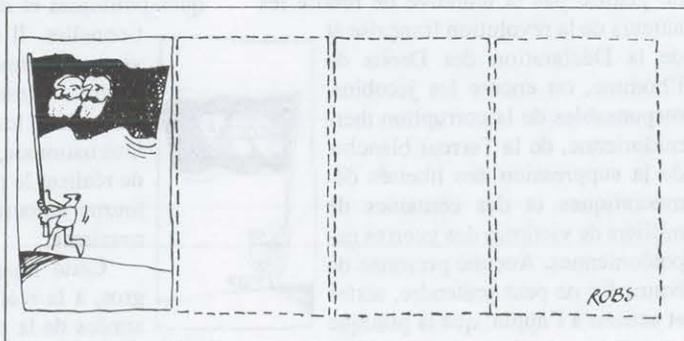
C'est ainsi qu'apparaît la nature contradictoire de cette crise de crédibilité. Elle résulte de la banqueroute irrémédiable du stalinisme et du post-

stalinisme, de toute tentative d'imposer aux masses des projets politiques sans leur libre consentement majoritaire. Mais elle débouche non seulement sur le rejet résolu de tout "verticalisme", elle intègre aussi une dimension anti-bureaucratique puissante et durable à la conscience de classe élémentaire d'une grande majorité du prolétariat. Ce rejet de la manipulation bureaucratique libère et libèrera des forces colossales, qui peuvent se réorienter vers une action émancipatrice contestant la société bourgeoise dans son ensemble.

Tout ce processus contradictoire traduit historiquement la capacité auto-critique et auto-rectificatrice des révolutions prolétariennes, que Marx avait déjà soulignée dans le *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*. Il assure, lui aussi, l'avenir du communisme. Mieux, il implique la possibilité, voire la probabilité de la victoire.

Mais, à une condition : que les communistes/socialistes révolutionnaires se dégagent définitivement de toute théorie et de toute pratique substitutionniste, paternaliste, autoritaire à l'égard du mouvement d'émancipation des salariés, sans pour autant retomber dans le spontanéisme.

Précisément parce que le niveau de conscience moyen du prolétariat n'est orienté vers un changement radical de société qu'en situation révolutionnaire, l'organisation séparée de tous ceux qui luttent de manière permanente dans ce sens est indispensable. La construction des partis révolutionnaires de masse et d'une Internationale révolutionnaire de masse est aujourd'hui aussi nécessaire qu'en 1919. La IVe Internationale n'est qu'un des noyaux de cette future Internationale révolutionnaire de masse. Mais elle est seule à défendre les intérêts des travailleurs dans les trois secteurs de la réalité mondiale, sans subordonner aucune de ces fractions à une autre. La construction de la IVe Internationale reste donc la tâche la plus urgente dans ce sens. La IVe Internationale émerge d'ailleurs de la crise du communisme : elle est la seule tendance qui s'est opposée de manière in-



transigeante au stalinisme pendant soixante ans et donc la seule qui n'a pas perdu toute crédibilité aux yeux des masses férocement anti-staliniennes, la seule à progresser et non à régresser.

L'auto-organisation de la classe — qui débouche sur le pouvoir de conseils librement et démocratiquement élus — et l'organisation séparée de l'avant-garde révolutionnaire forment ainsi une unité dialectique, médiatisée par la pluralité des partis. Le pouvoir d'Etat doit être exercé par les conseils, pas par le parti. Le(s) parti(s) cherche(nt) à gagner la majorité au sein des conseils par persuasion et non par l'administration, et encore moins la répression. Leurs seuls atouts doivent être : un degré d'activité plus soutenu, plus continu, plus dévoué au service de leur classe, un style de vie dénué de tout privilège, une capacité à mettre leur pratique constamment en conformité avec leurs principes, une lucidité politique majeure fondée sur une compréhension théorique des lois qui gouvernent la construction de la société sans classes.

Pour cela, ils doivent puiser aux sources non-contaminées : les écrits de Marx et d'Engels sur la Commune de Paris, les écrits de Rosa Luxembourg, du Lénine de *L'Etat et la Révolution*, qui a eu l'audace de développer un projet d'Etat soviétique « sans armée permanente, sans police, sans bureaucratie », et surtout les écrits de Trotsky des dix dernières années de sa vie et les documents programmatiques de la IVe Internationale.

“Socialisme ou barbarie”

Mais toute cette richesse théorique doit être considérée non comme une vérité révélée définitive, mais comme sujette au test d'expériences révolutionnaires et contre-révolutionnaires nouvelles. La parole la plus sage jamais prononcée par un révolutionnaire au sujet des révolutionnaires, est celle de Marx, dans sa *Troisième Thèse sur Feuerbach* : les éducateurs doivent être éduqués et rééduqués. L'avenir du communisme dépend en dernière analyse de l'assimilation de cette vérité fondamentale par les communistes.

Le communisme, c'est l'aspiration à une société plus humaine et plus juste pour la grande majorité du genre humain. C'est l'aspiration à une société qualitativement supérieure à la société capitaliste. Au fur et à mesure que se déploient les contradictions internes qui déchirent cette dernière, et les crises successives auxquelles ces contradictions aboutissent, la société socialiste sans classes apparaît aussi comme une société qualitativement plus rationnelle.

Le bilan du capitalisme du XXe

siècle, ce n'est pas seulement le niveau de vie de la moitié de la population américaine ou la sécurité sociale de la Suède ou de la RFA (en bonne partie, d'ailleurs, conquise par le mouvement ouvrier contre la résistance des capitalistes). C'est aussi l'énorme misère de 80 % des habitants du tiers monde. Ce sont aussi deux guerres mondiales qui ont coûté près de 100 millions de morts. Ce sont aussi les 120 guerres “locales” qui nous ont été imposées depuis 1945 (rien que la guerre “locale” déclenchée par les agences pro-impérialistes du Mozambique a coûté 90 000 morts...). Ce sont aussi deux graves dépressions économiques. C'est aussi le fascisme, de nombreuses dictatures militaires et semi-fascistes. C'est aussi la torture institutionnalisée dans plus de cinquante pays.

Les marxistes, à commencer par Rosa Luxembourg, avaient raison de résumer l'avenir de l'humanité dès le début du XXe siècle par la formule : *Socialisme ou barbarie*. Avant de montrer son visage le plus hideux dans les crimes nazis, la montée de la barbarie s'était déjà manifestée dans les crimes du colonialisme (y compris ceux du militarisme japonais), et dans les doctrines racistes qui les soutenaient.

Le capitalisme industriel s'est développé dès le début comme une combinaison de progrès et de régression, de forces productives et de tendances destructrices (7). Les premières prévalurent d'abord sur les secondes. Mais, avec l'avènement de l'ère impérialiste, les secondes commencèrent à égaler puis à déborder les premières.

Le développement des forces productives, tant mécaniques qu'humaines, ne s'arrête pas définitivement. Il peut même connaître un essor exceptionnel, comme ce fut incontestablement le cas pendant la période allant de la fin des années 40 au début des années 70 (dans quelques pays semi-industrialisés, les années 70 et le début des années 80). Mais le prix payé pour ce développement devient de plus en plus exorbitant.

L'expression la plus claire de ce renversement de tendance fut l'apparition des armes nucléaires et biologiques au cours de la Seconde Guerre mondiale. Leur emploi massif impliquerait — et implique depuis 1945 — la destruction physique du genre humain. La multiplication des centrales nucléaires contient ce même risque même en cas de guerre “conventionnelle” à grande échelle. Empêcher des guerres mondiales ou continentales, tant nucléaires que conventionnelles, devient dès lors l'objectif stratégique numéro un du mouvement ouvrier, y compris de sa composante

communiste, socialiste-révolutionnaire.

Gorbatchev a exprimé cette nécessité nouvelle, fût-ce avec un certain retard par rapport aux marxistes-révolutionnaires, qui l'ont à leur tour compris avec retard par rapport à la réalité objective. A partir de l'apparition de ces armes, la guerre n'est plus la continuation de la politique avec d'autres moyens. Elle devient la négation absolue de toute politique. Une humanité réduite à la poussière nucléaire n'est plus le “sujet” d'une quelconque pratique, y compris une pratique politique.

Mais, de cette contradiction irréfutable, Gorbatchev déduit une conclusion désastreusement fautive : l'humanité, les pays dits “socialistes”, la classe ouvrière internationale, les masses opprimées et surexploitées du tiers monde, seraient obligés de rechercher une collaboration de plus en plus étroite avec l'impérialisme et les classes possédantes de partout, comme seul moyen d'éviter les guerres suicidaires (8).

Cette vision transforme l'intérêt qu'ont actuellement les dirigeants de l'impérialisme à modérer l'accroissement des dépenses militaires (ce qui est le fondement des accords partiels de désarmement, qu'il faut évidemment appuyer et étendre) en une tendance permanente au désarmement universel. Elle est totalement irréaliste.

Elle sous-estime les effets barbares des agressions et guerres “locales” déclenchées par l'impérialisme. Elle sous-estime le risque implicite dû au poids du complexe militaro-industriel au sein de la bourgeoisie. Elle sous-estime les tendances au développement des dépenses militaires dans les phases de dépression économique. Elle sous-estime le risque de voir apparaître au sein de la société bourgeoise, en cas de crises aiguës se terminant par l'écrasement du mouvement ouvrier, des dirigeants politiques nihilistes prêts à jouer le tout pour le tout — y compris avec des implications pour eux-mêmes — comme Hitler.

Même si ces risques sont limi-



7) Voir les passages du tome I du *Capital* de Marx, sur la double nature du machinisme.

8) Edgar Morin dans *Le Monde* fournit la formule idéologique pour justifier cette stratégie illusionniste et suicidaire, en parlant de l'impasse dans laquelle “l'homme” se serait fourvoyé par le développement d'une technique débridée. Rendre l'humanité en général responsable des décisions prises par les tenants du pouvoir économique et politique, c'est jeter coupables et victimes dans le même sac.

tes, les éliminer de la stratégie du mouvement ouvrier et du mouvement anti-guerre est profondément irresponsable. C'est littéralement jouer à la roulette russe avec la survie physique du genre humain.

La conclusion stratégique qu'on doit déduire du danger d'extermination implicite dans les risques de guerre en présence des centrales nucléaires, c'est que la seule garantie réelle et définitive de la survie physique de l'humanité est la prise en main de toutes les usines et de tous les laboratoires capables de produire des armes lourdes par les producteurs eux-mêmes. C'est l'accord universel de ces producteurs pour cesser toute production de ces armes, et pour détruire immédiatement tous les stocks d'armes existants.

Hier, le dilemme était : "Socialisme ou barbarie". Aujourd'hui, le dilemme est devenu : "Le socialisme ou la mort". C'est la motivation la plus profonde pour le communisme qu'on puisse imaginer.

La même conclusion découle des autres menaces mortelles qui pèsent sur l'humanité, avant tout la menace de destruction de l'environnement et la menace d'une extension désastreuse de la faim et des épidémies dans le tiers monde (et au-delà).

Projet utopique ?

Ces menaces ne peuvent être définitivement éliminées que si le contrôle de la production et de la distribution des richesses n'est plus entre les mains de forces sociales et de gouvernements qui poursuivent des buts d'enrichissement et de pouvoir privés et séparés et sont ainsi acculés à des processus de croissance incontrôlés et incontrôlables. Ils doivent passer aux mains des salariés et de leurs alliés, de la paysannerie laborieuse, qui ont la volonté et la capacité de subordonner tout intérêt partiel et toute croissance incontrôlée à la coopération solidaire dans l'intérêt de l'humanité laborieuse dans son ensemble.

Est-ce un projet utopique ? Seul l'avenir tranchera. Mais c'est de toute façon infiniment moins utopique que le projet d'assurer la paix dans le monde, la préservation de l'environnement, l'élimination de la faim et des épidémies guérissables, dans le cadre d'une société congénitalement incapable de subordonner les intérêts des riches et le pouvoir des Etats nationaux : à la solidarité collective, dans la mesure où elle est fondée sur la logique de l'enrichissement (de l'accumulation du capital) d'une petite minorité, et de la concurrence opposée à la solidarité.

Déjà, des indications précises montrent que le projet socialiste tel que nous

l'avons résumé dans sa forme la plus aiguë n'est point utopique. Ce qui caractérise le soulèvement des masses que nous venons de vivre en RDA ou en Tchécoslovaquie, c'est le rejet de leur mise en tutelle sous toutes ses formes. Ce rejet s'étendra d'ailleurs à d'autres pays de l'Est et à l'URSS. Il s'étendra du domaine des libertés politiques à tous les domaines politiques, économiques et sociaux. Il s'étendra petit à petit à un nombre croissant de pays capitalistes.

Les 36 % de voix pour la suppression immédiate de l'armée en Suisse, le million de manifestants dans les rues des Etats-Unis pour la défense du droit à l'avortement, en novembre 1989, sont les premiers signes de ce qui attend la bourgeoisie. Elle se mordra longtemps les doigts d'avoir lancé sa campagne pour le respect des droits de l'homme, pour la large publicité accordée aux soulèvements de masse en RDA, en Tchécoslovaquie, en Roumanie. Ces larges campagnes la frapperont comme des boomerangs en plein visage, encore et toujours, dans les années et les décennies à venir.

La télévision internationale, avant tout la télévision allemande et certaines chaînes américaines et françaises, ont rapporté heure par heure le soulèvement des masses en RDA, en Tchécoslovaquie, en Roumanie. C'est la première fois que le monde entier a pu saisir sur le vif, instantanément, le développement d'explosions révolutionnaires.

Mais la question se pose : pourquoi la grève générale au Brésil, la grève générale dans l'Etat espagnol, les deux principales luttes ouvrières de l'année 1989 (qui concernaient respectivement plus de 30 millions et plus de 6 millions de salariés), c'est-à-dire beaucoup plus que ceux impliqués dans les actions en RDA, en Tchécoslovaquie ou en Roumanie, pris dans leur ensemble, n'ont-elles pas reçu 5 % de l'attention accordée à celle-ci ?

Pourquoi la répression impérialiste à Panama, les massacres au Salvador (plus de 70 000 morts en dix ans de guerre) au Guatemala, au Sri Lanka, au Soudan, au Mozambique, qui ont causé beaucoup plus de victimes que la Securitate de Ceausescu, n'ont-elles pas reçu 5 % de la publicité accordée aux massacres en Roumanie ? Est-ce sans rapport avec le fait que les tyrannies responsables de ces



massacres sont capitalistes ou pro-capitalistes et non prétendument "socialistes" ?

La lutte contre la mise sous tutelle, c'est la lutte pour l'auto-détermination des masses dans tous les domaines, celui de l'écologie (9), comme celui de l'anti-militarisme et des droits démocratiques. Les masses populaires, des comités (conseils) locaux clairement appuyés par la majorité de leurs concitoyens doivent conquérir notamment un *pouvoir de veto* sur tous les projets impliquant des risques graves pour l'environnement.

Pour la première fois depuis l'avènement du stalinisme, la liberté, la démocratie la plus large, représentative autant que directe, l'anti-militarisme, l'impératif catégorique, commencent à passer dans notre camp, le camp du socialisme révolutionnaire. Liberté, égalité politique et économique, solidarité et justice sociale, y compris à l'échelle mondiale, anti-militarisme radical, défense radicale de l'environnement, respect des droits de l'homme : cela crée une combinaison imbattable.

Voilà les grands thèmes propagandistes que nous devons marteler sans cesse, combinés avec les revendications immédiates et transitoires, et avec des projets politiques qui les traduisent dans la vie de tous les jours.

Voilà ce qui assure définitivement l'avenir du communisme. ★

1er février 1990

9) La solution de rechange des sociaux-démocrates et des écologistes "réalistes" sont des "impôts écologiques" (voir Joschka Fischer, *Der Umbau der Industriegesellschaft*, Eichhorn-Verlag, Frankfurt, 1989), mais des impôts non-prohibitifs. Les impôts doivent rester compatibles avec le fonctionnement de l'économie fondée sur le profit des firmes privées.

Les écologistes "réalistes" sacrifient ainsi la lutte pour la protection réelle et efficace de l'environnement au maintien du consensus avec la bourgeoisie.

La situation en RDA et nos tâches

1. Depuis la fin d'octobre 1989, la République démocratique allemande (RDA) avait connu un début de révolution politique. Le mouvement de masse a été d'une ampleur exceptionnelle et a remporté un grand nombre de succès. Par le rejet du régime répressif du Parti socialiste unifié (SED) et de prise de conscience croissante de la gabegie provoquée par la gestion bureaucratique de l'économie et des privilèges intolérables qu'elle impliquait, les masses se sont mobilisées pour renverser la dictature bureaucratique. Elles l'ont profondément ébranlée.

Mais à côté de cette montée remarquable de l'activité autonome des masses, il y a eu un retard non moins prononcé quant à l'auto-organisation et aux objectifs précis de pouvoir qui en découlait ainsi que l'absence d'une avant-garde révolutionnaire, pour ne pas dire d'une direction révolutionnaire. Il y a eu un désarroi politique croissant des travailleurs, produit du désenchantement vis-à-vis du régime despotique du SED et de l'absence d'une alternative crédible, ainsi qu'un retard prononcé dans la réalisation de réformes économiques et sociales. Les masses identifient dans une large mesure socialisme et stalinisme, dont la faillite est visible et qui est universellement rejeté.

Dans ces conditions, une victoire de la révolution politique à court terme était exclue et un tournant dans l'attitude des masses s'est produit.

2. Comme toute révolution, le début de révolution politique en RDA avait posé la question du pouvoir, en ébranlant jusque dans ses fondements le pouvoir d'Etat existant. Théoriquement, il y a trois issues possibles à la question du pouvoir en RDA :

- le rétablissement d'un pouvoir consolidé de la nomenklatura. Cela devrait passer par une répression, au moins partielle - par exemple du type de celle résultant du coup d'Etat de Jaruzelsky en Pologne — même si la bureaucratie n'est plus en mesure d'étouffer complètement, pour ne pas dire d'écraser, le mouvement de masse. Dans les rapports de force nationaux et internationaux donnés, cette première éventualité est fort improbable ;

- la victoire de la révolution politique par l'exercice démocratique du pouvoir politique et économique par les masses laborieuses auto-organisées elles-mêmes. Comme déjà indiqué, cela paraît exclu à brève échéance ;

- la restauration du capitalisme sous un pouvoir d'Etat bourgeois et par la soumission de l'économie au grand capital, c'est-à-dire une contre-révolution sociale. Vu la faiblesse de la bourgeoisie petite et moyenne en RDA, et l'absence d'une grande bourgeoisie dans ce pays, la seule possibilité réelle d'une telle restauration est celle d'une absorption de la RDA par la RFA et l'établissement sur la population de ce pays du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie ouest-allemande, ainsi que la main-mise du capital ouest-allemand sur l'économie de la RDA.

En pratique, dans les conditions actuelles, les deux éventualités les plus probables sont :

- soit une restauration rapide du capitalisme par la voie indiquée ;
- soit un processus de convergence par étapes entre la RFA et la RDA, aboutissant seulement après plusieurs années à une unification capitaliste de l'Allemagne. Quelle que soit la définition qu'on donne à cette situation intermédiaire — confédération, unification sectorielle, unification partielle, union monétaire, douanière et commerciale — elle se caractériserait par l'absence d'un véritable pouvoir d'Etat unifié, c'est-à-dire par une seule armée, une seule police, un seul système judiciaire, une seule structure économique, une seule Constitution, un seul Code légal.

Pareille "confédération" pourrait combiner une union monétaire sous contrôle de la *Bundesbank*, un large secteur privé dans les petites et moyennes entreprises et un début d'établissement de grands

Résolution adoptée par le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale le 5 mars 1989.

trusts privés sur le territoire de la RDA, d'une part ; le maintien d'un secteur public majoritaire dans les grandes entreprises, le maintien de forces armées et de police indépendantes de celles de la RFA,

le maintien d'une Constitution et d'un système judiciaire séparés, et le maintien d'un appareil d'Etat séparé, d'autre part. Cela n'exclut pas que pendant cette période intermédiaire, une partie de la nomenklatura s'efforce de s'intégrer à la bourgeoisie, qu'une autre partie se réoriente plutôt vers une absorption dans l'appareil d'Etat d'une Allemagne unifiée, en maintenant dans la mesure du possible des positions fortes au plan local, régional, économique, culturel, etc.

La durée de ce processus intermédiaire pourrait favoriser la conquête, fût-ce par étapes, d'une autonomie politique et organisationnelle de la classe ouvrière de la RDA. Elle impliquerait en tout cas des tâches particulières pour les marxistes révolutionnaires et l'ensemble de la gauche socialiste en RDA, tâches non encore à l'ordre du jour. La situation se caractériserait en effet par un degré de liberté d'action très large des masses combiné à la faiblesse extrême de l'Etat.

3. La dynamique politique en RDA se distingue de celle des autres pays d'Europe orientale :

- par l'aspiration à l'unité allemande dans la conscience des masses, fonction avant tout de l'attrait du niveau de vie plus élevé en RFA et du scepticisme à l'égard de la possibilité de réaliser rapidement des réformes sociales et économiques progressistes radicales en RDA. Mais aussi par la force du sentiment national nourri par une propagande effrénée des médias ouest-allemands ;

- par le poids de la tradition socialiste au sein de la classe ouvrière et de l'intelligentsia, bien que médiatisée par la social-démocratie avant tout, dont la spécificité par rapport au SPD n'est pas encore clarifiée.

La contradiction entre ces deux particularités marquera vraisemblablement l'évolution des confrontations politiques, économiques et sociales en RDA dans les mois, voire les années à venir. Pour le moment, la tendance la plus probable est celle d'une unification rapide de l'Allemagne par l'absorption de la RDA par la RFA. Les masses tendent ainsi à donner la priorité à cette unification indépendamment de son contenu économique et social concret, en fonction avant tout de leur situation matérielle présente.

Plus s'aggrave la crise économique, plus le scepticisme par rapport aux transformations en cours se renforce, plus s'amplifie le flux des réfugiés de l'exode vers la RFA, et plus se précise le risque d'un effondrement de toute l'économie de la RDA, nourri par ailleurs par le refus cynique du gouvernement Kohl d'étendre l'aide économique immédiat à la RDA.

Une unification capitaliste de l'Allemagne représenterait une grave défaite pour la classe ouvrière de la RDA, de la RFA et de toute l'Europe, par le renforcement de l'impérialisme allemand qu'elle impliquerait, au moins à court terme. En outre, la question de l'exercice du pouvoir politique par les travailleurs se pose en RDA ; elle ne se pose pas encore à court ou à moyen terme en RFA. Elle ne se poserait pas non plus dans une Allemagne unifiée capitaliste.

Les masses populaires de tout pays ont le droit démocratique de décider elles-mêmes de l'appartenance à l'Etat qu'elles préfèrent. Les marxistes révolutionnaires reconnaissent pareil droit. Mais ils ont en même temps le droit et le devoir de dire la vérité aux masses : l'unification de l'Allemagne, non pas fondée sur la démocratie socialiste mais sur l'absorption de la RDA par la RFA, impliquant la restauration du capitalisme en RDA, même si elle était appuyée par un vote majoritaire des masses, représenterait une régression sociale sensible pour ces masses, du fait du renforcement de l'impérialisme et du patronat allemand qui en découlerait. Elle devrait donc être rejetée par tout ouvrier ou socialiste conscient. La suite des évé-

ments ne tardera pas à confirmer ce jugement. Cela élargira l'audience des marxistes révolutionnaires, même si ceux-ci demeurent à contre-courant pendant une période.

4. En effet, au fur et à mesure que les transformations qui ont commencé en RDA se préciseront et se développeront, des questions économiques et sociales concrètes passeront au premier plan des préoccupations courantes des masses. Elles tendront à se combiner progressivement avec la question de l'unification, réduisant la priorité unilatérale qui semble être accordée aujourd'hui à celle-là indépendamment de son contenu concret. Cette évolution sera d'autant plus importante si la période intermédiaire de "confédération", c'est-à-dire d'unification par étapes se prolonge un tant soit peu.

Ces préoccupations concerneront notamment :

- la garantie du plein emploi ;
- le maintien de bas loyers et de services sociaux ;
- le maintien ou l'inscription dans la Constitution du droit au travail, du droit à l'enseignement, à la médecine, au logement, à l'aide judiciaire pour tou(te)s ;
- le statut de propriété effective des grandes entreprises indépendamment du débat abstrait "économie sociale du marché" (c'est-à-dire capitalisme légèrement réformé) contre "économie planifiée" ;
- l'extension des droits et pouvoirs démocratiques aux larges masses ;
- le refus d'une restauration de la propriété du sol des propriétaires d'avant 1945-46.

De ce fait, les choix sur la forme et le contenu concrets de l'unification pourra petit-à-petit se substituer à la question abstraite (c'est-à-dire sans contenu concret) de l'unification en général, comme ligne de clivage politique.

L'essentiel est donc de gagner du temps pour que les masses puissent faire cette expérience, avant que la nature de classe de l'Etat de l'Allemagne unifiée ne soit tranchée pour une période prolongée.

Pendant cette période intermédiaire, ce combat autour des thèmes déjà mentionnés stimulerait d'ailleurs les différenciations politiques, voire la radicalisation, en RFA également. La perspective d'une Allemagne unifiée socialiste prendrait corps petit à petit.

Dans ces conditions, la lutte pour la défense du droit des travailleurs de la RDA de décider souverainement de leur sort dans tous les domaines, sans ingérence étrangère quelle qu'elle soit, est l'objectif immédiat prioritaire que la IVE International se fixe concernant l'Allemagne. Cela laisserait ainsi ouverte la possibilité d'une victoire de la révolution politique, même si les marxistes révolutionnaires ne se font guère d'illusion sur les chances — fort réduites à court terme — de voir aboutir cette possibilité.

5. L'absorption très rapide de la RDA par la RFA se heurte à des obstacles sérieux en RFA même, obstacles masqués seulement temporairement par la vague nationaliste qui déferle sur ce pays :

- elle confronte la bourgeoisie à un choix difficile entre une priorité à accorder à la consolidation de la Communauté économique européenne (CEE), et la celle de l'absorption de la RDA. Ce dilemme s'exerce surtout dans le domaine monétaire : le capital ouest-allemand ne peut pas simultanément supporter les frais de la création d'un monnaie européenne commune (pour laquelle les réserves de change de la *Bundesbank* seraient le fond de garantie principal) et les frais d'une absorption de la RDA financée en Deutsche Marks (DM). Les deux opérations coûteraient chacune des dizaines de milliards de DM, et ne peuvent être menées conjointement. Elles stimuleraient en outre un processus d'inflation accélérée se répandant sur toute l'Europe capitaliste risquant d'étrangler l'expansion économique par une hausse des taux d'intérêt, même si à terme l'absorption de la RDA et la pénétration du capital ouest-allemand en Europe orientale stimulerait la conjoncture ;

- elle attise au sein des masses laborieuses la peur d'une pression sur les salaires et sur l'emploi par transfert des centres de production vers le territoire de la RDA fonctionnant comme zone à bas salaires, ainsi que la crainte d'une crise aggravée des finances de la sécurité sociale et des logements sociaux.

Ces risques seront en effet aggravés par les tentatives de la bourgeoisie d'imposer aux salariés les charges de l'unification.

6. L'absorption de la RDA par la RFA à court terme se heurte également à de sérieux problèmes internationaux.

Les autres puissances impérialistes restent divisées à ce sujet. Pour l'impérialisme américain, la priorité est au maintien de la "détente" avec l'URSS. Il veut éviter tout ce qui provoquerait des réactions hostiles du Kremlin. Ce dernier ne peut accepter une Allemagne unifiée membre de l'OTAN qui impliquerait la possibilité de voir les militaires des pays impérialistes ou la *Bundeswehr* s'établir sur le territoire actuel de la RDA, fût-ce à terme. Il ne peut pas non plus accepter une remise en question, par un revanchisme nationaliste allemand, des frontières de l'Europe de l'Est surgies de la Seconde Guerre mondiale, notamment la frontière polonaise et l'inclusion de l'ancienne Prusse orientale en URSS.

Sans doute, l'impérialisme américain ne verrait pas d'un mauvais œil un ralentissement du processus de consolidation de la CEE par le biais de l'unification allemande. La grande majorité de la bourgeoisie européenne continue au contraire à donner la priorité à cette consolidation et peut considérer une unification précipitée de l'Allemagne comme un obstacle sur cette voie.

Mais en même temps, pour une bonne partie de cette bourgeoisie européenne, l'inclusion de l'Allemagne unifiée dans l'OTAN est considérée comme un moyen pour à la fois réduire le risque d'une prépondérance militaire de l'impérialisme allemand en Europe, et assurer le maintien de la présence militaire américaine en Europe.

Ce contexte international de la "question allemande" donne une importance particulière à toutes les revendications liées à la lutte pour la démilitarisation de l'Allemagne :

- retrait de toutes les troupes étrangères des deux Allemagne ;
- démantèlement des deux armées existantes et de tous les appareils de répression dans les deux Allemagne ;
- opposition à la possession d'armes nucléaires par une Allemagne unifiée, signature du traité de non-prolifération d'armes nucléaires par l'Allemagne unifiée, élimination de toutes les armes nucléaires du territoire allemand, de la France, de la Grande-Bretagne et de tous les pays d'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est.

Un large mouvement de masse est d'ores et déjà possible sur ces trois thèmes en RFA comme en RDA, avec relais dans le reste de l'Europe, voire en Amérique du Nord et en URSS. De tels mouvements de masse créeraient des obstacles additionnels sur la voie d'une réunification capitaliste de l'Allemagne.

7. En plus de cette tâche politique commune des forces anti-capitalistes et anti-bureaucratiques en RDA et en RFA, les marxistes révolutionnaires chercheront à faire adopter par ces forces une série de revendications transitoires allant dans le sens de la défense des intérêts et des acquis des masses laborieuses, de l'élargissement des libertés démocratiques, contre les processus en cours qui tendent à les soumettre graduellement à l'exploitation et au contrôle de la classe dirigeante ouest-allemande. Ces revendications comportent notamment :

- l'établissement d'un droit de veto syndical sur la gestion des entreprises, à commencer par les *joint ventures* en voie d'établissement, droit exercé par des représentants de tous les travailleurs de chaque entreprise démocratiquement élus par ceux-ci ;
- l'établissement d'un fonds d'égalisation des salaires qui permettrait de rapprocher aussi vite que possible les salaires de la RDA de ceux de la RFA, en éliminant toute discrimination à l'égard des femmes ou des travailleurs immigrés employés ;
- des mesures tendant à éviter le bradage des richesses nationales, et notamment du sol, au profit de la bourgeoisie ou de couches de la nomenklatura se transformant en propriétaires privés.

Sur ces questions, les syndicats et les travailleurs de la RFA ont d'ailleurs un intérêt manifeste à appuyer et à reprendre à leur propre compte les revendications de l'avant-garde de la classe ouvrière de RDA. Constituer un front unique large à ce propos, immédiatement et par-delà les frontières des deux Etats, doit être un objectif des socialistes et des syndicalistes de combat dans les deux Etats. Ils ont également un intérêt commun à s'opposer à toute tentative du patronat et de certaines ailes de la bureaucratie syndicale et de la social-démocratie à mettre en sourdine la lutte pour les 35 heures, sous prétexte d'une prétendue priorité à accorder à l'unification immédiate de l'Allemagne.

Ces revendications doivent s'étendre sur le terrain politique, par l'exigence d'un élargissement radical de la démocratie :

- pluripartisme sans restriction et proportionnelle intégrale aux élections législatives, régionales et municipales ;
- liberté de manifestation sans restriction, et notamment sans les limites importantes actuellement en vigueur en RFA ;
- accès de tou(te)s les citoyen(ne)s aux médias d'après des critères numériques déterminés, et indépendance totale de ces médias par rapport aux organes étatiques, aux propriétaires privés et aux associations professionnelles ;
- extension de l'aire de la démocratie directe, notamment par la révocabilité des élus au gré des électeurs ; par l'élection des juges et des hauts fonctionnaires ; par la généralisation des tribunaux de jury ; par l'égalité de tou(te)s devant la justice grâce à la gratuité des services d'avocats ; par l'instauration du référendum d'initiative populaire sur les grands choix de politique économique et sociale ; par le droit de veto de conseils locaux sur les investissements et travaux pouvant menacer l'environnement ; par le droit de veto de conseils de femmes dans les entreprises sur toutes les décisions de gestion qui concernent la condition féminine ; large décentralisation administrative ;
- démantèlement total de la police politique et de la police d'Etat ;
- extension radicale de la démocratie dans le domaine des entreprises ; élection des conseils d'administration par l'ensemble du personnel ; généralisation du contrôle ouvrier ; liberté syndicale sans restriction ; droit de grève sans restriction aucune.

Elles doivent avoir pour support l'esquisse d'une orientation économique de rechange, orientation qui comporte notamment : une intégration économique maintenue avec le COMECON pour sauvegarder le maintien du plein emploi dans des entreprises incapables de soutenir une concurrence dans le cadres de la CEE, en attendant leur modernisation ; l'extension de larges accords avec des pays du Tiers monde en vue d'assurer notamment la reconversion énergétique de la RDA indispensable pour des raisons de défense de l'environnement ; la limitation d'une orientation vers le marché de la CEE aux secteurs

les plus modernes de l'économie de la RDA, capable de soutenir la concurrence sans menaces pour l'emploi ; l'élaboration d'un plan économique d'ensemble, après large débat public pluraliste tranché de manière pluraliste et démocratique, en vue de garantir les objectifs socio-économiques et politiques indiqués ; une priorité accordée dans le cadre de ce plan aux investissements orientés vers un redressement de la situation écologique désastreuse en RDA.

De telles revendications ont d'ailleurs l'avantage de conserver leur potentiel de mobilisation, même en cas d'une unification rapide. Elles auront dans ce cas la fonction de protéger les travailleurs de la RDA contre l'impact négatif à court terme de cette unification.

Dans l'état actuel des choses, le gros du mouvement ouvrier organisé en RFA, chapeauté par la social-démocratie tout-à-fait acquiescente à la politique du consensus avec la bourgeoisie, n'appuyera pas ces revendications. Mais celles-ci auront un écho croissant parmi une aile plus avancée de la classe ouvrière et parmi les "nouveaux mouvements sociaux".

Elles ont également comme fonction de donner un contenu concret au "troisième modèle de société", celui du socialisme démocratique et autogestionnaire, opposé à la fois au despotisme bureaucratique et au despotisme du marché, et fondé sur l'autodétermination et la souveraineté démocratique des masses dans tous les domaines. Cela doit fournir une contribution importante au combat pour la victoire de la révolution politique.

Notre propagande politique s'axe autour des thèmes suivants :

- défense du mouvement de masse en RDA, contre toute répression bureaucratique ou impérialiste ;
- contre toute ingérence étrangère en RDA, pour la libre détermination souveraine des masses de la RDA de leur sort politique, économique et social ;
- contre la restauration du capitalisme par l'absorption de la RDA par la RFA.
- Pour la victoire de la révolution politique en RDA, tremplin vers une Allemagne socialiste unifiée !
- Pour la réunification socialiste de l'Allemagne ! ★

La crise du stalinisme et la question allemande

Si les victoires démocratiques actuelles du mouvement de masse en Europe de l'Est ne sont pas détruites, les marxistes révolutionnaires devront avancer un programme de révolution politique qui aille au-delà des tentatives pour "réformer" le système. Il est nécessaire de s'organiser indépendamment de la bureaucratie dans le but de détruire son pouvoir et de se battre pour des institutions alternatives de pouvoir et de gouvernement basées sur l'auto-organisation des masses.

Le droit à l'auto-détermination et à l'unification pour les deux parties du peuple allemand doit être appuyé inconditionnellement. Ce n'est ni à Helmut Kohl ni à Hans Modrow de poser des conditions. Si telle est la volonté des masses est-allemandes — et à l'évidence ça l'est — l'unification aura lieu. Des élections d'Assemblées constituantes doivent se tenir afin de décider librement et démocratiquement de l'organisation sociale et des institutions de l'Etat. Pour notre part, nous nous battons pour que la nouvelle Allemagne unifiée soit socialiste, pour que des droits sociaux et démocratiques soient instaurés aux plus hauts niveaux, etc.

Les revendications clés de la révolution politique dans la situation immédiate sont :

- des élections immédiates et libres pour une Assemblée constituante ;
- la liberté des médias, avec un libre accès de toutes les organisations démocratiques ;
- le droit de réunion et de manifestation, et le droit de grève ;

Projet de résolution présenté par des membres du Secrétariat unifié et rejeté par la majorité.

- la dissolution de la police secrète et de toutes les institutions répressives ;
- l'ouverture de tous les dossiers secrets ;

• le procès public de tous ceux qui ont participé à la corruption bureaucratique et aux crimes contre le peuple ;

Dans la phase particulière qui s'ouvre maintenant, les revendications suivantes sont extrêmement importantes :

- des syndicats nouveaux et indépendants ;
- des comités démocratiques sur les lieux de travail et dans les forces armées ;
- le contrôle ouvrier dans les bureaux et les usines - ouvrez les livres. Le contrôle des étudiants sur leurs lieux d'études ;
- un plan de production démocratique et l'autogestion ouvrière.

Un tel programme d'action, qui combine des revendications minimales démocratiques et des revendications transitoires doit être réadapté à la situation de chaque pays. Cependant, un tel programme est essentiel pour la classe ouvrière afin qu'elle soit capable de défendre ses acquis sociaux contre la privatisation et les tentatives de la bourgeoisie de restaurer le capitalisme.

Une propagande sur la réorganisation de l'armée avec des comités de soldats du rang doit être nécessairement ajoutée à ce programme d'action. Il faut mener une bataille idéologique pour expliquer ce qu'est réellement une économie démocratiquement planifiée,

faire une critique marxiste des économies de marché capitalistes et expliquer le rôle d'un système de démocratie socialiste et d'autogestion avec des conseils ouvriers. Ces arguments sont tout particulièrement pertinents pour la lutte contre la crise écologique en Europe de l'Est.

Des revendications doivent aussi être avancées par rapport à la double oppression des femmes.

La question allemande

La question allemande est décisive pour les luttes futures de l'ensemble de l'Europe. L'Allemagne de l'Est est le pays à économie de commande d'Europe de l'Est à avoir le mieux réussi et qui est le plus industrialisé, et donc le plus prolétarisé. Il était inévitable que la révolution politique, depuis le tout premier jour, soit étroitement liée à la question nationale — l'unification de l'Allemagne.

Bien que nous soyons pour l'auto-détermination du peuple de RDA, y compris le droit à l'unification avec la RFA, il faut présenter une perspective marxiste révolutionnaire à l'unification. Cela signifie le rejet clair du plan en dix points de Kohl qui cherche une avancée par étapes vers une solution capitaliste fédérale, ou d'autres projets pro-capitalistes similaires qui conduiraient à l'incorporation de la RDA dans la RFA. Nous sommes pour l'unification, mais nous nous battons afin qu'elle se réalise sur une base socialiste. Nous détournons de l'unification, parce que le plan Kohl domine actuellement le terrain politique, ne conduirait qu'à la marginalisation complète de la gauche marxiste.

On peut pas arrêter la revendication démocratique croissante pour l'unification allemande. La question politique clé est quelle classe va la réaliser — la bourgeoisie ou le prolétariat ? Pour l'instant, c'est la bourgeoisie qui a toutes les cartes en main.

Mais le choix stratégique que la classe ouvrière doit effectuer ne se situe pas entre une réunification capitaliste, une restauration comme le propose Kohl, et une économie planifiée démocratique mais autarcique dans les frontières actuelles de la RDA (comme le proposent certaines forces de gauche en Allemagne de l'Est). Non seulement ce dernier choix a très peu d'appui parmi les masses aujourd'hui, mais il n'inspirera pas les travailleurs demain, ni ne construira l'unité de la classe ouvrière de l'Allemagne toute entière. Nous devons partir des intérêts objectifs de la classe tout entière — c'est-à-dire l'unification de l'Allemagne et celle de la classe ouvrière allemande — non comme un "moindre mal" pour combler une brèche.

De manière évidente, la question de l'unification doit être posée dans une perspective socialiste. Notre position programmatique est favorable à une Allemagne unie socialiste comme un pas vers une unité socialiste pan-européenne.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement aujourd'hui ? Cela signifie avancer des revendications qui permettent à la classe ouvrière d'être à l'offensive sur cette question, et de ne pas laisser ce terrain politique à l'impérialisme — ou à des secteurs de la bureaucratie, qui conduiraient la classe à la défaite et au désastre. Cela signifie avancer des revendications qui puissent être reprises par les travailleurs tant à l'Ouest qu'à l'Est, d'impulser la construction d'un front uni de la classe ouvrière dans les deux Allemagne. La revendication d'une Allemagne unie neutre, hors de l'OTAN comme du Pacte de Varsovie, peut être le point de départ d'un programme anti-impérialiste.

Le capital ouest-allemand n'acceptera la réunification qu'en ces termes : défaite et atomisation des travailleurs est-allemands et fin de leurs mobilisations ; création d'un vaste volant de main-d'œuvre bon marché ; destruction du système d'aide sociale développé ; destruction et cannibalisation de secteurs entiers de l'industrie de RDA ; et, finalement, maintien de la future Allemagne unifiée dans l'alliance impérialiste de l'OTAN. Cependant, la pénétration capitaliste se réalise également sans l'unification - être contre l'unification n'est pas en soi une garantie quelconque de protection des acquis sociaux des travailleurs est-allemands. Craignant les conséquences d'une crise prolongée en RDA et l'émergence d'une solution authentique de la classe ouvrière, le gouvernement Kohl s'est embarqué dans une politique de déstabilisation et d'intégration rapide. La vitesse de ce processus, avec des propositions pour une seule monnaie cette année, cause des frictions dans la classe dominante et dans l'Alliance atlantique.

Diverses formules seront proposées pour la négociation. Dans cette situation, notre mouvement doit proposer des revendications qui, si elles sont reprises par le Nouveau Forum ou par la Gauche unie et autres, commenceront à mettre l'impérialisme sur la défensive sur la question nationale. Elles créeront aussi les conditions permettant aux travailleurs de RDA de défendre et d'étendre leurs acquis sociaux de manière unifiée, et en même temps de construire un front uni avec la classe ouvrière de RFA.

Ainsi, en plus du programme d'action présenté ci-dessus, en RDA, nous devons exiger :

- le retrait de toutes les troupes étrangères des deux Allemagne, y compris Berlin, comme avancée vers une Europe démilitarisée et dénucléarisée ;
- le retrait d'Allemagne de toutes les alliances militaires ;
- l'harmonisation des salaires jusqu'au niveau ouest-allemands, et l'harmonisation des droits sociaux aux niveaux les plus avancés des deux Etats ;
- l'harmonisation des droits à l'avortement, pour la maternité et le soin des enfants ;
- la semaine de 35 heures sans perte de salaire à l'Est comme à l'Ouest ;
- pas de licenciements. Pour l'expropriation de tous les firmes capitalistes qui licencient ;
- la généralisation de formes de démocratie sociale et populaire - pour des comités sur les lieux de travail et un système de conseils ouvriers.
- pour une Allemagne unie socialiste en tant que partie de l'Europe des travailleurs, à l'Est et à l'Ouest.

Un tel programme, même si les marxistes ne sont pas capables de réussir à faire accepter toutes ces demandes tout de suite, correspond aux intérêts des travailleurs allemands à l'Est comme à l'Ouest. La gauche socialiste doit prendre la direction de la lutte pour la réunification de l'Allemagne — elle doit déjouer les manœuvres de Kohl et de Modrow. Le programme présenté ci-dessus serait totalement inacceptable pour l'impérialisme — même la neutralité est blasphématoire pour lui — ou pour la bureaucratie elle-même. Mais ces revendications sembleront raisonnables à une couche toujours croissante de travailleurs militants, en premier lieu à l'Est mais également à l'Ouest. Les travailleurs est-allemands devraient interpellés les travailleurs de RFA, construire des liens, des campagnes communes et une solidarité. En d'autres termes, essayer de construire une réelle unité d'action — un front uni des travailleurs de l'Est et de l'Ouest !

Ce qui est en jeu — pas simplement théoriquement mais concrètement — c'est la possibilité d'une classe ouvrière et d'une coopération socialiste à l'échelle de toute l'Europe. Malgré des discussions dans la Communauté européenne sur la construction de liens politiques et économiques avec l'Europe de l'Est, son cadre institutionnel — bien qu'il ait été négocié prudemment durant de nombreuses années en prenant en compte tous les intérêts nationaux différents — est incapable de fournir une structure pour la coopération pan-européenne. Au contraire, les initiatives du gouvernement Kohl par rapport à la réunification allemande provoquent des tensions significatives avec les clubs capitalistes existants.

A travers l'Europe, la gauche doit mettre en place un cadre politique et économique alternatif pour l'intégration du continent qui respecte les droits des peuples à l'auto-détermination et au contrôle démocratique de leurs vies politiques et sociales. Nos sections ne doivent pas seulement aider à construire des sections de la IVe Internationale à l'Est, mais aussi intervenir en direction des mouvements ouvriers existant à l'Ouest, en proposant des initiatives à l'échelle européenne pour développer une perspective socialiste pan-européenne. ★

Position du VSP

1. Le VSP ne croit ni à la possibilité d'une révolution politique en RDA seule, à court ou à moyen terme, dans le sens d'une conquête du pouvoir par

la classe ouvrière, ni à la probabilité d'une période prolongée de confédération — sur un pied d'égalité — entre la RDA et la RFA, qui pourrait en quelque sorte offrir le temps nécessaire pour renverser le rapport de forces et rouvrir une perspective révolutionnaire en RDA.

Le VSP s'attend à ce, qu'après les élections du 18 mars, s'ouvre une période pendant laquelle les mesures principales d'une absorption de la RDA par la RFA soient prises. La durée de cette période pourra varier selon les obstacles qui s'érigeront face à ce projet. Cependant, la fuite de masse et la pression impérialiste ont créé une situation de grave déséquilibre de l'économie de la RDA qui, à son tour, a renforcé le mouvement de fuite. L'absence d'un mouvement de masse en RFA joue dans le sens d'un accroissement de la pression pour l'unification. Les uns en attendent un arrêt de l'exode vers l'Ouest, et les autres une amélioration sensible de leur situation matérielle. La tendance à l'unification capitaliste est devenue irréversible.

Le système fédéral qui devra être réintroduit en RDA après les élections aidera beaucoup la bourgeoisie impérialiste allemande à mener à bien cette assimilation. Il lui permettra d'accepter toute une série d'exceptions aux lois en vigueur en RFA. Ceci s'applique au système d'éducation, à une partie de l'aide sociale, à la loi fiscale, aux prix des loyers, aux formes de propriété, à la loi électorale, à des droits tels que le référendum. La seule chose qui doit être garantie est qu'en cas de conflit entre un *länder* et la législation fédérale, c'est cette dernière qui tranchera.

2. La "réunification" en cours n'est pas une unification sur un pied d'égalité entre deux systèmes sociaux d'ailleurs incompatibles. Il s'agit de l'annexion pure et simple de la RDA, c'est-à-dire de la prise du pouvoir politique et social par la bourgeoisie, ce qui implique le démantèlement des conquêtes sociales et politiques majeures du régime antérieur non capitaliste et de la révolution de novembre. Cela restera valable quelle que soit la situation qui la mènera à bien, bourgeoisie homogène ou sociale-démocrate. Au niveau politique, les partis bourgeois souhaitent tout simplement l'extension de la Constitution fédérale à la RDA, tandis que la social-démocratie propose la rédaction d'une nouvelle Constitution à partir du modèle fédéral. La différence est importante au niveau des possibilités qu'auront les masses d'avancer leurs propres propositions et, éventuellement, démocratiser y compris la Constitution fédérale sur certains points. Mais ceci ne change rien au fait que, dans les deux cas, il s'agira d'une assimilation de la RDA dans le système capitaliste.

En l'absence d'une perspective socialiste crédible en RFA à l'heure actuelle, la seule possibilité de sauvegarder les acquis de la classe ouvrière et des femmes en RDA consiste à défendre l'Etat est-allemand comme identité souveraine et indépendante à tous les égards. C'est pourquoi le VSP se prononce fermement contre ladite "réunification".

On nous dira que nous avançons une perspective que nous-mêmes estimions caduque il y a peu de temps. C'est vrai. Et naturellement, elle n'aura plus beaucoup de sens si celle-ci devient un fait, même si, formellement, la réunification n'a pas encore été accomplie. Mais, nous n'en sommes pas là. La RDA existe encore comme Etat souverain et, tant que des gens en RDA se battent pour une société non capitaliste, pour une alternative à la RFA, nous n'avons pas le droit de dire que cette lutte est devenue inutile.

3. En RDA, le projet d'assimilation aura des conséquences dévastatrices pour certaines couches de salariés et il est vraisemblable qu'elle rencontrera des résistances farouches. En même temps, il existe dans la classe ouvrière une grande disponibilité à réaliser des sacrifices pour améliorer son niveau de consommation. En RFA, en revanche, la division de la classe ouvrière entre sa condition Est et sa condition Ouest crée une énorme pression sociale. A l'Ouest, une grande partie de la classe ouvrière a peur d'en faire les frais. Dès aujourd'hui, les patrons demandent un « sacrifice national pour la RDA ».

Nous estimons vitale la constitution d'un front uni entre les ouvriers, les femmes, les jeunes, les mouvements sociaux de RDA et de

Position du Parti socialiste unifié (VSP) de RFA. Le VSP est issu de la fusion entre la section ouest-allemande de l'Ve Internationale (GIM) et le Parti communiste d'Allemagne (KPD), en octobre 1986.

RFA pour mener une lutte commune, c'est notre façon de combattre les frontières.

4. Dans le rapport de forces actuel, il n'existe pour

les travailleurs aucune possibilité de dire : « *Nous voulons l'unification, mais sans en payer les frais* ». En plus, en RDA, ils seront facilement victimes d'un chantage : si la mobilisation sociale continue, pas de transfert de capital, donc écroulement de l'économie. Pour se soustraire à ce chantage, la classe ouvrière devra prendre justement la décision ferme et collective de renoncer au capital ouest-allemand et chercher une alternative non capitaliste. Mais le même moteur qui a amené les gens à quitter le pays par milliers, à manifester massivement pour la réunification, les entrainera à accepter des "sacrifices". Tous ceux qui, comme le Parti du socialisme démocratique (PDS), le Parti communiste allemand (DKP), les rénovateurs et les autres courants réformistes, ne s'opposent pas clairement à l'unification, mais seulement à ces coûts, ne contribuent qu'à l'affaiblissement d'une position ferme contre l'annexion de la RDA.

Pour la même raison, nous ne pensons pas qu'il existe une base pour un mot d'ordre comme celui pour une réunification socialiste de l'Allemagne.

Le social et le "national" sont indissociablement liés dans cette situation, la question "nationale" est systématiquement utilisée par l'impérialisme pour créer ce consensus national dont il a besoin pour faire passer les "sacrifices" qu'il demande. En face de l'énorme effort que signifie le projet d'unification pour l'impérialisme, il doit renforcer le chauvinisme allemand et a de nouveau besoin d'un climat où il ne « connaît pas de partis, uniquement des Allemands ». Ceci ira de pair avec le renforcement de la législation répressive et discriminatoire contre les immigrés, contre le droit d'asile, contre les droits démocratiques non ethniques et avec des actes xénophobes et racistes.

5. Lors de son congrès extraordinaire, le VSP a pris les décisions suivantes :

a) Le VSP s'oppose de manière décidée à la campagne pour la réunification sous toutes ces formes, telle qu'elle a été engagée par le gouvernement, les associations des expulsés, les patrons et les organisations d'extrême droite et fascistes. Le VSP a exprimé cette opposition sans ambiguïté à travers les articles et la ligne générale de son journal, *Soz*.

b) Au-delà de cette position anti-revancharde incontestée, le VSP n'a mené aucune polémique sur la question nationale dans le cadre d'une révolution socialiste en RFA. De telles positions ont leur place dans le débat politique et dans le VSP. Elles ne peuvent pas être dénoncées comme étant revanchardes.

c) Indépendamment de cette discussion qui reste à mener, le VSP est d'avis que la question de la réunification dans les conditions actuelles ne peut pas être soulevée de façon progressiste.

En même temps, le VSP discute de la possibilité d'une initiative pour un référendum sur l'unification. Nous voulons pouvoir dire "non" à l'*anschluss* de la RDA et nous voulons renforcer l'aspiration des masses à décider elles-mêmes de leur sort. Nous demandons un vrai droit à l'auto-détermination, y compris pour les cinq millions d'immigrés qui vivent en Allemagne et n'ont nullement voix au chapitre.

De la même manière, nous appuyons les initiatives existantes pour l'abolition de l'armée ouest-allemande, suivant l'exemple suisse. Il existe un réel sentiment dans la population pour saisir ce moment pour établir un nouvel ordre en Europe qui ne soit plus déterminé par les armées, les armes atomiques, les Etats nationaux, le chauvinisme et le racisme. A cet égard, le VSP a proposé au SU de la IVe Internationale une initiative commune pour l'abolition de l'armée dans chaque Etat européen, dans la perspective d'une Europe démilitarisée, et pour une conférence anti-militariste européenne qui pourrait aboutir à une manifestation internationale.

Nous travaillons à la solidarité ouvrière par-delà toutes les frontières, en nous appuyant sur les réflexes d'autodéfense contre l'offensive capitaliste. ★

Nouveau courant de gauche

Les 11 et 12 février s'est tenu à Athènes le congrès constitutif du Nouveau courant de gauche (Neo Aristero Revma — NAR), regroupement formé essentiellement par des militants issus de la Jeunesse communiste (KNE) et des dissidents du Parti communiste (KKE). Fait significatif : la fondation du NAR est totalement occultée par la grande presse, tant grecque qu'internationale... sans doute à cause de la proximité des prochaines élections.

Andreas SARTZEKIS

LE KKE et la Jeunesse communiste ont vécu ces derniers mois des crises majeures suite à l'évolution politique du KKE et du rassemblement électoral qu'il a formé avec la petite Gauche hellénique (ex-euro-communiste, scission du Parti communiste dit de "l'intérieur") et certaines personnalités, le *Synaspismos* (voir *Inprecor* numéros 295 et 301 du 16 octobre 1989 et du 26 janvier 1990).

Après avoir centré sa campagne contre le PASOK, Parti socialiste pan-hellénique, au pouvoir de 1981 à 1989, le *Synaspismos* a participé à un premier gouvernement "d'épuration" avec la droite (juin à novembre 1989). Il prétendait ainsi agir contre les scandales (réels) dans lesquels avait trempé le PASOK... pour se retrouver finalement, après les élections de novembre dernier, aux côtés du PASOK et de la droite, dans un gouvernement de collaboration de classe.

La Jeunesse communiste, qui avait d'emblée refusé l'orientation du *Synaspismos*, a alors vu sa majorité exclue par la direction du KKE en septembre 1989. Des milliers de jeunes militants se sont retrouvés dans la KNE "Grapsas" (du nom de son secrétaire), qui a animé des mobilisations très combatives (étudiants, jeunes travailleurs).

Dans le même temps, des membres du Comité central du KKE démissionnaient, sans que la direction du parti puisse mener une campagne de dénigrement auprès de la base. Certains des démissionnaires étaient bien trop populaires pour que la direction puisse se permettre une telle riposte : c'était le cas de Kostas Kappos, démissionnaire du Bureau politique (voir encadré ci-contre). D'autre part, les mauvais résultats du *Synaspismos* ve-

naient sanctionner l'échec du nouveau cours : après le splendide isolement sectaire, la collaboration de classes à outrance. Dans le courant qui a quitté le KKE on trouve autant des intellectuels du parti, comme Kotzias, que des militants ouvriers, jeunes et moins jeunes.

C'est donc de ces deux courants (KNE et ex-KKE) qu'est né le NAR. Le NAR n'est pas homogène sur bien des points, notamment sur l'URSS et l'Europe de l'Est. Le degré de rupture de ses membres avec l'héritage du KKE est inégal, les militants issus des Jeunesses communistes sont plus avancés de ce point de vue. Mais, par sa volonté d'ouverture à gauche, par son projet de construire un parti révolutionnaire, par son enracinement dans les luttes, par sa composition, le NAR a une dynamique qui d'ores et déjà dépasse en impact les regroupements unitaires lancés ces derniers mois à la gauche des organisations traditionnelles.

Le Congrès s'est déroulé dans une période marquée par deux événements : le succès, sans précédent depuis quinze ans, de la grève générale du 15 janvier et la mobilisation de la jeunesse étudiante après l'acquiescement d'un policier meurtrier d'un jeune manifestant. Venus de toute la Grèce, 413 délégués ont participé au congrès du NAR. De nombreux points furent abordés (pays de l'Est, questions théoriques et programmatiques), mais le débat porta surtout sur les prochaines élections du mois d'avril.

Après avoir décidé à une large majorité d'y participer, le NAR a discuté de l'opportunité ou non de le faire avec le groupement alternatif anticapitaliste EAS (1) et une fraction de gauche issue de l'ancien Parti communiste de "l'intérieur" (KKE-ES). La grande majorité ayant tranché contre les accords électoraux au sommet, le NAR invitera tous les militants de gauche qui le souhaitent à participer aux comités d'initiative déjà en place et sa liste ne portera pas l'intitulé NAR. Les axes de sa campagne seront l'indépen-

« L'enfant mûri de la colère... »

Extraits du discours prononcé par Kostas Kappos (ancien membre du Bureau politique du Parti communiste grec, KKE) à un meeting organisé par le Nouveau Courant de Gauche (NAR), dont il est l'un des fondateurs.

« Le NAR n'est pas le fruit du hasard, mais l'enfant de la nécessité, l'enfant mûri de la colère (...). Nous, nous ne nous couchons pas devant l'idéologie bourgeoise, car nous savons que la démocratie bourgeoise est du côté de la classe bourgeoise. Ce qu'elle est ? La liberté d'exploiter et d'opprimer les travailleurs. Ceux qui travaillent dans les usines le savent particulièrement bien. (...) Allons plus loin : dans ce pays, on peut assassiner en toute impunité, comme on le voit avec Melistas,

ce policier qui a assassiné Kaltezas, manifestant de quinze ans... « Et pourtant notre ambition, c'est de franchir tous ces obstacles, avec l'aide de la classe ouvrière et des masses populaires, d'arriver à nous présenter aux élections et d'obtenir une représentation parlementaire, afin que se fasse entendre à l'Assemblée la voix du monde du travail.

« La situation est difficile principalement en raison des développements qui se produisent dans les pays de l'Est. Mais c'est dans les situations difficiles qu'apparaissent les communistes. Quand tout autour il n'y a qu'obscurité. (...) Nous, nous combattons pour la défense des revenus des travailleurs, pour la création de postes de travail, pour la démocratisation de la vie politique (Justice, Forces armées, services secrets) pour le développement économique du pays dans l'intérêt du peuple et pour l'indépendance nationale. » ★

Ozyitis tis Néolas

dance de classe et l'unité dans les luttes, à travers un large et puissant regroupement contre le conservatisme, l'austérité et la collaboration de classe, ainsi que contre l'Europe capitaliste et les bases nord-américaines installées en Grèce. ★

Athènes, 3 mars 1990

1) Auquel participe OKDE, la section grecque de la IVe Internationale.